courant alternatif
Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
HORS-SÉRIE N°12 I FÉVRIER-AVRIL I 2007 I 5 EUROS

# offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°13 • 5 EUROS • FÉVRIER 07

M 03885 - 10 H - F: 5,00 € - RD

# courant alternatif

*Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE*

## COMMENT FONCTIONNE « COURANT ALTERNATIF » (CA) ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

**Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 1213 – 51 058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.**

## COMMENT CONTACTER L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE (OCL) ?

**BRETAGNE**
OCL c/o Clé des Champs,
BP 20 912,
44 009 Nantes cedex 1

**CENTRE**
La Commune,
BP 1 228
45 002 Orléans cedex

**ÎLE DE FRANCE**
écrire à Reims

**MIDI-PYRÉNÉES**
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse

**NORD**
OCLB c/o
La Mouette Enragée,
BP 403
62 206 Boulogne s/mer cedex

**NORD-EST**
OCL c/o Égrégore
BP 1213
51058 Reims cedex

**NORMANDIE**
CRAS, BP 5164
14 075 Caen cedex

**PAYS BASQUE**
Acratie, BP 23
64 130 Mauléon

**RHONE-ALPES**
« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie
4 rue Bodin
69 001 Lyon

**SUD-EST**
La Galère
BP 74217,
06 131 Grasse cedex

Écrire au journal pour contacts à :
**Figeac, Limoges, Poitou, Saint-Nazaire, Strasbourg, le Trégor…**

**OCL c/o Egregore**
**BP 1213, 51 058 Reims cedex**
Mél : **oclibertaire@hotmail.com**
Site web **:**
**http://oclibertaire.free.fr/**


**Hors série**
**Courant alternatif**
**Mensuel Communiste Libertaire**

Commission paritaire
**0610 G 86750**

Correspondance
**OCL/Égrégore**
**BP 1213**
**51058 Reims cedex**

Directrice de publication
**Nathalie Federico**


# offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE

## MATÉRIEL

Vous pouvez commander les autocollants
1 euro les 10
7 euros les 100
en nous écrivant à OLS, 21ter, rue Voltaire 75 011 Paris
chèque à l'ordre de Spipasso

**Offensive Libertaire et Sociale** est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Six principes fondent l'OLS :

**1. Indépendance** **2. Fédéralisme**
**3. Assembléisme** **4. Anti-autoritarisme**
**5. Rupture** **6. Appui mutuel**

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. **L'organisation n'est pas une fin en soi** et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissons pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, **nous refusons les logiques de représentation**. Dans une société fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle**.

Nous luttons plus particulièrement **contre l'apartheid social**, **les dominations** (sexisme, homophobie, exploitation économique…), **pour la liberté de circulation et d'installation**. Nous participons aux **luttes contre la précarité et le développement de la misère**, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à **briser l'autonomie du pouvoir**. Il ne doit pas être accaparé par une minorité, mais demeurer au sein de la société : il doit être socialisé.

Nous sommes partie prenante de l'**unification des mouvements libertaires** et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des **pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes**. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre « **l'alternative** ».

## POUR CONTACTER L'OLS

OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13 001 Marseille.
**06 62 75 28 46** ols@no-log.org.
http://offensive.samizdat.net

## LES GROUPES DE L'OLS

**OLS Paris** 21ter, rue Voltaire
75011 Paris
ols.paris@no-log.org

**OLS Chiapacans Marseille**
c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13 001 Marseille

## EN CONTACT

**Var** c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat 13 001 Marseille

**Toulouse** 06 62 75 28 46

**Caen** matierebrute@yahoo.fr


Edité par **Spipasso**

Imprimeur **IMB, 7 rue Résistance 14400 Bayeux**

Directrice de publication
**Caroline SECHAN**

Commission paritaire
**1008 P 11461**

ISSN **1771-1037**

Diffusion
**Co-errances,**
**45, rue d'Aubervilliers,**
**75 018 Paris,**
**www.co-errances.org**
**contact@co-errances.org**

## COMMENT S'ABONNER À CA ?

- ☐ Abonnement 1 an (10 numéros) **25 euros**
- ☐ Tarif réduit (pour toutes sortes de fauché-e-s) **15 euros**
- ☐ Abonnement de soutien **30 euros**
- ☐ Abonnement à l'essai (3 n$^{os}$) **5 euros**
- ☐ **Gratuit** : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :

☐ 2 ex. **45 euros** ☐ 3 ex. **65 euros** ☐ 5 ex. **100 euros** ☐ 10 ex. **180 euros**

nom, prénom

adresse

mail téléphone

Chèques à l'ordre de « La Galère » OCL/Égrégore, BP 1213, 51 058 Reims cedex
Souscription permanente pour CA : CCP La Galère 38-77 P 023, Chalons s/Marne

## abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N°_____.
Abonnement (12 euros) ☐ Abonnement de soutien (25 euros) ☐
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (20 euros) ☐

nom, prénom

adresse

mail téléphone

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13 001 Marseille**

**Offensive sonore,** émission de l'OLS
**sur Radio Libertaire** 89.4 Mhz (sur Paris)

En alternance avec l'émission anarcho-écolo **La Grenouille noire**, le vendredi tous les quinze jours **de 21h à 22h30**, OLS-Paris diffuse son émission consacrée aux luttes et interviews de militant-e-s et chercheur-se-s engagé-e-s sur les ondes de Radio Libertaire.

L'OLS vient d'éditer un **Cd (en format MP3) regroupant 21h d'émission de radio**. Il peut être écouté sur un ordinateur ou sur certains lecteurs spécifiques. Prix : 5,5 euros (port compris), chèque à l'ordre de Spipasso à envoyer à OLS, 21$^{ter}$, rue Voltaire, 75 011 Paris

# SOMMAIRE

## ENGAGEMENT


4-5 QUI SOMMES-NOUS ?
6-7 LE MILITANT FUNAMBULE, LA SOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE
8-9 LA MÉMOIRE SOCIALE, UNE ARME DE SUBVERSION MASSIVE
10-11 RÉVOLUTION.COM
12-15 L'ART DE L'ESQUIVE, OU COMMENT LES PORTE-PAROLE DE LA CONTESTATION S'ACOQUINENT AVEC LES MÉDIAS
16-17 JE SUIS DONC JE LUTTE ?
18-19 DROIT DANS LE MUR, À PROPOS DE L'IMPUISSANCE POLITIQUE CONTEMPORAINE
20 ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE
21 LE PROJET DE SOCIÉTÉ N'APPARTIENT PAS QU'AUX MILITANT-E-S
22 MILITANT ET DOMINANT ?
23-25 LA SCISSION, LE CAS D'INFORMATION ET RÉFLEXION LIBERTAIRES
26-27 ABÉCÉDAIRE RÉVOLUTIONNAIRE, ON A TOUJOURS RAISON DE SE RÉVOLTER CONTRE


## LUTTES


28-30 SI J'AVAIS UN MARTEAU... LUDDISME ET BRIS DE MACHINES
31 ENRACINEMENT ET LUTTES
32-35 SYNDICATS OU GROUPES POLITIQUES ?
36-37 TOUT ÇA POUR DES CLOUS ?
38-39 ASSEZ DE ROUTES ! LE MOUVEMENT DES ANTIROUTES EN GRANDE-BRETAGNE
40-41 POUR EN FINIR AVEC LES CATÉGORIES D'OPPRESSION
42 À PROPOS DES MANIFESTATIONS / MILITANT-E-S ?
43 RÉVOLUTIONNAIRE SUR LE TERRAIN


## ALTERNATIVES


44-46 LES GAZTETXE, AUTOGESTION AU PAYS BASQUE
47 LES MILIEUX LIBRES, VIVRE EN ANARCHISTE À LA BELLE ÉPOQUE
48-49 LE LOCAL, UNE EXPÉRIENCE MILITANTE
50-51 MILITER, UN SPORT D'ENDURANCE

engagement

# QUI SOMMES-NOUS ?

**CE NUMÉRO, RÉALISÉ PAR DEUX ORGANISATIONS DU MOUVEMENT LIBERTAIRE, ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE ET OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE, SE DEVAIT DE DÉBUTER PAR LA PRÉSENTATION DE NOS DEUX GROUPES EN DÉGAGEANT CE QUI POLITIQUEMENT NOUS A AMENÉ À ÉCRIRE CE NUMÉRO.**

## L'OCL

L'OCL est née, **en avril 1976, au congrès d'Orléans de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA).**

À ce congrès, l'**ORA** disparaissait ; la majorité créait l'**OCL** et la minorité, l'**Union des travailleurs communistes libertaires** (**UTCL**, qui deviendra plus tard **Alternative libertaire**).

Quatre personnes seulement de l'**ORA** sont encore aujourd'hui à l'**OCL**.

Le premier débat qui va la traverser concerne le rôle de l'organisation et la remise en cause de la plate-forme d'Archinoff (faite par des anars russes après leur écrasement par les bolcheviks dans la Révolution russe). Cette plate-forme, qui est encore d'actualité pour quelques organisations libertaires à travers le monde, prônait pour l'organisation garante de la Révolution l'unité théorique et stratégique, ainsi que la responsabilité individuelle et collective.

L'**OCL** se définit, dès sa création, comme « un lieu du mouvement parmi d'autres ». Des débats qui avaient pris naissance au sein de l'**ORA** vont se poursuivre :

› **Luttes de femmes,** avec création de commissions mixtes et non mixtes. Sur ce thème, l'**OCL** publiera en 1998 un livre : *Libération des femmes et projet libertaire* [1] ;

› **Remise en cause de la séparation entre le front dit principal**, où s'exerce directement l'exploitation capitaliste, **et les fronts dits secondaires**, hors entreprises, mais qui sont eux aussi traversés par la lutte des classes ;

› **Critique du syndicalisme** comme outil d'intégration au capital et à l'idéologie dominante ;

› **Prise en compte des luttes de libération nationale**, à partir du moment où la liquidation de la domination étrangère s'accompagne d'une révolution sociale synonyme d'élimination de la bourgeoisie nationale.

L'**OCL** va participer, à sa mesure, à tous les mouvements sociaux de ces trente dernières années (**luttes économiques** [2], **antipatriarcat, autour de l'immigration, antinucléaire, etc.**) avec pour axe central le renforcement de l'autonomie revendiquée par les principaux acteurs et actrices de ces mouvements. L'**OCL** n'a jamais cherché prioritairement la visibilité organisationnelle, n'est jamais entrée dans des alliances avec la gauche de la gauche, ni dans des stratégies de pratique syndicale oppositionnelle. Elle a toujours eu une **démarche politique anti-institutionnelle** qui l'a tout naturellement amenée à refuser clairement d'appeler à voter Chirac en 2002 ! Néanmoins, elle a participé activement aux regroupements unitaires des libertaires, et au-delà, sur des thèmes précis et concrets (lutte anticoloniale des Kanaks, et plus récemment au sein de la Convergence des luttes anti-autoritaires et anticapitalistes, du Forum social libertaire et de la campagne libertaire contre la précarité).

Elle publie depuis 1980 un mensuel, **Courant alternatif**, dont le **fonctionnement est atypique** : commissions journal (CJ) tournantes (dix lieux différents au cours de l'année) où sont invité-e-s les sympathisant-e-s. À l'ordre du jour de ces CJ : débat suivant les demandes, critique du numéro paru précédemment, suivi du numéro qui va sortir, et préparation du numéro suivant. Le groupe local qui organise cette CJ a l'entière responsabilité politique et technique du numéro préparé.

## L'OLS

**Offensive libertaire et sociale, née en 2003**, s'est constituée suite au départ de personnes qui militaient au sein du réseau **No Pasaran**. Leur engagement portait sur diverses questions, comme les campagnes pour les **transports gratuits, les luttes des précaires, les luttes contre le publisexisme**, etc. La créa-

**1.** L'OCL a publié deux livres. **Libération des femmes et projet libertaire**, 7 euros et **Pour en finir avec le travail salarié**, 9 euros, 1997. Vous pouvez commander ces livres à Egrégore, BP 1213, 51 058 Reims Cedex.

**2.** Combien de fois avons-nous été étonnés par le nombre de signatures au bas d'un tract appelant à une mobilisation, au regard du nombre de personnes effectivement mobilisées ?

tion de l'**OLS** s'est faite en **interrogeant les questions du pouvoir au sein des groupes politiques, les logiques d'organisation dans les mouvements sociaux**... Dans le texte de création, on lit que « **l'organisation n'est pas une fin en soi** » et que l'**OLS** refuse « les logiques de représentation », c'est-à-dire mettre en avant son organisation à des moments opportuns. Dans leur militantisme quotidien, les militants cherchent toujours à lier réflexion et pratique. Ainsi, l'**OLS** publie le trimestriel **Offensive**. Les thèmes sont débattus lors des coordinations trimestrielles. Loin de se poser en spécialistes, les membres de l'**OLS**, quand ils ne luttent pas directement sur ces questions, préparent les dossiers avec des militants en prise avec les conflits sur ces terrains. La dynamique des dossiers permet de développer des débats entre les protagonistes de ces différents combats, de dégager des points de contradiction pour aiguiser les luttes, et de fournir une série d'arguments politiques à même d'être appropriés par tous.
**Produire une presse libertaire de qualité, ouverte et éclectique, vient rappeler l'importance que nous donnons à la valorisation d'une culture prolétarienne, radicale et autonome**. Les opprimés doivent construire la science de leurs propres armes.
Si l'**OLS** revendique son appartenance au milieu libertaire, sa revue ne cherche pas à tout prix à donner le point de vue anarchiste. Elle souhaite participer au **renouvellement de la pensée libertaire en la libérant des carcans idéologiques**, en s'appuyant sur les réalités sociales de notre époque.
Les militants de l'**OLS** sont investis dans des collectifs de lutte : **contre la société nucléaire, contre le technoscientisme, contre le sexisme, contre le sport de compétition, contre la précarisation des conditions de vie**, etc. **Offensive** vit les luttes comme quelque chose qui doit s'appuyer sur des réalités vécues : par exemple, lutter contre l'implantation d'appareils biométriques pour accéder aux cantines des lycées. Qui plus est, l'idée est de ne pas militer dans des groupes fermés, qui se confortent dans leur certitude, mais d'essayer de s'ouvrir vers l'extérieur. Les collectifs auxquels participent l'**OLS** ne sont pas composés uniquement de libertaires « purs et durs ».

## UNE APPROCHE SiMiLAiRE

**Notre désir de fonctionner ensemble à cette occasion est né du constat que nous avions la même conception de l'organisation aussi bien au niveau de son fonctionnement qu'au niveau de son rôle dans la société.**
Nos diverses expériences nous ont conduit à refuser de militer dans une organisation centralisée dans un lieu géographique et/ou dans les mains de quelques leaders. Nos structures doivent être les prémices de la société dans laquelle nous voudrions vivre.
**Notre organisation n'est pas un but en soi**. Ce sont les mouvements sociaux qui sont prioritaires. En ce sens, nous nous définissons comme « mouvementistes ». Le rôle primaire de l'organisation est de permettre de construire des ponts entre nos pratiques dans les mouvements sociaux et notre projet politique de transformation de la société. Si nos groupes politiques sont l'occasion de faire des bilans de nos interventions dans divers collectifs, nous refusons la séparation entre le groupe politique, qui ferait des analyses, et les mouvements sociaux, qui n'auraient pour fonction que de créer de l'agitation.
**Nous pensons et nous œuvrons pour que les mouvements sociaux abordent eux-mêmes tous les problèmes de stratégie politique et dépossèdent tous les partis, organisations, groupements qui se donnent pour fonction de les représenter**. Toutefois, nous sommes constitués en organisation pour créer des espaces politiques en dehors des mouvements sociaux, qui sont malheureusement souvent limités sur une période.
Nous sommes donc à cent lieues de penser que c'est un quelconque développement d'une organisation qui nous mènera à la Révolution (sociale et libertaire évidemment !). **Un véritable changement de société ne peut être porté que par des mouvements sociaux larges, profonds et globaux qui s'accaparent collectivement la gestion politique de la société**.
Nous refusons donc tout rôle dirigeant de nos organisations politiques dans les mouvements sociaux, mais nous pouvons être une force de propositions en leur sein. Les mouvements sociaux peuvent aussi être l'occasion de mettre librement à disposition les moyens techniques et savoir-faire que nous avons dans nos organisations. Notre refus de l'avant-gardisme va jusqu'à refuser la représentation traditionnelle des organisations politiques ou syndicales qui cherchent à apparaître avec leur sigle en toutes occasions dans le seul but de paraître [2]. **Néanmoins, nous avons envie de nous développer afin de mieux fonctionner tant au niveau de la forme (rotation des tâches) qu'aux niveaux des contenus que nous développons.**
En fait, nos structures organisationnelles sont des structures associatives où nous développons des échanges dans un véritable collectif afin de ne pas nous noyer dans le localisme en période de luttes. Elles permettent le recul et la réflexion, surtout dans les périodes de reflux des luttes. Elles ont aussi une fonction de mémoire collective tant au niveau des expériences dans les luttes qu'au niveau théorique.
**Enfin, nos organisations se veulent des espaces ouvertes à toutes et tous. N'hésitez pas à prendre contact si vous souhaitez débattre, collaborer à une quelconque expérience...** ■

## UN CAMPiNG LiBERTAiRE

**POUR ROMPRE avec le militantisme agité et pressé de l'année, l'OCL et l'OLS organisent depuis trois ans, au cours de l'été, un camping libertaire. L'idée est de créer un espace de rencontre durant lequel un débat a lieu chaque soir sur un thème qui nous tient à cœur. Loin d'être un camping d'« orga », il est ouvert à tous et toutes, et en réalité, composé en majorité par des militant-e-s qui n'appartiennent à aucune des deux formations qui l'organisent. Le prochain camping se déroulera du 20 au 31 juillet 2007 en Ariège. N'hésitez pas à nous contacter pour y participer.**

engagement

# LE MiL FUNAMI LA SOUTENABLE

**LES MiLiTANTS ET LES ORGANiSATiONS POLiTiQUES OSCiLLENT CONSTAMMENT ENTRE RÉALiTÉ ET UTOPiE, AU RiSQUE DE PRiViLÉGiER UN CÔTÉ PLUTÔT QUE L'AUTRE. MALHEUREUSEMENT, ON N'A PAS ENCORE TROUVÉ DE RECETTE MiRACLE POUR GARDER L'ÉQUiLiBRE...**

**LE MiLiTANTiSME,** affirme Mark (page 50), est un sport d'endurance. Pour rester dans la métaphore, j'ajouterais que c'est aussi un sport d'équilibre ! Nous parlons ici du militantisme qui se fixe comme objectif de participer au renversement des « rapports et fonctionnements sociaux qui dessinent la structure économique et politique actuelle » et se propose « d'apporter à terme la disparition de l'exploitation et de l'oppression, l'égalité, la liberté et la justice » [1].

Pour participer à cette transformation du monde, le militantisme, qu'il soit réformiste (une longue marche mortifère, inutile et sans espoir à travers les institutions actuelles), ou révolutionnaire (un désir de transformation rapide, profonde, s'appuyant sur des moments de rupture, un pari plein de vie), se doit à la fois de tenter de le comprendre et de l'appréhender tel qu'il est dans sa globalité, tout en l'« utopiant ». Il se situe à l'articulation entre la théorie et la pratique et, à ce titre, au cœur de nombreuses contradictions.

**LE GLiSSEMENT DANS L'UTOPiE, LE PLAiSiR, LE RÊVE, L'ÉGALiTÉ, EST RARE ET DiFFiCiLE CAR ON NE PEUT CRÉER DES ÎLOTS DÉSALiÉNÉS AU SEiN D' UNE SOCiÉTÉ STRUCTURELLEMENT ALiÉNÉE, DES PLAGES DE COMMUNiSME AU SEiN DU SYSTÈME CAPiTALiSTE**

D'un côté, le principe de réalité, de l'autre, le principe de plaisir. L'utopie et le rêve face au fatalisme et à l'état des choses, le confort de l'aliénation et de la soumission volontaire qui résiste au désir de liberté et de désaliénation. La fin face aux moyens. Le risque face aux charentaises.

Tension entre pôles opposés, le militantisme est sur le fil du rasoir et peut à tout moment basculer, progressivement ou brutalement, d'un côté ou de l'autre. Mais les probabilités sont inégales : le glissement dans l'utopie, le plaisir, le rêve, l'égalité, est rare et difficile car on ne peut créer des îlots désaliénés au sein d'une société structurellement aliénée, des plages de communisme au sein du système capitaliste, on le sait. Il s'agit plutôt de moments exceptionnels de ruptures intenses dont l'histoire a le secret, que nous appelons de nos voeux, mais qui ne dépendent pas de nous, même si nous en sommes partie prenante.

Ou, à une échelle plus réduite des respirations individuelles et collectives dans lesquelles, au cours d'une lutte, ce que nous vivons prend provisoirement la silhouette d'un autre futur. Grands ou petits, ce sont des moments d'« insurrection » face à un monde qui n'ambitionne que de se reproduire.

En revanche, le basculement vers la soumission, le pouvoir, l'aliénation, est une menace permanente car tout nous y pousse, la société entière autant que notre survie quotidienne, les structures qui nous enserrent, mais dans lesquelles nous prenons quand même une part de plaisir. Il ne s'agit pas, le plus souvent, de chutes brutales, mais d'un glissement progressif accompagné et ponctué de signes, souvent imperceptibles, mais ô combien significatifs pour qui sait les lire ! Et nous devons savoir ou apprendre à les lire !

Évidemment, toutes ces considérations sur le militantisme en général sont encore plus valables en ce qui concerne les organisations, qui ne sont qu'une manière de donner une forme permanente et collective à une activité militante.

Une organisation, elle aussi, quelle qu'elle soit (éphémère, durable, politique, syndicale, associative, etc.) doit être constamment soumise à la critique, c'est-à-dire à un examen aussi lucide que faire se peut du rapport entre une fin qu'elle se propose et les moyens qu' elle se donne.

Accepter la mise en place d'organisations, comme c'est notre cas, implique d'être conscient qu'à tout moment elles peuvent fonctionner et agir de manière contradictoire avec les buts poursuivis (structures, prises de décision, rapports à l'extérieur, à la société, etc.) et basculer, elles aussi, du mauvais côté.

## REFUSER LA PRiSE DU POUVOiR

Le pouvoir est au cœur de cette question qui ne se pose pas exactement de la même manière lorsque l'objectif explicite est de le prendre ou quand il se conjugue avec une perspective révolutionnaire libertaire. Dans ce cas, il convient d'être encore plus vigilant car, par essence, le militantisme n'est pas une pratique sans risque pour qui vise la destruction des pouvoirs séparés.

En effet, le fait d'être idéologiquement contre ces pouvoirs ne garantit en rien qu'on ne tombera pas du mauvais côté en s'en emparant quand même. L'Histoire nous l'a suffisamment enseigné, notre propre expérience aussi.

Évidemment, dans la période actuelle, la question ne se pose pas pour nous au niveau de l'État, de la société globale, des grandes institutions, tant les mouvements révolutionnaires sont faibles. En revanche elle se pose en permanence, sous

forme d'avant-gardisme et de dirigisme, dans les mouvements sociaux, dans la rue, dans les manifs, dans les syndicats, dans les rapports interindividuels : si la volonté de pouvoir a théoriquement disparue par la porte de l'idéologie, elle réapparaît à la moindre occasion par la fenêtre de la pratique.
Prenons un exemple emblématique : les services d'ordre, dits « SO ». Des organisations, aussi libertaires qu'elles se proclament, bardées d'affirmations fédéralistes et autogestionnaires, peuvent se doter de services d'ordre qui ne se révèlent guère différents de ceux d'organisations léninistes ou staliniennes. Sous prétexte de protection des manifestants (qui n'ont rien demandé), de « responsabilité » et de « barrer la route aux provocations », on passe très vite à un encadrement politique et on réprime plus des opposants virtuels ou réels qu'on ne protège contre la police. Les « gros bras » s'autonomisent, le « militaire » prend le pas sur le « politique », le machisme sur l'antisexisme.

## RAISON DE VIVRE OU DE RÊVER

Il faut aussi se méfier de la complicité qui peut exister entre le système et les organisations qui le combattent. Une complicité qui devient de plus en plus apparente et forte lorsque, pour ses membres, le combat se transforme en unique raison de vivre et d'agir et l'emporte sur le désir d'utopie, ce qui conduit à une nécessité impérieuse, souvent inconsciente, de conserver ses ennemis sous peine de suicide. S'installe alors cette fameuse connivence entre dominés et dominants, qui finissent par partager les mêmes valeurs (par exemple, dans certains dérives de la lutte armée, ou plus généralement dans l'exercice d'une dictature « provisoire »).
En guise d'exemple, on peut citer la lutte contre les fascistes lorsque l'« antifascisme » tient lieu de projet politique et devient le prisme par lequel passe toute observation de la société. Le risque est de « voir du fascisme partout », de réduire des formes complexes à des modèles simplistes [2].
On pourrait également citer le syndicalisme qui, intermédiaire entre le Capital et le Travail, peut, de par cette position stratégique, pousser militants et militantes – surtout permanents ou délégués – à ne plus pouvoir s'envisager SANS le Capital duquel ils seraient orphelins en cas de disparition. La parade serait alors de penser que c'est le syndicat qui doit organiser et structurer la société future, mais il ne s'agit alors que d'une variante marxiste-léniniste dans laquelle le parti s'affuble d'un autre sobriquet.
Enfin, le militantisme ne doit pas devenir sacrificiel, c'est-à-dire une soumission de l'action et de la pratique à une sphère qui pense et dirige, sous prétexte d'efficacité pour exister et poursuivre l'affrontement. En somme, ne pas se sacrifier à la cause ou à l'organisation en tant que telles, mais les nourrir en même temps qu'on s'en nourrit.
Conscientes de ces dangers, deux attitudes se rencontrent assez souvent.
L'une est une critique de fond du militantisme, « stade suprême de l'aliénation », qui s'est construite dans l'après-68 sous l'influence du situationnisme et des désillusions liées à la décrue du mouvement révolutionnaire. Cette critique allait, le plus souvent, de pair avec celle de la vie quotidienne. La volonté affirmée d'opposer un « ici et maintenant » aux « calendes grecques » offertes traditionnellement par les différentes tendances gradualistes (des sociaux-démocrates aux staliniens en passant par les familles du gauchisme), pour positive qu'elle ait pu être, a fini par s'accompagner d'un repli sur des microcellules, voire uniquement sur soi, qui s'est malheureusement souvent, en plus, conjugué avec un regard « esthétique », et donc distancié et méprisant, sur les autres et sur le monde en général.
L'autre posture développe soit une critique classique « individualiste », à savoir que le collectif est une entrave au « MOI ». Il s'agit là d'une philosophie et d'une conception de la vie et du monde radicalement opposées à la nôtre, qui autorise certes le respect, mais rend toute discussion sans intérêt. Soit sous une forme plus moderniste qui attribue au militantisme et aux organisations un caractère fatalement autoritaire. Or, il ne suffit pas de récuser le terme d'organisation pour, par exemple, utiliser celui de « minorité agissante », qui serait préféré par les anarcho-syndicalistes, comme le prétend Daniel Colson [3], pour gommer les dangers évoqués plus haut. Il ne manque pas d'exemples de dérives autoritaires et politiciennes dans l'histoire de l'anarcho-syndicalisme pour se rendre compte que les mots et les recettes pèsent peu face aux pesanteurs du pouvoir. Il ne manque pas non plus d'exemples de petits groupes affinitaires qui ont développé des rapports hiérarchiques puissants et destructeurs et qui se sont comportés en avant-garde éclairée, en produisant des gourous incontrôlables.
Quels que soient les mots utilisés, il faut d'abord écarter l'idée qu'il existe des recettes miracles pour éviter de basculer. Ne pas se cacher derrière des formules (autogestion, fédéralisme, affinité, autonomie, etc.) et des déclarations de principe qui ne changent rien au fond si l'attitude même de l'organisation n'est pas soumise en permanence et de l'intérieur à une vigilante critique. La forme et le fond sont liés, on le sait, et pourtant les anarchistes ont souvent une tendance prononcée à sacrifier le second au premier et à se cacher derrière des formules magiques qui ne restent que des « paroles verbales ».
Par conséquent, une pratique militante et organisationnelle « correcte » serait celle qui accepte de courir un risque plutôt que de rester spectatrice, mais qui, en même temps, se sait en danger permanent et sur le fil du rasoir. Une organisation en bonne santé doit douter d'elle-même, ne pas se raidir dès qu'une critique lui est adressée, se prémunir contre la tentation de se comporter en forteresse assiégée, privilégier la légèreté à la crispation tendue ou hautaine dans ses rapports avec l'extérieur. La présence de débats sur ces questions, voire de conflits en son sein, sera alors la preuve que l'organisation ne se dirige pas vers un état de grand corps malade. **JPD**

**NE PAS SE CACHER DERRIÈRE DES FORMULES (AUTOGESTION, FÉDÉRALISME, AFFINITÉ, AUTONOMIE, ETC.) ET DES DÉCLARATIONS DE PRINCIPE QUI NE CHANGENT RIEN AU FOND SI L'ATTITUDE MÊME DE L'ORGANISATION N'EST PAS SOUMISE EN PERMANENCE ET DE L'INTÉRIEUR À UNE VIGILANTE CRITIQUE.**

1. Définition proposée par Claude Orsoni dans « La Révolution en question », *in* **La Révolution. Un anarchisme contemporain**, collectif, Atelier de Création Libertaire, 1984.
2. Dans le cas présent, on a pu constater jusqu'à un mimétisme dans le look et dans les attitudes.
3. **Petit lexique philosophique de l' anarchisme. De Proudhon à Deleuze**, Le Livre de Poche, 2001.

engagement

# LA MÉMOIRE SOCIALE
## UNE ARME DE SUBVERSION MASSIVE

**CHARLES JACQUIER EST RESPONSABLE DE LA COLLECTION MÉMOIRES SOCIALES, AUX ÉDITIONS AGONE. IL ANIME ÉGALEMENT LA RUBRIQUE HISTOIRE RADICALE DANS LA REVUE ÉPONYME. IL COLLABORE RÉGULIÈREMENT À "OFFENSIVE", DONT IL COORDONNA NOTAMMENT LE DOSSIER "CULTURE DE CLASSE CONTRE (IN)CULTURE DE MASSE".**

Propos recueillis et mis en forme par **R. Schwarz**

**Tu travailles avec des historiens académiques ?**
**Charles Jacquier :** Disons... le milieu de ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale. Donc une poignée d'universitaires, mais aussi des gens un peu comme moi, « freelance », des gens du Cira [1] de Marseille, ou des revues comme *Gavroche* [2]. Je collabore toujours régulièrement à ce titre. Je commence par ailleurs à écrire des notices biographiques pour le dictionnaire de Maitron [3] dès 1990.

**Tu penses donc que l'angle d'attaque historique est pertinent pour déconstruire et neutraliser le stalinisme ?**
Il y a une chape de plomb sur tous les mouvements d'émancipation qui commence au milieu des années 1920, avec le fait que le bolchevisme n'est plus un mouvement politique mais qu'il s'incarne dans un État à vocation totalitaire. Front populaire, Espagne 36 : l'histoire regorge d'exemples qui montrent que le stalinisme était considéré comme un mouvement d'émancipation, alors qu'il jouait contre eux, et qu'il favorisait la politique internationale d'un État impérialiste, comme l'avait compris Simone Weil dès le début des années 30.

**Tu penses que cette histoire est méconnue, qu'elle mérite d'être redécouverte ?**
Jusqu'à récemment, l'histoire sociale, sur le plan institutionnel, a été longtemps dominée par des gens dans la mouvance du PCF. L'histoire du mouvement ouvrier, c'est celle de ses grandes organisations. Les autres courants sont au mieux ignorés, sinon caricaturés, et ont très peu de place.

**Tu supposes que ce savoir est utile aux mouvements sociaux ?**
Bien souvent, les mouvements militants se cristallisent, à juste titre, sur des problématiques actuelles, mais ont aussi un peu trop le « nez dans le guidon » pour donner des perspectives à ce qu'ils sont en train de faire. Comment tenir compte des expériences du passé pour agir au présent ? On est vraiment dans une société où le passé a une place référentielle. Le journal télévisé de vingt heures va évoquer tel ou tel événement historique : les guerres mondiales, l'histoire française du XX[e] siècle, etc. Mais cette histoire est présentée du point de vue des vainqueurs, sans aucun recul critique. Alors qu'au contraire c'est en se réappropriant la mémoire des vaincus, pour emprunter le titre du beau livre de Michel Ragon, qu'on aura peut-être un jour la chance de ne plus en faire partie... Il y a un énorme héritage, un capital d'écrits sur les expériences de lutte du passé, qui reste ignoré non seulement du plus grand nombre, mais aussi des milieux militants qui devraient s'y intéresser. En en faisant une arme de combat parmi d'autres pour déjouer tout ce qui, dans les mouvements sociaux, les pervertit et les fait « rouler » pour des objectifs autres que ce que ces mouvements auraient dû définir par eux-mêmes, mais aussi contre leurs adversaires. Si on veut avoir de la constance dans le militantisme, il faut avoir un minimum de recul pour dire : « Attention, on ne va pas suivre le mouvement comme des moutons ! Attention, évitons de déléguer, de se faire des illusions sur des formes d'organisation ! »... La connaissance des expériences du passé peut nous rendre moins facilement manipulables.

**Ton engagement principal, c'est la direction de la collection Mémoires sociales, aux éditions Agone. Quels enjeux mets-tu dans tes choix éditoriaux ?**
Le travail est double. Dès le départ, Agone a aussi été une revue. J'y anime une rubrique régulière, « Histoire radicale ». Le principe est d'essayer de proposer des textes anciens et peu connus. Ce sont presque toujours des reprises de textes publiés dans la presse libertaire ou d'extrême gauche, de la fin du XIX[e] siècle aux années 1940-1950. Avec une double préoccupation : soit de renvoyer à des problématiques présentes, soit de redécouvrir des auteurs qui ont des analyses politiques originales. J'ai retrouvé des articles parus dans *Le Libertaire* en 1937 sur « la fin misérable de l'expérience Blum ». Et cela tombait au moment où l'on vivait la fin misérable de l'expérience Jospin, de la gauche plurielle... ou « plus-rien» . Cela avait une certaine forme de résonance. En même temps, on peut faire correspondre des sorties éditoriales avec des parutions dans la revue. C'est le cas du dossier sur Martinet, concomitant de la réédition de son ouvrage, *Culture prolétarienne*, et de son recueil de poèmes sur la guerre de 1914, *Les Temps maudits*. Voilà

1. **Centre international de recherche sur l'anarchisme**, 3 rue Saint-Dominique, 13 001 Marseille. Le Cira est une institution militante animée par des bénévoles. http://cira.marseille.free.fr
2. Des tentatives de redécouvertes historiques ont eu lieu dans l'après-68, mais sont restées marginales et n'ont pas franchie l'épreuve du temps. Une des rares revues qui reste de ce « créneau », c'est **Gavroche**, qui naît au milieu des années 1970 sous le nom de **Peuple français**.
3. **Le Maitron. Dictionnaire biographique. Mouvement ouvrier mouvement social**, t. 1, Période de 1940-1968, A à Bek, Éditions de l'Atelier, 2006.
4. Albert Libertad, **Le Culte de la charogne**, Agone, 2006.
5. Daniel Martinez, **Carnets d'un interimaire**, Agone, 2003.

comment on rebondit de la revue aux éditions, la revue permettant d'inscrire la démarche éditoriale historique au sein d'enjeux plus tangibles dans les préoccupations présentes.

**Y aurait-il des outils à mettre en place pour mieux transmettre cette mémoire, pour mieux « former » les militants ?**

Je ne pense pas qu'il faille construire des dispositifs centralisés, il s'agit plutôt de participer ou de s'intéresser à des initiatives, des maisons d'édition qui éditent ou rééditent des ouvrages qui, en questionnant les expériences passées, arment la critique des expériences présentes et à venir.

**Les revues, l'édition, les conférences… il s'agit de sécréter cette « culture prolétarienne » en renforçant ces cercles ?**

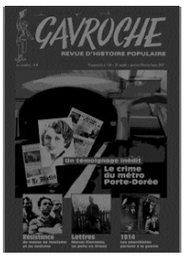
La devise de la Librairie du Travail était : « La vie enseigne, le livre précise ». Cela peut paraître « vieille France », mais cela signifiait que la culture par le livre est la culture essentielle, parallèlement à l'action que doit avoir un militant, pour construire lui-même sa propre vision du monde, ses outils d'appréhension des situations, des phénomènes sociaux. C'est à partir de là que l'individu peut acquérir à la fois son autonomie personnelle et son efficacité dans les combats auxquels il participe.

**Par exemple, en quoi la connaissance de l'histoire sociale aurait pu aider un individu engagé dans le mouvement anti-CPE ?**

Avec la fin de l'URSS, la thèse dominante a été celle de la « fin de l'histoire », thématique issue d'un *think tank* américain animé par Francis Fukuyama. Le marché et la démocratie libérale étaient censés être les horizons indépassables de nos sociétés. Alors que la fin de l'URSS marquait pour les mouvements sociaux le retour à une situation plus ouverte, comme avant 1914, avec la fin d'une hypothèque qui avait bloqué ou dévoyé tous les mouvements durant des décennies. On a assisté à 1995, la plus grande grève en France depuis 1968, et à l'émergence du mouvement altermondialiste qui, avec ses limites, a marqué que le dissensus arrivait à une visibilité mondiale.

L'histoire continuait de s'écrire et, dans ce cadre, tout ce qui était histoire passée nécessitait à la fois une nouvelle connaissance et des bilans. Et c'est ce que ne savent absolument pas faire les grandes institutions : partis de gauche, grands syndicats, etc. Sur la question des grèves, que ce soir 1995 ou 2003, plutôt que sur la lutte anti-CPE à laquelle j'ai peu participé, avec une connaissance un peu plus pointue des expériences du passé, l'ensemble des militants investis auraient pu porter à la fois des revendications plus radicales et dépasser le stade de se contenter de donner leur blanc-seing aux confédérations syndicales en attendant un hypothétique appel à la grève générale. De plus, ces grèves ont été marquées par une absence de perspectives radicales. Les militants se battent de manière strictement conservatoire et semblent découvrir que, depuis des années, le capital a pris le dessus sur le travail… On remet justement en cause la répartition capital-travail, mais pas la nature de la production. Ainsi pour le nucléaire, la critique de la consommation via les grandes surfaces, avec ce que ça implique sur les processus de production, les bas salaires, les conditions de travail, etc. Ces questions sont absentes du débat. L'échec de 2003 m'a conduit à m'intéresser aux revendications sur les transports gratuits, les luttes anti-publicitaire, la notion de décroissance, etc. Du point de vue de mon travail, la sortie chez Agone d'un recueil de textes de A. Libertad [4], un anarchiste d'avant 1914, pose des questions tout à fait actuelles sur la manière de poser ces problèmes, sur les possibilités de faire le lien entre les luttes sociales et la vie quotidienne… Libertad est également extrêmement critique vis-à-vis du syndicat-institution, alors que c'est encore l'époque de la « grande CGT » syndicaliste révolutionnaire. Exhumer des textes si peu connus permet d'introduire des débats contemporains : si les grandes luttes sociales connaissent des échecs, ne faut-il pas se repositionner, momentanément ou durablement, sur des luttes plus ancrées sur le quotidien des gens ? Il faut aussi éviter de construire des mythes réconfortants issus du passé, et essayer d'intervenir dans les questions actuelles. Une autre des fonctions de la collection *Mémoires sociales* est de publier des témoignages prolétariens récents, comme celui de Daniel Martinez sur la vie d'intérimaire [5]. Ce sont des gens pour qui cela ne va pas de soi d'écrire, qui nous laissent une trace de vécu qui peut nous interpeller. Et je dois dire que le fait de trouver ce livre référencé dans le quatre-pages de la campagne des libertaires contre la précarité confirme la pertinence de publier ce type d'ouvrage au service des mouvements sociaux. **Marseille, octobre 2006**

**A LIRE**




**Gavroche**

Depuis 1981, la revue s'attache à la retranscription des fêtes, des travaux, des luttes et des joies du principal acteur de l'histoire : le peuple. **Gavroche** fait aussi resurgir des événements jusque-là ignorés ou passés volontairement sous silence.

*Gavroche, BP 863, 27008 Evreux cedex*
*revue@gavroche.info*
*www.gavroche.info*

**Photo page de gauche**
1er mai 1906, manifestant « en bourgeois », le policier vérifie ses poches au cas où il serait armé.
**Photo page de droite**
Grève des terrassiers durant la construction du Palais du Trocadéro en juin 1936.

## LE FIL DE L'ENGAGEMENT

**CHARLES JACQUIER est postier titulaire. Très tôt adhérent de la CFDT, il y reste jusqu'à l'exclusion des militants des Bouches-du-Rhône en 1990. Il participe également au Collectif pour la défense des libertés démocratiques dans les pays de l'Est entre 1979 et 1981. Au cours de cette période, il acquiert la conviction qu'il faut revoir l'histoire de la gauche depuis la Révolution russe, en considérant que le stalinisme et la social-démocratie sont les adversaires des processus d'émancipation sociale. Sa démarche s'inscrit dans le mouvement d'intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier qui émerge dans l'après-68 afin de sortir des histoires commémoratives, des histoires d'organisations qui trouvent dans la glorification fallacieuse de leur passé la justification de leurs reniements présents.**

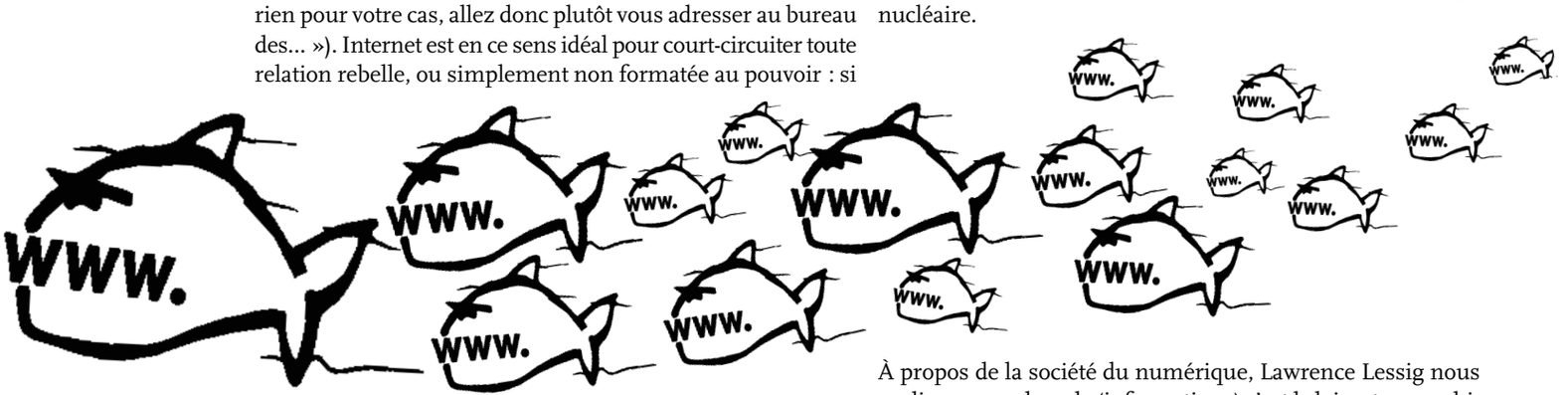
engagement

# RÉVOLUTION.COM

**ON ENTEND SOUVENT PARLER DE PÉTITION EN LIGNE OU DE MILITANTISME INTERNET. SI DES INITIATIVES INDIVIDUELLES PEUVENT ÊTRE PARFOIS BÉNÉFIQUES À UNE CAUSE, INTERNET POURRAIT BIEN SIGNER LA MORT DES LUTTES POLITIQUES ET RÉVOLUTIONNAIRES.**

**DANS LA SOCIÉTÉ DE L'IMMÉDIATETÉ,** les pertes de temps doivent diminuer. Par conséquent, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour anticiper la convergence des relations administratives sur le Web [1]. À l'ère du papier, la bureaucratie se caractérise déjà comme un pouvoir gestionnaire et sans retour [2]. Le numérique accroît ce phénomène à un point inestimable pour les États-nations industrialisés, dont le principe est d'isoler les individu-e-s face à un pouvoir incroyablement proche lorsqu'il est descendant, et toujours trop loin pour être interpellé lorsqu'il est ascendant. En d'autres termes, les injonctions administratives nous touchent toujours de plein fouet (« Désolé, mais sans ce formulaire, il vous est impossible de loger – ou travailler, manger, vivre – ici. ») alors que nos récriminations et retours tombent toujours à côté (« Je suis désolé, je ne puis rien pour votre cas, allez donc plutôt vous adresser au bureau des… »). Internet est en ce sens idéal pour court-circuiter toute relation rebelle, ou simplement non formatée au pouvoir : si l'on ne remplit pas les bonnes cases du formulaire Internet, en adéquation avec les profils signalétiques (et biométriques ?) des bases de données du gouvernement, aucune chance d'accéder au site de demande d'aide sociale qui nous intéresse. Et s'il est toujours possible de s'énerver tout seul face à son ordinateur, la seule conséquence d'une telle colère sera de doper la consommation de matériel bureautique.

Or, puisque les votes via Internet ont largement dépassé le stade expérimental et que les pétitions en ligne commencent à faire partie du paysage politique, il y a fort à parier que la convergence administrative ne se limitera pas aux simples formalités bureaucratiques. L'impact du numérique sur les luttes sociales a été jusqu'à présent largement sous-estimé, si l'on excepte les déclarations enchantées au sujet de la révolution démocratique provoquée par Internet. En réalité, à l'ère de l'informatique et des réseaux, toute tentative de révolution, ou plus modestement de lutte sociale [3] est alors en butte à son propre échec. Puisque le politique (pas plus qu'aucune autre activité humaine, si ce n'est peut-être l'ingénierie technoscientifique) n'a plus le pouvoir de définir les catégories mêmes du réel, dont la définition a été confisquée par l'immédiateté du rapport technologique, toute lutte sociale est potentiellement en situation d'échec face au pouvoir technocratique. Le réel est peu à peu engrammé (*i.e.* inscrit, tracé) dans la machine devenue instance d'actualisation des catégories le définissant ; toute prise sur celui-ci devient potentiellement impossible sans le secours de ces mêmes machines qui pourtant définissent la réalité comme ce qui échappe au pouvoir humain et politique. Jacques Ellul [4] ne dit rien d'autre lorsqu'il analyse le pouvoir des technocrates. Ces derniers ont la puissance de mettre toute politique en face de ses propres défaillances : puisqu'on n'est jamais libre face à un échec annoncé, aucun personnage politique ne peut disposer d'arguments suffisants face aux experts qui monopolisent la définition du réel. Et EDF peut alors expliquer sereinement qu'on ne peut pas faire autrement qu'utiliser (et promouvoir) l'énergie nucléaire.

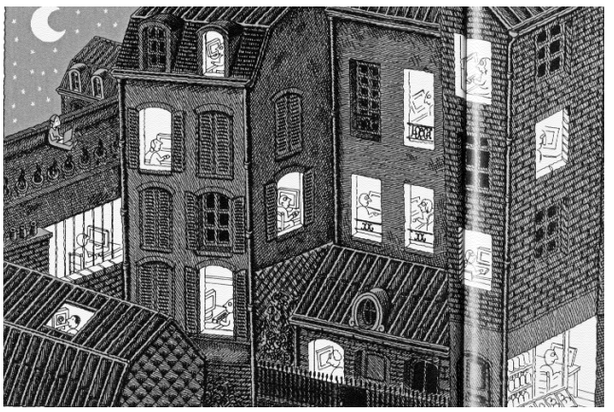



À propos de la société du numérique, Lawrence Lessig nous explique que « le code (informatique) c'est la loi… et son architecture est politique » [5]. L'exemple est parlant : le pouvoir technocratique est sans appel face aux politiques qui peuvent bien décider de voter une loi interdisant tout téléchargement et/ou copie, ils ne pourront pas moins empêcher le raz-de-marée numérique et ses effets de bords immédiats (comme la copie non dégradante) de pénétrer les couches les plus infimes de la société.

## PAS DE LIENS, PAS DE POLITIQUE

Ce qui couve n'est alors rien d'autre que la fin du politique pensé comme tel. Puisque le fantasme d'une société transfigurée par l'immédiateté la plus pure est celui où tout doit être accessible où l'on veut, quand on veut et comme on veut, la politique au sens premier du terme, comme organisation de la vie au sein de la *polis*, la cité antique, n'est plus qu'un rebut dont il faut se débarrasser. Puisque la politique implique la mise en œuvre et l'invention de modes de résolution des rapports conflictuels, elle devient indésirable à l'époque où les valeurs sont celles du « tout-et-tout-de-suite ». Puisque la politique implique la confrontation directe aux autres, y compris à celles et ceux avec qui l'on a potentiellement rien en commun, si

1. « La vie pratique en quelques clics », **SVM** n° 245, février 2006, p. 62.
2. Michel Foucault, **Sécurité, territoire, population**, Gallimard/Le Seuil, 2005.
3. Si tant est que toute lutte sociale a pour enjeu une certaine définition, voire la définition, du réel : comme lorsqu'il devient normal (ou réel) de pouvoir avorter à la suite des luttes féministes des années 1970. Les congés payés en sont aussi un bon exemple : quelle que soit l'obédience politique d'une personne d'aujourd'hui, il paraît « normal », c'est-à-dire non politique, de partir en vacances tout en étant payé par son entreprise. Cette normalité ne possède aucune naturalité, puisqu'elle est issue de longues et dures luttes sociales, dont le Front populaire est un épisode célèbre. Les luttes sociales définissent donc bien le réel, en partie tout au moins.
4. Jacques Ellul, **La Technique, ou l'Enjeu du siècle**, Économica, 1990.



ce n'est le faire-société, le faire-cité qui définit justement le réel social et politique en tant que tel, elle est *persona non grata* dans un monde où seule la relation déjà désirée reste légitime, puisque seule disponible immédiatement. La société de l'immédiat est celle où l'autre devient source de peur permanente. Comme le remarque très justement Jean-Claude Michéa, il n'y a de société et de politique « que là où il nous est donné de vivre avec des êtres que nous n'avons pas choisis et pour lesquels, par conséquent, nous n'éprouvons pas forcément de sympathie particulière » [6]. Or, le fantasme des « nouvelles formes de sociabilité » (comprendre la communication par mail, chat, SMS, webcam et autres divers forums sur Internet) est celui d'une communication absolument libre, c'est-à-dire immédiate entre les êtres humains, une communication qui « ne les engagerait à rien » [7], où le « zapping affectif pourrait être érigé en norme, et où la plupart des contraintes associées à la sociabilité réelle [pourraient] être balayées d'un simple "clic" » [8]. La médiation technologique devenue apparente immédiateté (et profilant donc l'horizon d'un monde où toute médiation visible serait indésirable) permet de comprendre la débâcle politique dans laquelle nous vivons.

## FORUM VIRTUEL, IMPACT VIRTUEL

Les effets très directs de cette communication qui n'engagerait à rien sont perceptibles chaque jour sur n'importe quel forum internet. Dans ces lieux de discussion virtuelle, le moindre désaccord entre deux participants vire invariablement – et quel que soit le sujet de départ – au bout de quelques posts (messages postés sur le forum) à l'insulte, qui consiste le plus souvent à traiter l'autre de censeur, fasciste et/ou nazi. En situation réelle de face-à-face, il est bien rare d'en arriver à de telles extrémités, parce que l'humain, avec tout son cortège d'émotions transmises par le visage, l'expression, la voix, etc., subsiste, et que l'empathie du rapport social empêche généralement d'en arriver à de telles extrémités. Une insulte ne coûte de toutes façons pas grand-chose à celui qui la profère sur un forum, puisqu'il y a fort à parier qu'il ne verra jamais la personne en question, dont il ne connaît peut-être que le pseudonyme, l'*avatar* (l'icône représentant la personne dans la messagerie du forum), et éventuellement le nombre de messages postés sur le forum. On sait combien il est plus difficile d'affirmer des préjugés racistes (ou sexistes, ou...) en face de personnes stigmatisées par de tels propos. L'effet direct de la bulle Internet (alors bien nommée) est de permettre la radicalisation de communautés autonomes auto-alimentant leur haine, leurs névroses, etc., sans qu'elles aient jamais besoin de se confronter au monde lui-même. La discussion de bistrot (presque au même titre qu'un colloque ministériel) n'empêche pas les propos racistes, mais elle reste toujours moins fantasmatique sur le long terme, dans la mesure où les participants peuvent devoir un jour rendre compte de leurs propos. Une bordée d'insultes lâchée avec un pseudonyme sur un forum donne une illusion d'impudence, de toute-puissance, alors même que ce soulagement illusoire d'avoir donné son avis sur une question nous enlève très certainement toute volonté pour aller porter ces mêmes pensées en des lieux plus réels.

Mais surtout, l'illusoire liberté de choix fournie par Internet empêche de défricher de nouveaux sujets, puisqu'il est possible de rester des jours durant sur la Toile sans jamais quitter ses domaines de prédilection, qu'il s'agisse du basket-ball, de l'archéologie mésopotamienne, de la pornographie ou des jeux de stratégie en réseau. Puisqu'il est possible de tout voir, on ne va chercher que ce que l'on connaît. Or, « les citoyens doivent être mis en contact avec des sujets qu'il n'ont pas choisis par avance. Les rencontres non prévues, non planifiées sont un élément central de la démocratie elle-même » [9]. La société du choix absolu est sans doute aussi celle de la bêtise la plus crasse et des préjugés les moins contrôlés et régulés socialement. Cette idéologie du choix, dont la « liberté » procurée par le Web est un des lieux communs, ne vise à rien d'autre qu'en finir avec le coût, qu'il soit humain, économique, émotionnel, etc.

Azi Lev-On et Bernard Manin [10] notent que, sur Internet, l'intentionnalité (le fait de savoir ce que l'on cherche) entraîne la segmentation, c'est-à-dire l'isolement au sein de communautés d'opinions et de préoccupations similaires. Il y a donc fort à parier que l'augmentation de relations humaines via la Toile induira deux phénomènes concomitants. D'une part, un accroissement du nombre de groupes, virtuels certes, mais aux opinions fondamentalistes, c'est-à-dire en quête de pureté, de radicalité fanstasmatique, etc., et sans lien les uns avec les autres, comme autant d'îlots isolés. De l'autre, une masse de gens, qui tendra peut-être à se réduire avec le temps, désorientée, et pour laquelle le sens des choses aura peu à peu disparu.

**Guillaume Carnino**

5. Lawrence Lessig, **Code et autres lois du Cyberespace** (en anglais), Basic Books, 1999, cité et traduit in **Esprit** n° 324, mai 2006, par Bernard Benhamou, « Organiser l'architecture de l'internet », p. 154.
6. Jean-Claude Michéa, **Impasse Adam Smith**, Climats (Sisyphe), 2002, p. 112-113.
7. Matthieu Amiech et Julien Mattern, **Le Cauchemar de Don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse d'aujourd'hui**, Climats (Sisyphe), 2004, p. 115.
8. *Ibid.* p. 117.
9. Cass Sunstein, **Republic.com**, Princeton University Press, 2001, cité in **Esprit** n° 324, *op. cit.*, p. 159.
10. « Internet : la main invisible de la délibération », in **Esprit** n° 324, op. cit., p. 211.

## OTAKU, LES NÉVROSÉS DU VIRTUEL

**LES OTAKU sont actuellement un phénomène symptomatique du cauchemar numérique qui nous est préparé. Enfants biberonnés à la console de jeu vidéo et aux discussions sur forum, ils s'enferment dans un monde totalement virtuel, tombant amoureux de personnages de dessins animés et ne communiquant avec les autres humains qu'au travers de la Toile. Initialement issu de la société japonaise contemporaine, ce mode de vie se répand aujourd'hui, à divers degrés, sur tous les continents.**

**« Après une journée entière passée devant mon écran de jeux, la nuit, je rêvais que je faisais l'amour avec mon Macintosh Quadra 950. J'étais nu devant la machine, je l'entourais de mes bras, je caressais son écran lisse et froid comme si je caressais la peau d'une femme. Puis, avec mes doigts, j'entrouvrais délicatement la fente du lecteur de disquettes et j'y enfonçais mon pénis. À l'intérieur, elle était chaude à s'y brûler. Quand je remuais en elle, elle gémissait doucement. Les circuits électroniques s'enfonçaient dans mon sexe et m'excitaient. Les mémoires ROM, telles des piques pour ikebana, perçaient mon membre. Petit à petit, alors que je continuais mes mouvements de hanches, mes muscles, mon sang, les fils de cuivre, les microprocesseurs, le moteur et le plastique se fondaient tout en un, et j'approchais de l'extase. Je me réveillais alors, dans un état d'excitation intense. […] Au début, j'avais honte de mes rêves bizarres, mais en parlant avec des copains je me suis aperçu que presque tous les gamers avaient expérimenté ce type de rêves. […] Au fond de notre inconscient se trouvent nos désirs les plus secrets, et pour nous, constamment en relation avec des ordinateurs, il est normal qu'ils alimentent nos fantasmes. »**

**Témoignage de Watanabe Kôji, Otaku interviewé par Étienne Barral, dans *Otaku. Les enfants du virtuel*, Denoël (J'ai Lu), 1999, p. 17-18.**

**engagement**

**CET ARTICLE DÉCRYPTE LES RELATIONS DES MILITANTS AVEC LES MÉDIAS. SES AUTEURS NOUS PRÉSENTENT LES DIFFÉRENTES STRATÉGIES EMPLOYÉES PAR LES MOUVEMENTS EN LUTTE VIS-À-VIS DES MOYENS D'INFORMATION DOMINANTS.**

# L'ART DE L'ESQUIVE

## OU COMMENT LES PORTE-PAROLE DE LA CONTESTATION S'ACOQUINENT AVEC LES MÉDIAS

**Ce texte est tiré d'une conférence publique**

« *La présence médiatique donne l'apparence de l'action. On a décidé de faire comme Nicolas Sarkozy, on prend toutes les occasions. On cannibalise tout.* » Un conseiller de Ségolène Royal [1]

**DEPUIS PLUS DE DIX ANS,** les mouvements contestataires ont offert aux journalistes l'occasion d'une découverte : contre toute (leur) attente, la question sociale n'a pas été ensevelie sous les gravats du mur de Berlin. Pour capter ou retenir l'intérêt de la presse, les directions d'associations et de collectifs informels ont souvent recouru à des actions « symboliques » ajustées aux contraintes de la télévision. Simultanément, ils ont voulu généraliser la présence dans les médias de leurs représentants, devenus des vedettes bientôt propulsées sur les plateaux d'émissions de divertissement. Chacun a pensé ainsi faire connaître et légitimer sa cause. « Si on ne crée pas l'événement, expliqua Ababacar Diop, porte-parole des sans-papiers de Saint-Bernard, les médias ne viennent pas. C'est ce que les chômeurs, et avant eux les sans-papiers, ont bien compris. » Quelques mois après le début du mouvement des chômeurs, la porte-parole d'AC !, Claire Villiers, constatait néanmoins : « Nous avons été zappés de l'actualité » [2].

À partir de 2001, le journal *Pour lire pas lu (PLPL)* et l'association Action critique médias (Acrimed) ont interpellé les dirigeants de mouvements opposés au capitalisme sur les rapports qu'ils entretiennent avec des médias indissolublement liés au capitalisme. À l'époque, les responsables d'Attac (pour des raisons de concurrence interne), de la Ligue communiste révolutionnaire (par électoralisme) multipliaient les « débats » télévisés avec leurs adversaires, et les « tribunes » dans des journaux hostiles à leurs combats mais soucieux d'afficher leur ouverture. Quelques questions découlaient de ce manège. La concurrence pour accéder aux médias n'octroyait-elle pas aux journalistes le pouvoir de sélectionner les « bons » mouvements (les mieux ajustés aux attentes médiatiques) et les meilleurs « clients » ? La course à la médiatisation ne conduisait-elle pas à éluder des priorités militantes telles que l'appropriation des grands moyens d'information par des opérateurs privés ou le rôle joué par la presse dans l'imposition de la pensée dominante. En clair, la stratégie médiatique ne risquait-elle pas de dénaturer les mouvements anticapitalistes qui s'y abandonnaient [3] ?

Aux États-Unis, le sociologue Todd Gitlin avait déjà décortiqué, en 1980, la manière dont la lutte des étudiants radicaux américains du SDS[4] avait « tourné » sous l'effet de la médiatisation. Et revenant sur le combat des Noirs pour les droits civiques, un proche de Martin Luther King avait tranché : « Ç'eût été désastreux pour nous de compter d'abord sur une forme de communication de masse contrôlée par de grosses entreprises de presse pour disséminer et légitimer notre message. Nous eussions été à leur merci et c'est elles, en définitive, qui auraient déterminé notre ordre du jour » [5].

1. **Le Point**, 17 août 2006.
2. Cité par **Télérama**, « La caméra, la manif et ses héros », 18 février 1998.
3. Ces points ont été développés dans notre texte « Contestation des médias ou contestation pour les médias », dans Pascal Durand (dir.), **Médias et censure**, Éditions de l'ULG, Liège, 2004, p. 137-152.
4. Students for a democratic society (SDS).
5. Cité par William Greider, **Who Will Tell the People**, New York, Simon and Schuster, 1992, p. 208.
6. **Télérama**, *art. cit.*
7. Lire « Coups de pied dans le micro », **Le Plan B**, n° 2, mai 2006, et « "Médias, casse-toi !" » ; Acrimed, 31 mars 2006.

Depuis six ans, la question du rapport aux médias a fait l'objet de centaines de réunions publiques débouchant sur trois types de propositions : régulation collective de la représentation dans les médias (en subordonnant les participations individuelles au respect d'un certain nombre de règles), nécessité pour les représentants d'organisations qui « vont dans les médias » de critiquer ces médias, exigence que la transformation des structures de la presse relève des priorités politiques et figure dans les programmes. Les tenants d'un libre échange avec les journalistes (qu'on nommera ici les « libéraux ») se sont opposés aux partisans d'une « régulation » des rapports avec la presse (les « régulationnistes »). Pour les premiers, le problème du rapport aux médias ne se poserait pas, ou ceux qui le posent le poseraient mal, ou encore, les solutions proposées sont dangereuses car, enfin, une organisation anticapitaliste aurait tout à gagner d'une médiatisation accrue. Examinons chacune de ces objections.

## « LE PROBLÈME NE SE POSE PAS »

Une telle position devient difficile à défendre. Peu avant son élection au secrétariat général de la CGT, Bernard Thibault remarquait déjà : « De plus en plus de militants, y compris chez nous, pensent qu'il faut privilégier les actions spectaculaires. En levant les barrières d'un péage d'autoroute ou en accrochant une banderole sur un monument, vous allez avoir une séquence au journal de 20 heures. Une grosse manifestation catégorielle, en revanche, passera quasiment inaperçue ». Il objectait alors : « Quand vous avez en face de vous les pouvoirs publics ou le patronat, ce n'est pas avec des opérations médiatiques que vous créez un rapport de force. Seule une mobilisation de masse peut l'emporter » [6].

À l'échelle locale, les groupes militants estiment que le quotidien régional ou l'antenne de France 3 leur offrent a priori des outils privilégiés d'information et de mobilisation. Mais les refus d'annoncer les réunions publiques et d'en rendre compte, les récits bidonnés d'actions ou de manifestations

**« DE PLUS EN PLUS DE MILITANTS, Y COMPRIS CHEZ NOUS, PENSENT QU'IL FAUT PRIVILÉGIER LES ACTIONS SPECTACULAIRES. EN LEVANT LES BARRIÈRES D'UN PÉAGE D'AUTOROUTE OU EN ACCROCHANT UNE BANDEROLE SUR UN MONUMENT, VOUS ALLEZ AVOIR UNE SÉQUENCE AU JOURNAL DE 20 HEURES. UNE GROSSE MANIFESTATION CATÉGORIELLE, EN REVANCHE, PASSERA QUASIMENT INAPERÇUE » BERNARD THIBAULT**

ont fini par les convaincre qu'il était illusoire de compter sur les seuls médias pour se faire connaître. Les méthodes traditionnelles de tractage, d'affichage, de présence dans les cortèges conservent leurs avantages, même si elles « touchent » un « public » plus restreint.

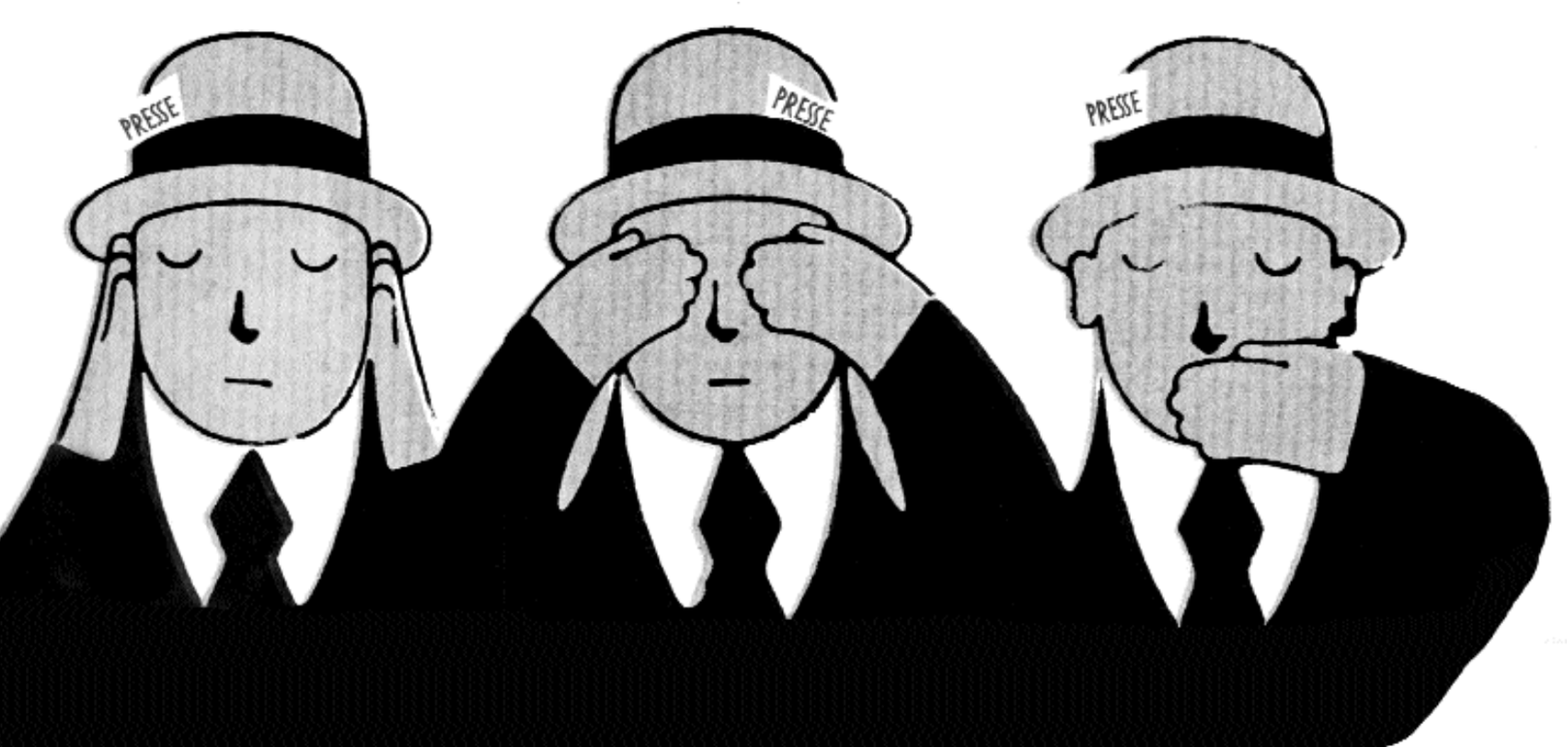
Quant à ceux qui s'abritaient derrière leur faible connaissance de la question des médias, ou de sa « complexité », pour justifier leur mutisme sur le sujet, l'évolution récente a servi de cours de rattrapage accéléré. Comment ignorer qu'entre le printemps 2004 et l'été 2005, les trois principaux quotidiens nationaux français ont bouleversé leur capital au profit d'investisseurs extérieurs : *Le Figaro* racheté par Dassault, *Le Monde* recapitalisé à hauteur de 17 % par Lagardère, 39 % de *Libération* à Rothschild. La campagne référendaire du printemps 2005 a par ailleurs éclairé de quel côté de la barricade se situent les médias dominants.

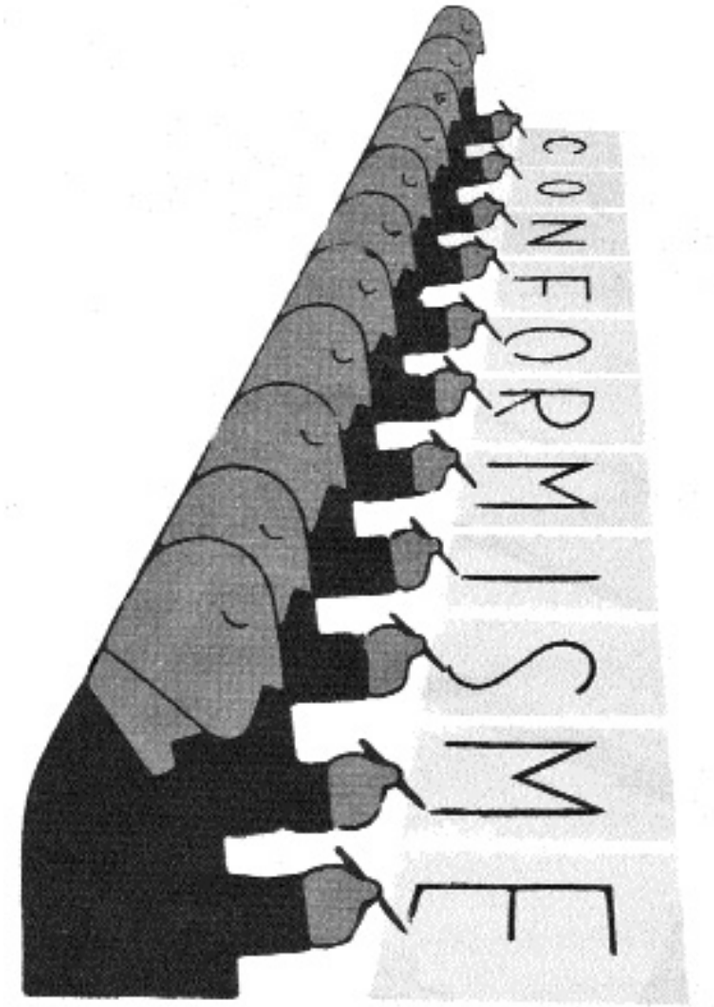
Le mouvement antiprécarité du printemps 2006 fut également instructif. Il signala une fracture entre, d'une part, les organisations étudiantes traditionnelles omniprésentes à la télévision et à la radio, mais moins actives sur le terrain des luttes, et, d'autre part, la coordination nationale et les assemblées générales, qui animaient le mouvement sur le terrain mais refusaient d'engendrer un porte-parole médiatique [7]. Les premiers se plièrent aux mises en scènes dictées par la télévision (July Coudry, porte-parole de la Confédération étudiante, ne quittait pas sa casquette même sous la chaleur des projecteurs…), les seconds régulèrent leur rapport à la presse, notamment en rédigeant des chartes. ■■■

## À LIRE

**Le Plan B**
*40 rue de Malte, 75 011 Paris*
*www.leplanb.org*
Le Plan B est un bimestriel de critique des médias et d'enquêtes sociales.

Pierre Rimbert est l'auteur de **Libération** de Sartre à Rothschild (Raisons d'Agir, 2005) et Serge Halimi de **Les Nouveaux Chiens de garde** (Raisons d'Agir, 1997)






■■■ Les dirigeants de la gauche de la gauche n'ont guère tenu compte de ces enseignements. Attac et le PCF ont confiné leurs réflexions sur la presse à l'enceinte étriquée de « groupes de travail » prolixes en déclarations de principe[8]. De leur côté, les nouveaux prétendants à l'investiture d'une candidature d'union « antilibérale » ont pris d'assaut les plateaux de télévision, où campait déjà le porte-parole de la LCR. Par leur refus d'inscrire à l'agenda électoral une question aussi cruciale que celle de la propriété des grands moyens d'information, ils ont offert à François Bayrou un rôle en or. Ainsi, un député de centre droit, libéral, profita le premier de la tribune du journal télévisé de TF1 de 20 heures pour mettre en cause la collusion entre les industriels, le pouvoir et la presse (2 septembre 2006). Situation absurde : un ancien ministre d'Édouard Balladur dénonça « l'orchestration médiatique » par Bouygues, Lagardère et Dassault de la campagne présidentielle au moment précis où le candidat Olivier Besancenot étrennait l'émission de Marc Olivier Fogiel, la candidate Clémentine Autain accordait un entretien au quotidien « gratuit » de Vincent Bolloré *Direct soir* – l'un et l'autre se gardant d'émettre la moindre critique à l'encontre des médias.

## « LE PROBLÈME EST MAL POSÉ »

Pour les « libéraux », toute régulation de la participation à une émission constituerait une entrave à la liberté individuelle. Cette défense du libre échange avec les médias rappelle, a contrario, la réaction de certains patrons de presse au moment de la création de l'Observatoire français des médias. Le directeur de *Charlie hebdo*, Philippe Val, avait alors dénoncé une « milice de la presse » (*Charlie hebdo*, 24 décembre 2003), cependant que son homologue du *Monde*, Jean-Marie Colombani, jugeait « impossible de réguler, contrôler ou discipliner la presse du dehors sans remettre en cause ce qui fonde le principe même de la liberté d'expression » [9]. À leurs yeux, l'éthique de la profession suffisait à équilibrer le marché de l'information…

Une organisation qui choisit de se doter de représentants doit-elle intervenir pour choisir collectivement ceux qui la représentent dans les médias ? Dans le cas contraire, sachant qu'une sélection interviendra malgré tout, quelle main invisible désignera les personnalités médiatisées – et celles qui demeureront dans l'ombre ?

Dans les organisations hiérarchisées, les dirigeants sont présumés légitimes à s'exprimer dans la presse. Ils sont reconnus comme tels par les journalistes et par les militants qui les ont élus ou désignés. L'analyse de leur médiatisation montre cependant qu'ils ne font pas toujours le distinguo entre leurs positions personnelles et les positions de leur organisation. Mais un autre critère intervient : la notoriété. Or, souvent (c'est le cas d'auteurs médiatisés), cette renommée n'est pas seulement liée à une action collective au sein d'une association. Invoquer la liberté individuelle en pareille circonstance revient alors à légitimer une Bourse des vedettes et à conférer aux journalistes le pouvoir de déterminer quelle valeur augmente ou baisse.

Les « libéraux » expliquent aussi que réguler le rapport aux médias n'est pas une solution assez « subtile », mais qu'il est préférable de jouer sur les contradictions internes aux rédactions, c'est-à-dire d'établir des liens particuliers avec les journalistes « amis » qui travaillent dans des médias « ennemis ». Ils chercheraient à faire entendre un « autre son de cloche », plus favorable au mouvement.

C'est oublier qu'une entreprise de presse se structure autour d'une hiérarchie, qu'en dépit de l'apparente latitude dont se prévalent les journalistes, ils sont subordonnés à leur employeur par un contrat de travail. La convention collective de la presse stipule même qu'ils ne doivent « en aucun cas porter atteinte aux intérêts de l'entreprise de presse dans laquelle ils travaillent » (article 3b). Face à un directeur de la rédaction, les dispositions rebelles d'un salarié de l'information comptent à peine plus que celles d'une caissière de supermarché face à Michel-Édouard Leclerc. Plutôt que d'escompter tirer son épingle d'un jeu déséquilibré, il faut donc intervenir en s'attaquant aux contraintes qui pèsent sur la presse, de concert avec les syndicats qui œuvrent dans le même sens.

**C'EST OUBLIER QU'UNE ENTREPRISE DE PRESSE SE STRUCTURE AUTOUR D'UNE HIÉRARCHIE, QU'EN DÉPIT DE L'APPARENTE LATITUDE DONT SE PRÉVALENT LES JOURNALISTES, ILS SONT SUBORDONNÉS À LEUR EMPLOYEUR PAR UN CONTRAT DE TRAVAIL.**

## « LES EFFETS PERVERS »

Pour les « libéraux », les solutions proposées par les « régulationnistes » provoqueraient de dangereux effets pervers. C'est là, rappelle l'économiste Albert Hirschman, un des arguments-types de la « rhétorique réactionnaire» . Cette thèse, qui « pose que toute action qui vise directement à améliorer un aspect quelconque de l'ordre politique, social ou économique ne sert qu'à aggraver la situation que l'on cherche à corriger » [10], fut en effet avancée contre le salaire minimum

8. En décembre 2005, Attac faisait figurer « la critique sans concession du système médiatique » au nombre de ses « priorités stratégiques ». De son côté, le PCF a publié au printemps 2006 une brochure intitulée **Pour une appropriation populaire des médias**.

9. Supplément au **Monde** du 5 décembre 2003 « Un tour du monde en 80 journaux ».

10. Albert O. Hirschman, **Deux siècles de rhétorique réactionnaire**, Paris, Fayard, 1991, p. 22.

11. Notamment les 24 novembre 2005, 27 mars 2006, 16 mars 2006, 12 mars 2006, 30 août 2006, 25 octobre 2006.

12. Jean-Émile Sanchez, lors du X[e] congrès national de la Confédération paysanne à Illkirch en avril 2004, cité par Damien Doignot dans son film **José Bové et le cirque médiatique**, sortie prévue courant 2007.

13. **L'Express**, 24 mai 2004.

(qui allait rendre le travail hors de prix), contre l'État Providence (qui allait conduire les travailleurs à s'abîmer dans l'assistance), etc. L'effet pervers d'une régulation des rapports entre contestataires et journalistes serait d'interdire toute expression de la contestation dans les médias dominants, et donc de céder la place à l'adversaire.

Toutefois, avant de s'effrayer de l'éventuelle disparition médiatique des contestataires, il convient d'évaluer l'impact de leur présence. Quel effet, si ce n'est la résurrection du simulacre moribond du pluralisme, exerce-t-on, et sur quel public, quand on quémande une tribune dans les colonnes de *Libération* ou du *Monde*, un entretien dans *Les Inrockuptibles*, ou un strapontin dans un talk-show ? Aborder les médias en position de demandeurs revient vite à assimiler la médiatisation à une faveur qui impose des compromissions. Or, un mouvement actif dans les luttes sociales et idéologiques est en droit d'exiger que les journalistes relaient son existence. Et, dans le cas contraire, de ne pas attribuer la responsabilité de sa censure à sa propre maladresse, mais au manque de professionnalisme des rédactions.

On oppose souvent aux régulationnistes l'impossibilité de critiquer les médias dans les médias, à moins de ne plus y être invité. Tétanisé par cette menace, les intervenants se succèdent au micro d'Europe 1 sans informer leurs auditeurs que la station appartient à Arnaud Lagardère, que l'interviewer (Jean-Pierre Elkabbach) est le « conseiller spécial pour la stratégie médias du groupe Lagardère », ou encore que le studio d'où ils parlent s'appelle « studio Lagardère », etc. De même, nul n'a l'audace d'évoquer le statut social du patron-producteur multimillionnaire Marc-Olivier Fogiel lorsque cet ami de Nicolas Sarkozy interrompt grossièrement un contestataire.

À en croire l'expérience de François Bayrou, ces appréhensions sont exagérées. Avant même d'avoir bataillé avec Claire Chazal sur TF1, le député UDF avait en effet renvoyé dans ses cordes, le 27 mars 2006, un journaliste de France Inter.

Pierre Weil : « Mais est-ce que oui ou non, dans notre pays, les conditions d'embauche et de licenciement doivent être assouplies en échange de garanties ? Le monde change ! Il semble que l'emploi stable, protégé par des conditions de licenciement très lourdes, c'est de plus en plus rare dans le monde ! Il y a la mondialisation ! On ne peut pas vivre dans une bulle ! Qu'est-ce que vous proposez ? »

Bayrou : « Probablement, la profession la plus protégée en matière de licenciement, c'est vous ! C'est les journalistes ! Et il est normal… »

Weil : « Ne parlons pas des journalistes ! »

Bayrou : « Ben, vous voyez ! Vous aimez bien mettre les autres en cause, mais vous n'aimez pas qu'on discute de la situation réelle de votre métier… »

Cette sortie n'empêcha pas le dirigeant centriste d'être réinvité sur France Inter [11], et d'y dénoncer les industriels qui possèdent la presse. Une telle audace est-elle vraiment hors de portée des anticapitalistes adossés à la société du spectacle ?

## « LE PROBLÈME, C'EST LA SOLUTION »

Il importerait, objecte-t-on encore, de saisir toutes les occasions d'apparaître dans la presse pour faire valoir un point de vue rompant avec l'idéologie dominante. On mesure les concessions qui en découlent à l'aune de l'actuelle campagne présidentielle : à droite, au PS et au sein de la gauche « antilibérale », la guerre des vedettes, arbitrée par la presse et les sondages, a remplacé la bataille d'idée tranchée par les militants. Même les plus réfractaires au marketing politique succombent. En 2004, Jean-Émile Sanchez, porte-parole de la Confédération paysanne, expliquait à propos de José Bové : « C'est sûr que José est devenu un produit d'appel. On dit toujours que le monde n'est pas une marchandise, sauf que la première personne qui porte ce message-là en est devenue une, médiatiquement parlant… » [12].

En outre, quand la visibilité d'un mouvement dépend de sa médiatisation, les médias conquièrent le pouvoir de le rendre invisible – les organisations de chômeurs en firent l'expérience au cours de l'hiver 1997-1998. Après le passage d'Olivier Besancenot aux Grosses têtes de Philippe Bouvard, Alain Krivine concéda : « Même si Olivier n'aime pas ça, mieux vaut ne pas refuser ces émissions, sinon nous disparaîtrons » [13]. Une autre alternative est possible…

En définitive, la question du rapport aux médias renvoie à deux approches de la lutte sociale. L'une considère que la transformation des médias suivra celle de l'ensemble de la société ; en attendant, il faudrait composer avec eux, voire se plier à leurs exigences. L'autre estime que les médias dressent un obstacle particulier devant les projets de transformation sociale. Il importe alors de les combattre en faisant de la question de l'information une priorité de la lutte politique.

**Serge Halimi et Pierre Rimbert**

## ON N'EST JAMAIS SI BIEN SERVI…

**LES PERSONNES INVESTIES dans une lutte politique sont en général déçues, voire révoltées, par le traitement médiatique des évènements qu'ils vivent. La courbe, en intensité, de ce traitement est souvent la même. Il faut intéresser les médias afin qu'ils se déplacent : plus il y a de spectacle, plus les caméras crépitent ! Lorsque le mouvement prend de l'ampleur, l'intérêt médiatique augmente, jusqu'au jour où… les médias sifflent la « fin de la récréation » obéissant aux sirènes des autres pouvoirs. Quant au contenu des sujets, même les journalistes « sympathisants » ne satisfont pas les besoins de communication du mouvement. Afin de transmettre sans intermédiaires, le contenu de la lutte, ses épisodes, les vécus, les idées… des occupations de rédactions de la presse et de studios de radio ou de télévision ont lieu. Parfois, l'alternative au pouvoir des médias passe par la création collective de journaux, de radios et même de télés lorsque le mouvement est assez fort. Il y a des exemples historiques de médias devenus de vrais outils politiques : la mythique radio Lorraine Cœur d'acier pendant la lutte contre la restructuration de la sidérurgie de 1979 à 1980 ; le bulletin ardennais *Point Chooz* lors du mouvement contre une centrale nucléaire de 1980 à 1982. Récemment, le mouvement antiprécarité de 2006 a vu la naissance de périodiques étroitement liés à la lutte. C'est le cas du Canard de Jussieu publié à Paris par des étudiants et chercheurs en lutte qui faisait circuler infos pratiques, analyses et regards critiques sur le mouvement lui-même. Au Mexique, l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca a occupé, en 2006, les plateaux télé pour diffuser ses revendications. Depuis le début de cette révolte populaire, Radio Université est devenu le média du mouvement, apportant une aide précieuse pour faire circuler l'info sur les barricades.**

**Quant aux médias alternatifs qui ne sont pas nés d'une lutte sociale, ils peuvent représenter des porte-voix pour les luttes en cours et être des vecteurs de la contre-culture, en plus d'être un antidote à l'info « de masse ». Enfin, ces médias peuvent devenir eux-mêmes l'enjeu d'une lutte pour leur défense, comme c'est le cas pour les radios associatives actuelles dont l'existence économique et la liberté d'expression (déjà relative) sont menacées. Denis et Leila**

## A LIRE

**Devenons des médias alternatifs ! Guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes,**
Esteban, 2006,
P'tit gavroche, 365 p.

# JE SUIS engagement DONC JE LUTTE

**IDENTITÉ ET MILITANTISME FONT PARFOIS MAUVAIS MÉNAGE. À TRAVERS L'EXEMPLE DE LA LUTTE FÉMINISTE, LES ÉCUEILS D'UNE LUTTE QUI SERAIT UNIQUEMENT FONDÉE SUR DES REVENDICATIONS IDENTITAIRES SE FONT JOUR.**

**LES QUESTIONS D'IDENTITÉ** sont-elles intrinsèques au militantisme ? Se revendiquer femme, noir-e, homo, lesbienne, etc., c'est-à-dire membre d'un groupe opprimé, amène-t-il à une analyse des mécanismes de la domination en question ? Le danger est de rester enfermé dans cette identité. Le féminisme, comme bien d'autres mouvements, a eu à souffrir et souffre encore de ce phénomène pervers.

Il est nécessaire de s'interroger sur la conscience que l'on a d'être femme, d'être femme donc opprimée, d'être féministe parce que femme opprimée. Ou sur la conscience d'être féministe, d'où découlerait celle d'être une femme opprimée, et finalement celle d'être une femme. La question de l'identité est à la fois individuelle et collective car, si je suis une femme, alors je fais partie du groupe des femmes. Mais d'où vient ce groupe ? On étudie habituellement le groupe, son fonctionnement, ses actions et sa composition, mais peu d'études interrogent la constitution du groupe, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un groupe déterminé par la fameuse « différence sexuelle ».

« Les défenses sans cesse renouvelées de "la différence sexuelle" ne font que confirmer l'importance du genre dans nos sociétés : une importance sociale telle qu'elle est apparemment le fondement de notre appréhension du monde. On est obligé de faire cette hypothèse quand on observe les réactions à toute mise en cause du centre du dogme, à savoir que la différence des sexes est donnée telle quelle – en deux – par la nature et que la même nature lui a aussi donné son importance, qu'on ne peut défier qu'à nos risques et périls. [...]. Tout se passe comme si la différence des sexes était ce qui donne sens au monde. Et certain-es en viennent à le dire explicitement. » [1]

Difficile dans ces conditions de dépasser le concept identitaire sexué, d'autant plus que la société patriarcale et capitaliste nous assigne, en raison de cette « différence », un rôle sur mesure en accord avec « notre nature » et en parfaite harmonie avec la culture dominante !

Prendre conscience de cet état de fait d'ordre social, se rebeller et adopter certaines thèses féministes, rejoindre des groupes qui militent contre cette oppression singulière est une démarche d'ordre politique et, en cela, cela rejoint toutes les autres formes de résistance sociale. « Mais l'oppression des femmes est spécifique non parce que les femmes seraient spécifiques, mais parce que c'est un type d'oppression unique. Mais est-il unique qu'une oppression soit unique ? Non, c'est banal : toutes les oppressions sont uniques, comme les individus. [...] Je considère l'oppression des femmes comme un cas particulier du phénomène général de la domination – pas plus particulier qu'un autre cependant. » [2]

Le lien est ainsi fait avec les autres groupes militants qui dénoncent et luttent le plus souvent en réaction à une domination particulière, à une oppression singulière. Du militantisme révélé par une assignation identitaire imposée ou choisie (immigré-e-s, Beur-e-s, Black-e-s, Occitan-e-s, etc.) à un engagement politique visant à détruire ce système social, le pas ne se franchit pas aisément. L'identité assumée enferme les protagonistes dans un particularisme bien peu éloigné des corporatismes professionnels et les revendications exigent généralement une place au soleil, dans la cour des grands, sans interroger le partage de l'espace entre l'ombre et la lumière ! En oubliant de prendre en compte les différents systèmes de domination (capitaliste, patriarcal, impérialiste, colonialiste, etc.), sous peine de dériver vers le sectarisme.

## DÉPASSER SES PROPRES INTÉRÊTS

Le mouvement féministe, le mouvement antiraciste, les collectifs de solidarité avec les sans-papier-e-s, les associations culturelles régionales et d'autres encore sont entièrement dans cette problématique qu'on peut résumer arbitrairement en : Réforme ou Révolution ! En tant que femme, étrangère, chômeuse, etc., je demande à cette société les mêmes droits que les autres – homme, blanc, français de souche, père de

1. **L'Ennemi principal**, t. 2., « Penser le genre », Syllepse, coll. « Nouvelles Questions Féministes », 2001, p. 30-31).
2. C. Delphy, *op. cit.*, p. 46.

**PRENDRE CONSCIENCE DE CET ÉTAT DE FAIT D'ORDRE SOCIAL, SE REBELLER ET ADOPTER CERTAINES THÈSES FÉMINISTES, REJOINDRE DES GROUPES QUI MILITENT CONTRE CETTE OPPRESSION SINGULIÈRE EST UNE DÉMARCHE D'ORDRE POLITIQUE ET, EN CELA, REJOINT TOUTES LES AUTRES FORMES DE RÉSISTANCE SOCIALE.**

famille, etc. – dans notre belle République des Droits de l'homme, et cette requête est pleine de bon sens. Le travail militant dévoile les rouages de l'oppression, analyse les circonstances qui dénient à une partie de la population des droits élémentaires de survie sociale, économique et culturelle. Le danger du réformisme apparaît quand c'est au nom de sa propre identité et non d'une position politique que ce travail est élaboré. Est-ce en tant que femme qu'il faut militer, au nom de notre singularité de naissance, au titre d'un rôle déterminé ? Certaines « féministes » le proclament et desservent ainsi le mouvement dans son ensemble, jetant la suspicion sur toute revendication particulière à la situation faite aux femmes dans la société patriarcale.

La satisfaction d'une partie des revendications féministes, si elle a quelque peu modifié le quotidien des relations entre les hommes et les femmes, n'a pas remis en cause le principe du patriarcat, basé sur l'exploitation du corps des femmes, que ce soit pour la reproduction, le service sexuel ou le service domestique. Elle n'a pas réussi à attaquer le cœur du système. Les systèmes de domination s'adaptent et gèrent ces crises identitaires, il suffit de voir la récupération opérée aujourd'hui à propos des Maghrébins et Africains engagés dans la défense de la France pendant la guerre ! Qui sont les grands gagnants ? La patrie, l'honneur de la France, le lobby guerrier. On peut citer des chiffres qui soulignent l'évolution des rapports de genre dans la société française. D'une part, le record de fertilité des femmes françaises (deux enfants en moyenne) et, d'autre part, l'insignifiante augmentation du temps consacré au travail domestique par les hommes, surtout dans un couple avec enfants (sept minutes d'augmentation en moyenne pour un temps total journalier de 2 h 13 contre 4 h 36 pour les femmes). La boucle est bouclée : les femmes sont toujours assignées au rôle de reproductrice, mais cette fois-ci de leur propre gré : un enfant quand je veux, certes, mais pas si je veux ! L'injonction de la maternité reste prégnante après près de quarante ans de luttes « féministes ».

## REMONTER À LA SOURCE

Une des clés pour sortir de ces contradictions est bien de questionner la motivation identitaire des mouvements, de la dépasser, même si elle peut être un facteur déterminant de révolte, une nécessaire réappropriation de son existence. Il est parfois utile de se rencontrer par affinités. Des débats, des confrontations sont à construire avec les autres membres du groupe stigmatisé (réunion non mixte, association culturelle, etc.), mais cela ne peut être qu'un moyen et non une fin en soi, le but est bien de remonter à la source de la domination, pas pour y participer, citoyennement ou non, mais pour la faire disparaître. Il reste alors à définir ce qui est de l'ordre de la revendication personnelle pour une survie identitaire dans ce « monde de brutes », et ce qui est de l'ordre du militantisme politique, qui vise à changer radicalement l'organisation sociale, culturelle et économique du monde. Projet révolutionnaire et internationaliste qui transcende les identités et s'appuie, qu'on le veuille ou non, sur une lutte de classes qui n'a d'obsolète que la considération qu'on lui porte aujourd'hui !

Sinon comment s'exprimer, se construire et lutter pour et avec les autres personnes opprimées : faut-il être palestinienne pour dénoncer la colonisation et l'occupation militaire que l'État d'Israël fait subir à tout un peuple ? Il n'était pas nécessaire d'être algérienne pour choisir de lutter contre la guerre en Algérie, pas plus qu'il ne faut se reconnaître « de couleur » pour prendre la mesure de la domination blanche occidentale sur le reste du monde. Ces situations d'oppression, de destruction de l'autre, ne font pas obligatoirement « écho » à notre asservissement individuel. Et dans la majeure partie des cas, les mouvements de revendication de droits spécifiques ne sont pas porteurs de l'idée même de changer le système dans son ensemble. Sous prétexte « d'urgence », de la politique du moins pire, d'amélioration du quotidien, ils y perdent leur essence propre de luttes pour se contenter des miettes législatives que le pouvoir veut bien leur accorder. Le piège ici se referme entre la juste exigence de ne pas être discriminé et la satisfaction de cette revendication dans le monde tel qu'il est.

Nous refusons toute oppression, toute forme de domination doit donc disparaître. Les systèmes capitaliste et patriarcal, et les autres systèmes de domination doivent être combattus de front. Que faire sinon de cette identité reconnue de femme, d'immigrée, de pauvre, d'homo, de pacifiste, etc., si ce n'est donner un second souffle et un air de tolérance au vieux monde et participer avec sa « dignité » retrouvée à la catastrophe mondiale ? Interrogeons-nous sans relâche sur cette confrontation entre l'identité et la lutte et ne nous satisfaisons pas des avancées réformistes, qui ne sont que des étapes vers une soumission heureuse et consentie ! **Aude et Chantal**

# L'ALTERNATIVE QUEER

**LE QUEER est un mouvement politique et culturel apparu au début des années quatre-vingt-dix aux Etats-Unis dans les milieux homos. Il est né du constat qu'à l'intérieur des groupes dominés et des « communautés » en lutte, d'autres hiérarchies sont à l'œuvre : envers les femmes non-blanches parmi les féministes, par exemple. La pensée queer pointe ainsi comment la question du pouvoir traverse nos vies et dénonce le caractère construit des catégories binaires qui structurent nos sociétés. Le queer est aussi une utopie active qui affirme que l'on peut réinventer nos identités, en créant des catégories qui ne soient ni des hiérarchies, ni des stigmates. Les queers se définissent en dehors des normes « femmes-hommes », « hétéro-homo »…, ou choisissent de les brouiller (à travers le travestissement notamment). Leurs actions visent souvent à visibiliser la « normalité ». Contrairement à ce que certain-e-s affirment, le queer n'entre pas en contradiction avec le féminisme. Il s'inscrit au contraire dans la continuité des analyses féministes radicales et représente une stratégie supplémentaire pour détruire le patriarcat et penser la question de l'identité.**

## AGIR

### Cofelito

Le Collectif féministe libertaire de Toulouse est un collectif d'organisations (associations, syndicats, organisations politiques..) et d'individuels dont l'objectif est de se donner les moyens d'avoir une réflexion et des actions féministes libertaires.

***contact@feministe-libertaire.ouvaton.org***

Les dessins de cette page sont extraits de **Misstic attaque**, Editions Alternative

engagement

# DROIT DANS LE MUR

## À PROPOS DE L'IMPUISSANCE POLITIQUE CONTEMPORAINE

**JULIEN MATTERN EST CO-AUTEUR DU CAUCHEMAR DE DON QUICHOTTE, OUVRAGE QUI INTERROGE NOTAMMENT LA NÉCESSITÉ DE REPENSER LE RAPPORT À LA POLITIQUE, AUX ALTERNATIVES ET À L'UTOPIE PRODUCTIVISTE.**

Propos recueillis par **Guillaume C.** Mis en forme par **Rimso !** et **Guillaume C.**

**Photo**
Affrontement lors d'une manifestation des salariés de la SNCM.

**Quel était le projet à l'origine de votre livre « Le Cauchemar de Don Quichotte » ?**

**Julien Mattern :** Faire ce livre, c'était essayer de penser par nous-mêmes, c'était sortir de la *doxa* économico-politique diffusée dans les médias, sortir aussi des rôles de contestataires préfabriqués, avec leurs spécialistes autoproclamés. Nous étions dans le contexte du mouvement social de 2003 contre les réformes libérales du système des retraites, mouvement auquel nous avons participé. Nous étions dans la rue pour dénoncer cette nouvelle offensive libérale. Mais ce qui nous a frappé, c'est la grande faiblesse de l'argumentaire mis en avant pour s'opposer aux réformes. Le monde généralement promis par les antilibéraux ne nous semblait ni possible ni souhaitable. Or, nous n'arrivions pas à en discuter calmement, à faire comprendre ce qui nous dérangeait. C'est ce qui nous a incité à passer à l'écrit. Pas pour proposer des solutions toutes faites, mais avant tout pour poser des questions, et pointer certaines impasses.

**Vous critiquez le rapport à la production, à la croissance. Des idées défendues à gauche comme à droite. Quelles sont vos positions sur la croissance « inéluctable » ?**

Le cœur de l'argumentation de gauche aujourd'hui, c'est toujours le pari d'une croissance durable et soutenue. Au sujet des retraites, les économistes de gauche disent que, même avec moins de 2 % de croissance par an, le produit intérieur brut aura doublé d'ici 2040. On pourra donc en consacrer une part plus importante au financement des retraites, sans effort financier supplémentaire de la part des salariés. Ce raisonnement fait reposer l'égalité et la solidarité humaine sur l'augmentation de la production de marchandises, et c'est déjà pour nous une raison de s'y opposer.

Surtout, il reste à un niveau d'abstraction beaucoup trop élevé, qui occulte complètement la réalité et la gravité des problèmes. Le désastre écologique, la réduction de chacun au statut de rouage dans des mécanismes aveugles et de plus en plus chaotiques, l'absurdité quotidienne du travail et les humiliations qu'il faut accepter en échange de l'intégration sociale, l'impuissance des individus, tenus par leur dépendance vis-à-vis des systèmes de production, d'échange et de divertissement de masse, etc., tout ceci est occulté, rejeté du côté de la sensiblerie. Les économistes préfèrent se réfugier dans le monde des statistiques et des projections comptables, où ils continuent de voir les preuves et les signes annonciateurs d'un monde meilleur, parce que tel ou tel indicateur de richesse progresse encore. Malgré le caractère délirant de ces discours, on voyait bien à quel point ils intimidaient tout le monde. Presque personne n'osait les remettre en cause, la critique de l'économie semblait taboue pour qui n'était pas reconnu comme expert. Désacraliser les sornettes des économistes (croisées pendant nos études), c'était pour nous le moyen de briser ce verrou idéologique pour pouvoir poser les vraies questions. Il nous semblait urgent de faire preuve de lucidité sur l'état réel de notre monde, de se demander quelle forme de société et quel rapport à la nature on peut opposer à ses gestionnaires actuels, de chercher au nom de quelle conception de la vie il vaut la peine de se battre.

**Vous récusez le continuum politique classique qui irait des conservateurs les plus ringards aux progressistes les plus effrénés.**

Aujourd'hui, à droite comme à gauche (et y compris à « l'extrême gauche »), on souscrit au projet de croissance illimitée. Il y a juste des désaccords sur les modalités de cette croissance, sur les mécanismes à mettre en place pour augmenter la production et assurer la stabilité sociale. Pendant une partie du XX$^{e}$ siècle, la question pouvait se poser un peu différemment parce qu'il y avait un projet révolutionnaire, même si pour l'essentiel on y trouvait la même fascination pour l'économie. Mais certaines personnes ne souscrivaient pas du tout à cette idée-là, et surtout on n'était pas allé aussi loin dans la

bureaucratisation et l'artificialisation du monde ; il y avait peut-être davantage d'ouvertures. Or, depuis trente ans, il y a consensus sur ces questions. C'est cela qu'il faut dénoncer en premier lieu. De toute façon, à partir du moment où on accepte le projet productiviste, comment la politique peut-elle être autre chose qu'une affaire technique, une affaire d'experts ? Si le but, c'est un monde toujours plus efficace, plus équipé, plus perfectionné, plus innovant, alors le maître mot devient la compétitivité, les discussions collectives sont du temps perdu et demander son avis au peuple, c'est courir le risque qu'il se trompe. La démocratie devient un problème, car elle présuppose que tout le monde puisse se forger un avis raisonnable et avoir son mot à dire sur les grandes décisions. C'est pourquoi les gestionnaires développent tout un tas d'instances de neutralisation et de mises en acceptabilité, pour faire adhérer le peuple à sa propre dépossession.

**Dans cette société de l'immédiateté, avec l'avancement des nouvelles technologies et la progression de l'individualisme, la fin de la politique ne se profile-t-elle pas ?**

Beaucoup de personnes très critiques vis-à-vis du Capital, des patrons, ou des multinationales, ne voient souvent pas grand-chose à opposer à la colonisation de la vie quotidienne par la marchandise, du moment qu'il y en a pour tout le monde et au plus bas prix. Or, nous pensons qu'un monde fondé sur davantage de justice, de liberté et d'égalité serait incompatible avec la production massive de tous ces gadgets *high-tech*. D'abord parce qu'il faut bien les produire, les transporter, et en gérer les déchets en quantité exponentielle, opérations dont on connaît les conséquences humaines et écologiques. Mais dans leur consommation aussi, ces objets nous tiennent. Au-delà de leurs performances parfois effectivement impressionnantes, nous avons voulu montrer qu'ils avaient surtout pour fonction de compenser illusoirement l'appauvrissement de la vie. Un appauvrissement auquel ils participent d'ailleurs en favorisant souvent un rapport au monde fondé sur des fantasmes d'immédiateté et de toute-puissance, qui est extrêmement paralysant à long terme.
Il est très difficile de critiquer un monde où règne de plus en plus le « chacun pour soi », si dans le même temps nous ne voyons pas toutes les compensations que ce système procure aux individus dépossédés, et si nous n'essayons pas de nous en affranchir personnellement.

**AUJOURD'HUI, À DROITE COMME À GAUCHE (ET Y COMPRIS À « L'EXTRÊME GAUCHE »), ON SOUSCRIT AU PROJET DE CROISSANCE ILLIMITÉE. IL Y A JUSTE DES DÉSACCORDS SUR LES MODALITÉS DE CETTE CROISSANCE, SUR LES MÉCANISMES À METTRE EN PLACE POUR AUGMENTER LA PRODUCTION ET ASSURER LA STABILITÉ SOCIALE.**

**Mais vous-mêmes, tout en étant contre un certain nombre de choses, vous vous retrouvez à vous en servir parfois... Est-il vraiment possible de mettre en adéquation nos actes avec nos idées ?**

Bien évidemment, nous avons écrit cet ouvrage sur un ordinateur. Nous avons des revenus monétaires et n'avons pas rompu nous-mêmes avec cette société, y compris avec certaines des satisfactions qu'elle offre... Malheureusement, il est aujourd'hui impossible de ne pas participer activement à des choses scandaleuses, qu'elles se produisent à l'autre bout de la planète ou à côté de chez soi. Nous sommes intégrés dans un système technique et monétaire dont dépend notre propre survie, et qui implique des guerres, des spoliations et des pollutions irréversibles. Mais nous n'avons pas besoin d'attendre d'être sortis de ce monde-là pour commencer à le critiquer. Bien sûr, ce que nous pensons et ce que nous faisons doivent aller de pair, sinon la schizophrénie guette. On peut tout de même s'efforcer de limiter notre dépendance en refusant certaines compromissions, et en essayant de se réapproprier le plus d'aspects possibles de nos vies. Mais le but est de trouver comment faire cesser le désastre, et non simplement comment s'en prémunir. Devant l'ampleur de la tâche, je crois qu'il faut éviter de multiplier les anathèmes sur la manière dont chacun mène sa vie privée et assure sa survie au quotidien : ces insinuations se substituent trop souvent au débat politique.

**Dans les milieux radicaux, on traite souvent les autres de pourris lorsqu'ils ne partagent pas nos visées révolutionnaires. De quoi relève, selon toi, ce rapport à l'insulte ?**

Dans certains cas, je peux tout à fait comprendre : même si c'est de moins en moins facile à percevoir, il y a bien aujourd'hui des individus qui ont infiniment plus de pouvoir que d'autres, et par-là plus de responsabilité dans l'état du monde. Il est parfois bon de le rappeler, à l'heure où se diffuse l'idéologie du consensus, de la discussion abstraite et sans conséquence. Si on se retrouve face à des gens qui participent activement à ce qui nous oppresse, on est quand même en droit de le leur faire savoir.
Pour le reste, les enjeux politiques aujourd'hui sont tellement brouillés, la plupart des gens sont complètement paumés et essayent de se rattacher comme ils le peuvent à des figures, à des rôles, à des postures, et leur évolution peut passer par des étapes bizarres. Quel est l'intérêt d'insulter des gens qui se cherchent ?
Le recours systématique à l'insulte est une manière de figer sa propre réflexion dans la posture de la provoc', de la radicalité scénarisée. C'est surtout se mentir sur les rapports de force et les possibilités en cherchant à reproduire artificiellement (dans une salle, dans la rue ou un amphithéâtre) les affrontements qu'on désespère de voir surgir dans la société. ■

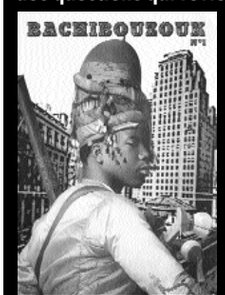
## A LIRE

**Le Cauchemar de Don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse d'aujourd'hui**, Matthieu Amiech et Julien Mattern, Climats (Sisyphe), 2003

« Les chemins de fers ou la liberté ? », **Notes & Morceaux choisis**, Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle, N°7, 2006, Ed. La Lenteur, 148 p.


**BACHIBOUZOUK N° 1,**
**HIVER 2006, 93 P., BACHIBOUZOUK@NO-LOG.ORG**

**CETTE NOUVELLE REVUE commence comme suit : « Comme d'autres, nous avons fait le constat d'un besoin commun de réflexion, de discussion, à un moment ou il est particulièrement difficile de s'orienter politiquement. Que penser ? que faire ? sont des questions qui reviennent. Impossible de de reprendre les vielles perspectives autogestionnaires, de réutiliser sans risque ni méprise le lexique de la conscientisation. Impossible de tracer trop vite des lignes, de se repérer en fonction des "camps" trop schématiquement élaborés. Impossible de recourir par facilité à l'écologie et aux héritages "libertaire " des années 1960-70 ». Des articles sur le mouvement CPE, les images, la biométrie, les naturiens…**



engagement

# ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE

**ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE OU TENDRE À L'ÊTRE, C'EST DÉJÀ NE PAS ÊTRE BIEN DANS CETTE SOCIÉTÉ, C'EST ENCORE ET TOUJOURS ÊTRE RÉVOLTÉ PAR LE SYSTÈME CAPITALISTE, ET C'EST ENFIN ÊTRE EN RECHERCHE D'UN PROJET D'UN TOUT AUTRE TYPE DE SOCIÉTÉ.**

Nous aspirons à vivre dans une société où l'un des principes de base serait : « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins ». Une société qui serait donc déjà économiquement communiste, sans classes et sans État. Cela implique une nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition dans laquelle les moyens de production et d'échange sont gérés directement par les gens concernés au premier plan, c'est à dire les producteurs. Nous aspirons à une gestion de la société, dans tous ses aspects, la plus collective possible, c'est-à-dire sans formes permanentes de délégation de pouvoirs, avec des mandats précis, et où la révocation des délégués est possible à tout moment. Cette auto-organisation est incompatible avec toute forme de parti-guide et de structures étatiques.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine parmi d'autres, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi. Si nous voulons détruire ce système capitaliste qui n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possible, c'est aussi pour que se pose collectivement le problème de la nature même de la production. La production capitaliste est en train de détruire notre planète, la folie productiviste implique d'ores et déjà des méfaits irréversibles pour le vivant (nucléaire, OGM, etc.). L'idéologie de la croissance (économique et démographique), du productivisme, devrait être bannie dans une société qui aurait pour fonction de rechercher l'égalité et une qualité de vie pour tous et toutes.

## VERS UNE SOCIÉTÉ POLITIQUEMENT LIBERTAIRE

Le capitalisme ne se résume pas à un mode d'exploitation de la force de travail des prolétaires par le patronat, c'est aussi un système de domination globale, autoritaire, impérialiste et patriarcal. Nous devons garder en mémoire que le système de domination des hommes sur les femmes préexistait au capitalisme. Une société sans classes et sans État ne mènera donc pas inéluctablement à l'éradication de toute oppression, en particulier du patriarcat. C'est ainsi que nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte, qu'elle soit d'ordre sexuel, culturel, normatif.

Nous ne sommes pas un parti-guide ni une quelconque élite. Les modalités d'application concrète de notre projet de société ne peuvent et ne doivent pas être déterminées à l'avance. Elles dépendront des situations générales et particulières, des formes de culture, des possibilités et des désirs. Mais ce projet a des filiations historiques dans lesquelles nous nous reconnaissons : la Commune de Paris, les Soviets de la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des makhnovistes, les collectivisations de l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers de la Hongrie de 1956, ainsi qu'une flopée d'autres révoltes et de tentatives révolutionnaires porteuses de rupture avec le capital et l'État.

## LUTTER AU SEIN DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Notre projet de société s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux et politiques égalitaires.

Le monde de demain ne peut donc se construire que dans les combats d'aujourd'hui.

Au sein des luttes, nous prônons leur autonomie et leur auto-organisation. Nous combattons la soumission aux logiques électoralistes et institutionnelles, la représentation, le saucissonnage entre les différentes luttes, ainsi que toutes les formes de consensus social et national. Notre démarche est fondamentalement anti-institutionnelle et, contrairement aux réformistes de tout poil, nous n'œuvrons pas à une quelconque cogestion du système existant, mais à des issues rupturistes. Il suffit de regarder l'Histoire pour comprendre que même les réformes politiques et sociales importantes obtenues ont toujours été le fait de mouvements révolutionnaires.

C'est toujours dans des mouvements sociaux que naissent des moments partiels de rupture avec le capitalisme, et c'est au sein de ces mouvements que naissent des idées et des pratiques correspondant le mieux à nos aspirations. Là est notre espoir !

**Denis**

# LE PROJET DE SOCIÉTÉ N'APPARTIENT PAS QU'AUX MILITANT-E-S

engagement

**LES MOUVEMENTS SOCIAUX, COMME CELUI CONTRE LE CPE, NOUS APPRENNENT QUE DES POPULATIONS EN MOUVEMENT SONT PORTEUSES D'UTOPIES RÉVOLUTIONNAIRES.**

**UNE CONCEPTION DE LA POLITIQUE** particulièrement répandue veut qu'elle soit le domaine réservé des partis et organisations « politiques ». À ce compte, rien d'étonnant à ce qu'une telle politique s'apprenne dans de grandes écoles, soit considérée comme un métier et soit abandonnée aux mains d'une minorité, forcément une élite, à qui le peuple s'en remet pour être dirigé.

La séparation est telle entre, d'une part, les actions « politiques » et, d'autre part, toutes les autres que les terrains d'intervention sont parfaitement délimités et perçus comme étanches. Ainsi, aux yeux parfois même de ceux et celles qui agissent, les actions menées dans les entreprises, dans les quartiers, sur le logement, contre le nucléaire, etc. ne sont pas considérées comme politiques ; tout au plus sont-elles étiquetées syndicales, sociales, culturelles, écologiques ou environnementales…

Pendant que certains s'octroient de faire de la politique en mitonnant des programmes électoraux ou en esquissant des projets de société, les autres agissent sur les terrains économiques, sociaux, culturels… en n'ayant pas toujours conscience de faire de la politique, parce que leurs actions paraissent locales, partielles et sans globalité.

## LES MILITANTS ET LES AUTRES

C'est cette séparation entre la politique et… tout le reste qu'il convient de combattre, car non seulement elle est un leurre, mais encore elle est pernicieuse. En effet, elle perpétue une image aliénante de la politique, prise en charge par les partis, vouée à la seule préoccupation électorale, au jeu de la « démocratie » représentative et à la participation institutionnelle. Elle amène à des formes graves d'(auto-)limitation (par exemple, formuler des revendications en retrait par rapport aux aspirations, pour qu'elles paraissent « réalistes » ou « négociables », selon une stricte démarche « syndicale », chacun devant rester à sa place – le reste est l'affaire des politiques… – et jouer le rôle convenu). Les partis politiques vivent de cette séparation : en récupérant dans leurs discours les aspirations exprimées au cours des luttes, ils se présentent comme leur « débouché » quasi naturel et incontournable, incitant à ce qu'on leur délègue le pouvoir de décider et de gérer tous les aspects de la vie.

Partout où des gens sont en mouvement, liés à des groupes sociaux, à des collectivités, pour que leur dynamique ne soit pas récupérée ni n'appuie la stratégie de quelque parti que ce soit, il faut qu'eux-mêmes aient une stratégie, qu'ils l'expriment, qu'ils la confrontent, qu'ils soulignent les ruptures qu'elle crée vis-à-vis de la société d'exploitation et d'oppression, et qu'ils explicitent la société alternative qu'elle dessine. Bref, qu'ils politisent leurs actions.

En tant que militant-es libertaires impliqué-es dans des luttes collectives, nous avons le rôle important de révéler en quoi ces luttes sont éminemment politiques, et d'en faire prendre conscience aux acteurs et actrices-mêmes. Ces luttes sont politiques non seulement dans leur forme, puisque c'est en agissant contre les conditions qui leur sont faites et contre les agressions qu'ils subissent que les gens recouvrent autonomie et liberté, se réapproprient du pouvoir sur leur vie, manifestent leurs capacités d'auto-organisation. Mais elles sont politiques aussi dans leurs contenus, puisque, bien que leur terrain puisse paraître partiel ou local au premier abord, leurs acteurs et actrices sont amené-e-s à élaborer leur propre stratégie, à formuler leurs objectifs et leurs désirs, à choisir la conduite et les formes de leurs actions, à exprimer ce dont leurs mouvements sont porteurs. C'est de là que peut venir et être consolidé le projet d'une autre société, de cette dynamique de gens en mouvement qui se soucient de maîtriser la forme, le contenu, les objectifs et les conséquences de leurs actions.

C'est dans ces situations de rupture, de questionnements, d'avancées que les gens deviennent une force de proposition individuellement et collectivement, ébauchent les germes d'une société autre et peuvent ouvrir à tous des perspectives annonciatrices d'un projet révolutionnaire. **Christine**

## AGIR

**Anaram Au Patac**
Mouvement de la gauche révolutionnaire occitane, éditeur de la revue *Har Far* (bilingue) « Nous voulons construire, ici et maintenant, les bases de notre émancipation culturelle, économique et sociale. Créer les réseaux de solidarité nécessaires pour pouvoir résister plus efficacement. C'est le sens de notre action, pour maîtriser notre destin d'hommes et de femmes exploités ici, en Occitanie, toujours en lien avec tous les autres peuples ».
*HAR, 2 costa de la Hont, 64000 PAU*

**AHT-ren Aurkako Asanblada**
Groupe d'opposition à la construction d'un TGV au Pays Basque Sud, luttant selon un mode assembléiste et avec des positions et des objectifs anti-capitalistes.
*AHT Aurkako Asanblada, 3243 Postakutxa, 20080 Donostia (Euskadi-Espagne)*

**Photo**
Manifestation contre le Forum de Davos à Bern le 22 janvier 2005.

engagement

# MILITANT & DOMINANT ?

**LES GROUPES LIBERTAIRES NE SONT PAS ÉPARGNÉS PAR LES DOMINATIONS QU'ILS COMBATTENT. CES DERNIÈRES SONT LE REFLET DE NOTRE SOCIÉTÉ SANS TOUTEFOIS Y ÊTRE AUSSI VIOLENTES.**


**AGIR**

**Klito**

Collectif non mixte féministe, a publié des petites considérations sur le patriarcat en milieu libertaire.

*klito@no-log.org*


**DE FAIT, IL EXISTE** une uniformité dans le milieu libertaire, composé plutôt d'individus masculins, blancs et hétéros. Hormis peut-être dans les groupes qui luttent spécifiquement contre le sexisme, le racisme, ou un problème particulier relatif à un groupe discriminé.

Les raisons peuvent être historiques, à l'instar du mouvement écologiste états-uniens, dont les pionniers étaient essentiellement des hommes blancs prospères, classistes, racistes et sexistes. Ces racines expliquent que ce mouvement est encore composé de façon prédominante par des personnes blanches de classes « moyennes » ou supérieures [1].

De façon plus prosaïque, les femmes sont moins disponibles pour des activités militantes quand elles effectuent déjà la majorité des tâches ménagères, des soins aux enfants et personnes âgées, etc. Et les personnes les plus opprimées, lorsqu'elles s'engagent dans un processus militant, seront plus dans des luttes immédiatement « vitales » pour elles (papiers, logement...).

Enfin l'image renvoyée par les groupes libertaires peut souvent être perçue de l'extérieur comme identitaire. Le « code vestimentaire » de mise [2] et le virilisme ambiant dans les cortèges en manifs par exemple peuvent être tout à fait rebutants.

Ce sont quelques éléments de réponses, mais il est finalement difficile d'expliquer précisément le pourquoi de cette composition homogène des groupes libertaires. On peut cependant ajouter que les groupes qu
sont rarement très hétérogèn
un problème spécifique.

## ÊTRE VIGILANT SUR NOS PR

Nous n'avons souvent pas c
cette homogénétié. De même r
pas plus conscience de la disc
sexiste au sein même des gr
En effet, quand il y a une certain
les rapports de domination, r
ment sexistes, ressortent trop so
Il suffit de penser aux prise
paroles, en réunion, AG ou déb
qui sont plus rares, plus courte
et plus « techniques » ou pr
gmatiques chez les femme
Elles se font plus souvent co
per la parole, et leurs position
ont généralement moins d
poids que celles des homme
La répartition des tâches est
elle aussi révélatrice : la prise
de notes, la cuisine si c'est une
réunion où l'on mange ensemble, qui s'en charge ? Les femmes sont celles qui accordent en général le plus d'attention à la convivialité dans les lieux de vie – c'est ce qu'on leur a appris ! – et pendant ce temps ces messieurs font de la politique !

La trans-lesbo-homo-bi-phobie est également présente, par l'invisibilité de sexualités non-hétéros. À quand un climat moins normatif, qui n'exclue aucune forme de sexualité en dehors des schémas dominants ?

Nous devons donc accorder une attention constante à ces problèmes. Ce n'est pas parce que nous nous proclamons « antisexistes », « antiracistes », etc, que nos comportements le deviennent automatiquement. Ce constat peut être déprimant, mais l'inverse serait en même temps fort étonnant : d'une société patriarcale, raciste, âgiste... ne naissent pas spontanément des ilôts d'égalité. À nous de les construire !

Toutefois nous ne devons pas tomber dans le travers qui consiste à passer son temps à essayer de résoudre les problèmes internes et du coup ne plus faire de politique vers l'extérieur. La particularité des démarches libertaires étant de dire qu'on souhaite que nos groupes soient le plus près possible de la société dans laquelle on souhaite vivre, tout en sachant que ce n'est pas en fonctionnant de manière idéale que la société évoluera pour autant !

Un des outils possibles est le fonctionnement en non-mixité, de façon occasionnelle ou permanente, en parallèle ou dans
parés. Il peut y avoir des groupes
es de femmes, mais aussi d'hom-
d'enfants... Ainsi nous ne per-
s pas ces problèmes de vue, et
vons être plus aptes à les dépasser.
exemple la non-mixité femmes
orte la possibilité d'une traduc-
politique de problèmes person-
s ou collectifs et peut permettre la
se en place de solutions. Elle
nne une vraie capacité à question-
le groupe.
re mouvementiste et pour l'auto-
mie des groupes est également
portant. En effet en laissant les
oupes, les personnes gérer elles mêmes
urs luttes et en essayant de ne pas
s diriger, on a plus de chance de ne
s être dans la position du dominant.
important est aussi de voir dans
uelle direction nous allons dans nos
roupes, vers un mieux ou un moins
ien, c'est pourquoi ces questions
oivent toujours être pointées du
doigt dans nos activités et pas
niées. **Anita**

1. introduction de **Igniting a revolution: Voices in Defense of the Earth** sous la direction de Steven Best et Anthony II Nocella, éditions AK Press, 2006

2. Voir « Politiquement correcte dans ma tête, morphologiquement incorrecte » de Lola Lafon dans **Au delà du personnel**, édition Atelier de Création Libertaire, 1998

engagement

# HISTOIRE D'UNE SCISSION

## L'EXEMPLE D'INFORMATIONS ET RÉFLEXIONS LIBERTAIRES

**L'HISTOIRE DES SCISSIONS N'EXISTE PAS. POURTANT, ELLE TRAVERSE CELLE DES GROUPES RÉVOLUTIONNAIRES. CETTE ABSENCE DE MÉMOIRE CONDUIT SANS DOUTE À REPRODUIRE LES MÊMES ÉCUEILS. CE TEXTE, EN DÉCRIVANT SIMPLEMENT LE CONFLIT QUI A TRAVERSÉ L'IRL, APPORTE UNE PIERRE À CETTE RÉFLEXION.**

**DANS UN HORS-SÉRIE SUR LE MILITANTISME,** il semblait impossible de ne pas aborder les scissions que certain-e-s considèrent comme une spécificité du mouvement libertaire, voire comme une de ses forces, ce qui est hautement discutable. J'ai choisi de raconter la scission qu'a connue la revue *IRL* en 1986, car ce qui l'a précédée est exemplaire en termes de rapports de pouvoir et d'occultation des divergences politiques au sein d'un groupe. Je suis d'autant plus à l'aise pour rapporter les faits tels que les ont vécus ceux qui ont été amenés à quitter *IRL* (dont je fus) que l'Atelier de création libertaire (ACL) a déjà donné sa version de l'histoire lors d'un numéro spécial d'*IRL* (n° 90) en 2002. Devant cette version falsifiée à la manière des staliniens, qui faisaient disparaître des photos officielles les camarades tombés en disgrâce, nous avions réagi alors par la rédaction d'un tract à diffusion ultraconfidentielle sur Lyon, qui pointait les omissions. Aujourd'hui pas plus qu'hier, nous n'avons le désir de polémiquer. Mais nous avons pris conscience que nous avons parfois à assumer ce qu'on appelle le « devoir de mémoire ».
C'est à partir de février 1979 que deux « Parisiens » (une et un) se mettent à titre personnel à écrire dans *IRL* (qui s'appelait à l'époque *Informations rassemblées à Lyon*). En 1982, à l'AG annuelle, ils proposent de soutenir le journal, dont la rédaction exsangue s'essoufflait et disait souhaiter la venue de sang neuf, en créant la rédaction parisienne d'*IRL* (qui s'appelle *Informations et réflexions libertaires* à partir d'octobre 1982). IRL devient un journal national. Il y a autonomie des deux rédactions, c'est-à-dire qu'il suffit qu'un texte soit approuvé par une des deux rédactions pour qu'il passe. L'essentiel des tâches matérielles (saisie, maquettage, montage, remise à l'imprimerie, gestion des abonnements) continue d'être effectué à Lyon. Ce mode de fonctionnement va durer environ quatre ans, tant qu'a duré la confiance. De quatre au départ, la rédaction parisienne est passée à quatorze en 1985. Elle a considérablement accru la diffusion en région parisienne et fournit une part importante des articles (c'est à elle que l'on doit *IRL* n° 59, intitulé « Solidarité avec la lutte du peuple kanak » – qui connaîtra la plus grande diffusion, au point qu'il faudra en faire un retirage). Mais 1986 va être l'année de son éviction. Trois points fondamentaux de désaccord ont été formulés à l'AG de 1985 et n'ont pu être dépassés, même en ayant recours à une AG extraordinaire convoquée début 1986. Les désaccords portaient sur la remise en cause par Lyon de l'autonomie des rédactions, le rapport entre *IRL* et l'ACL, la volonté de Paris de partager les tâches matérielles.

### L'AUTONOMIE DES RÉDACTIONS

Après quelques cafouillages au tout début (en 1982), le principe de l'autonomie rédactionnelle, qui seul garantissait l'égalité entre les deux rédactions, avait été retenu. Il est vrai que les choix d'une rédaction ne furent pas toujours appréciés par l'autre, mais jamais au point de rompre et, en outre, il y avait toujours possibilité de faire un article de réponse dans le numéro suivant. Malheureusement, en 1985, ce principe fut détourné. C'est ainsi qu'un article relatant les actions d'une des deux CNT espagnoles ne passa pas faute de place, nous dit Lyon. Deux mois plus tard, il ne passa pas non plus, ayant été oublié. Je ne me souviens pas s'il a été retrouvé pour le numéro suivant mais, six mois après qu'il eut été écrit, il avait perdu de son actualité, et l'on pouvait s'interroger sur la pertinence de sa parution. Une telle pratique n'était pas tolérable, de même qu'étaient intolérables pour nous les notes de désaveu ou les articles de réponse à nos textes, qui n'étaient pas communiqués et que l'on découvrait à la réception du journal. C'est ainsi, entre autres exemples, que nous avons découvert que le numéro sur la Kanaky se terminait par une note de Lyon s'interrogeant sur l'utilité d'avoir fait ce numéro, que la réponse à un article de Bookchin était flanqué d'un commentaire. Nous l'avons très mal vécu, tout comme les prises de position au nom d'*IRL*, qui ne nous étaient pas soumises et qui nous engageaient alors qu'en réalité elles n'étaient que le point de vue d'*IRL*-Lyon. Être les derniers à lire des articles avant la maquette ne donne pas le droit de les censurer ou d'y ajouter des commentaires, sauf à considérer que tous sont égaux, mais que certains sont plus égaux que d'autres.

### LES RAPPORTS ENTRE « IRL » ET L'ACL

La rédaction lyonnaise s'était lancée dans l'édition en créant l'ACL. À Paris, n'étant pas tentés par l'édition, nous n'étions engagés que dans la rédaction d'*IRL*. Il était hors de question de cautionner les choix éditoriaux de l'ACL, auxquels nous n'étions en aucune manière associés et avec lesquels nous avions même des divergences. *IRL* et ACL, pour nous cela ■■■

**FINALEMENT, L'HISTOIRE D'IRL EST D'UNE BANALITÉ AFFLIGEANTE. IL S'AGIT D'UN GROUPE QUI, EN PERTE DE VITESSE, ACCUEILLE CHALEUREUSEMENT DE NOUVEAUX ARRIVANTS QUI VONT LE DYNAMISER, MAIS FAIT TOUT POUR REPRENDRE LE POUVOIR QUAND IL LUI SEMBLE QU'IL LUI ÉCHAPPE EN PARTIE.**

■■■ faisait deux. Quelle ne fut pas notre surprise en apprenant par la rédaction lyonnaise qu'*IRL* était pour eux une production de l'ACL ! Du coup, nous comprenions pourquoi, dans l'ours d'*IRL*, « conception graphique et réalisation » n'était plus le fait de l'ACL, mais d'*IRL*-Atelier de création libertaire, pourquoi des brochures étaient éditées par *IRL*-Atelier de création libertaire (avec le premier, toujours en sigle, et le second développé) comme s'il s'agissait d'une coédition, pourquoi, en s'abonnant à *IRL*, on avait droit, comme cadeau, à une publication de l'ACL, pourquoi *IRL* était truffé de publicités pour les ouvrages édités par l'ACL. Pourtant, à l'AG de 1984, la distinction entre les deux structures avait été affirmée. D'autre part, le problème de la publicité avait été réglé, tout aussi collectivement, à l'issue d'une demande faite par la revue *Autogestion* (des notes, des communiqués, des critiques : oui, des encarts publicitaires : non). Question confusion entre les deux structures et publicités non souhaitées, le n° 62-63 de l'été 1985 atteignit des sommets. Au-delà des décisions collectives qui n'étaient plus respectées, la tentative de chapeautage d'*IRL* par l'ACL commençait à nous apparaître comme celle d'une prise en main d'IRL par la rédaction lyonnaise.

## LE PARTAGE DES TÂCHES MATÉRIELLES

Depuis toujours, la rédaction lyonnaise (six camarades en 1985) se plaignait de crouler sous le poids des tâches matérielles. C'était essentiellement la composition qui prenait du temps. À Paris, nous étions bien conscient-e-s de ce problème, mais c'était à Lyon que se trouvait la photocomposeuse achetée par souscription. De son côté, la rédaction parisienne avait des critiques à formuler concernant la maquette, que l'on ne trouvait pas suffisamment travaillée politiquement (une première de couverture n'ayant trop souvent qu'un intérêt esthétique ; une page 3, celle sur laquelle on ouvre le journal, presque toujours réservée à un pseudo-éditorial rédigé par le même camarade lyonnais). Dans le but de décharger Lyon et pour un meilleur partage des tâches, Paris a donc proposé, en 1985, de payer une partie de la composition en attendant de trouver le moyen de la faire nous-mêmes, de réaliser alternativement sur Lyon et Paris la maquette et le montage, et qu'au moment de cette opération un-e camarade de l'autre rédaction se déplace pour assurer la coordination, que les deux rédactions proposent des textes, signés par leur-s auteur-s, pour la page 3, et que ceux-ci circulent entre les deux rédactions afin d'être choisis. Pour la comptabilité, nous avions déjà proposé deux ans plus tôt, sans succès, de la reprendre.

L'AG de septembre 1985 a été prise en charge par Paris et s'est tenue à Montreuil. Le désir qu'il en soit ainsi avait été émis par certains Lyonnais et, pour notre part, nous trouvions que c'était bien, car il nous semblait plus facile de déplacer six personnes que quatorze. L'AG n'a pas été facile, mais l'espoir de pouvoir de nouveau, correctement, continuer ensemble est revenu avec la réaffirmation de l'autonomie rédactionnelle, la décision d'abandonner les pratiques consistant à censurer ou commenter des articles proposés par l'autre rédaction, l'acceptation de publicités pour l'ACL (dans des proportions raisonnables, et en indiquant bien qu'*IRL* et l'ACL étaient des structures distinctes), la rédaction d'un texte intitulé « Modus vivendi », détaillant un certain nombre de dispositions pratiques, déchargeant Lyon d'une partie des tâches matérielles, et renforçant les échanges et la coordination entre les deux rédactions. À Paris, les compteurs ayant été remis à zéro, nous pensâmes que nous repartions du bon pied. Mais en réalité, rien n'était réglé. Fin octobre, après la sortie du n° 64, nous avons connu de nouvelles turbulences. Il faut dire que le canard avait été interdit de vente à Publico (actuellement Librairie du Monde libertaire) à cause d'un communiqué évoquant la suppression d'un certain nombre d'émissions de Radio Libertaire qu'animaient, à titre individuel, des membres d'*IRL*-Paris, et que Lyon souhaitait faire paraître une interview donnant un point de vue officiel sur Radio Libertaire. À Paris, nous estimions cette publication pour le moins inopportune. Lyon se rangea à notre avis, mais en se sentant contraint, voire forcé. Mais le pire était à venir. Ce fut le n° 65. Il fut fabriqué à Lyon, où, finalement, le membre de la rédaction parisienne désigné pour s'y rendre ne put le faire, la date de la maquette ayant été repoussée trois fois. Ce n° 65 nous arriva donc, et nous découvrîmes qu'un nouveau communiqué rédigé par Paris, annonçant que le numéro précédent avait été interdit de vente à Publico, était suivi d'un communiqué de désaveu signé *IRL*-Lyon, qu'il y avait cinq pages de publicité pour l'ACL, dont quatre sur papier épais et glacé, agrafées au milieu du journal, qu'il était conseillé, en quatrième de couverture, pour les « cadeaux de Noël et du jour de l'an » (sic), d'acheter des livres dans les librairies libertaires, dont Publico. Les plus anciens membres d'*IRL*-Paris commençaient à ne plus envisager d'autres solutions que le départ d'*IRL*, ce qui posait le problème du devenir du groupe de Paris. Les plus récemment rentrés

## PAS D'HISTOIRE DE NOS HISTOIRES

**L'HISTOIRE du mouvement révolutionnaire pourrait être vue, lue à travers les scissions, conflits et autres engueulades. Pourtant, impossible d'en connaître l'histoire. Mis à part quelques textes de réglements de compte, pas d'analyses, peu de réflexions sur des histoires qui se répètent régulièrement. Ces conflits sont souvent douloureux pour ceux qui les vivent, déstabilisants pour des militants qui se retrouvent face à des pratiques opposées à celles qui motivent leur engagement. Un oubli de réflexion comme si la seule chose qui comptait était la révolution, même si cela fait des dégâts ?**

gardaient espoir et voulaient régler les problèmes par la discussion. De Lyon, une lettre signée par dix-huit camarades appartenant à des structures comme la librairie La Gryffe ou le Collectif utilitaire lyonnais (CUL) exhortait les deux rédactions à résoudre leurs problèmes de manière définitive – l'ensemble du mouvement libertaire, écrivaient-ils, ayant tout à perdre d'une séparation. La rédaction parisienne proposa donc la tenue d'une AG extraordinaire en présence d'observateurs pouvant intervenir (deux camarades de La Gryffe furent témoins de nos débats), avec comme seul ordre du jour le bilan depuis l'AG de septembre et les rapports entre les deux rédactions.

L'AG eut lieu fin février à Lyon. Nous descendîmes à sept, avec pour unique mandat d'obtenir des réponses précises sur les trois points de conflit. Il nous fut répondu oui à l'autonomie rédactionnelle, mais avec un droit de blocage des « articles à problème ». Il nous fut répondu oui à l'alternance de la fabrication, mais uniquement pour le n° 67, le n° 68 devait « rentrer » à Lyon, et c'est à l'AG suivante que devait être prise la décision de continuer ou non l'alternance. Quant au problème de la distinction entre *IRL* et l'ACL, nous ne pûmes obtenir aucune avancée dessus.

Il n'était plus possible de fonctionner avec Lyon. Les sept camarades descendus de Paris, chacun à travers sa propre subjectivité, en avait fait l'amer constatation. Ils l'expliquèrent à ceux qui étaient restés à Paris. Nous ne pouvions accepter de n'avoir plus comme rôle que de proposer des textes à *IRL*-Lyon, qui déciderait de leur passage. En outre, il nous apparaissait clairement que, si la rédaction lyonnaise se plaignait d'être surchargée de travail, elle ne désirait pas vraiment s'en laisser décharger, car de ce fait elle aurait perdu une partie du pouvoir qu'elle avait sur le journal. Les plaintes permanentes qui émanaient d'elle lui permettaient également de repousser toute contestation de ce qu'elle faisait ou avait fait. Dans le n° 67 d'*IRL* de mai-juin 1986 figure un très bref communiqué indiquant que nous cessons notre collaboration à la revue. Notre préoccupation première était de préserver l'existence du groupe de Paris. Nous pouvons dire que nous y sommes parvenus, en restant à douze pour continuer de faire ce qui nous unissait, c'est-à-dire une revue, éditée par un groupe dont ce n'était pas l'activité militante unique et principale. C'est ainsi que nous avons créé *Noir & Rouge*, dont le premier numéro, prêt en juin 1986 et diffusé à partir de septembre, fut suivi de trente-deux autres.

Finalement, l'histoire d'*IRL* est d'une banalité affligeante. Il s'agit d'un groupe qui, en perte de vitesse, accueille chaleureusement de nouveaux arrivants qui vont le dynamiser, mais fait tout pour reprendre le pouvoir quand il lui semble qu'il lui échappe en partie. Tout est bon alors pour parvenir à ses fins – du manquement aux règles établies jusqu'au refus de partager des tâches matérielles contre l'ennui desquelles on a toujours pesté, en passant par le développement (inconscient ?) de stratégies (ici, faire d'*IRL* une dépendance de l'ACL). Notons que, pour une fois, il ne s'est pas agi de problèmes de personnes, mais de divergences politiques profondes masquées par une conviction commune affirmée, celle de la nécessité de s'organiser, de façon non spécifique, sur un projet concret : la revue. Mais pour Lyon, la revue n'était qu'un moyen parmi d'autres, comme l'organisation de colloques très universitaires et la création d'une maison d'édition pour en publier les actes, afin de tenter de devenir un centre de rayonnement d'une pensée libertaire destinée à influencer l'époque. Pour Paris, la revue était un moyen d'expression pour des militant-e-s intervenant dans les mouvements sociaux, tout comme une possibilité d'exister et d'apparaître en tant que groupe au sein, voire au-delà, du mouvement libertaire. Nous avions conscience de ces divergences mais, tant que la confiance régnait, elles ne nous ont pas empêché de fonctionner ensemble. La confiance entamée, la scission est devenue inévitable. **Scylla d'après les souvenirs d'ancienne-s d'IRL-Paris**

## LES RAPPORTS DE POUVOIR AU CŒUR DE NOS LUTTES

**LE MOUVEMENT LIBERTAIRE se distingue d'autres traditions politiques en pointant le pouvoir comme un danger qui traverse nos sociétés et nos propres organisations. Le fonctionnement des groupes libertaires cherche à éviter la prise du pouvoir par quelques-uns. Cela passe par des modes de prise de décisions bien particuliers comme des mandats plutôt que des délégations de pouvoir, la révocabilité des mandatés ou parfois la prise de décision à l'unanimité ou au consensus… Notre manière de nous organiser pour lutter est aussi importante que la lutte ! Pourtant la réalité est souvent en décalage avec les intentions.**

**À diaboliser le pouvoir, les libertaires s'empêchent de le penser et de le combattre. Le pouvoir est la capacité à obtenir des personnes qu'elles se comportent comme on le souhaite. De fait, il existe dans les rapports sociaux, qui plus est dans un monde capitaliste fondé sur la hiérarchie. Or, l'existence de ces rapports de pouvoir est souvent niée dans nos groupes. Une négation caractérisée par des injonctions de type : « il n'y a pas de chefs ! », « personne n'a le pouvoir chez nous, on ne vote pas ! » ou par la positive : « nous sommes autogérés », « on est tous égaux ». Pas besoin d'être un anthropologue affûté, pour constater que nos groupes sont traversés par des rapports de pouvoir : des personnes sont plus influentes (doux euphémisme !), les décisions ne sont pas forcément prises en réunion, et les décisions prises en réunion ne sont pas forcément appliquées !!**

**Le pouvoir traverse bien nos organisations libertaires ou collectifs autonomes. Plutôt que de nier l'existence de rapports de pouvoir, il vaudrait mieux d'abord les visibiliser. Par exemple, on sait que certaines situations – géographiques, affectives, professionnelles – conduisent des personnes à avoir plus d'informations ou de place que d'autres. L'information est cruciale pour prendre des décisions. Lors de la réunion d'un groupe même libertaire, il existe un déséquilibre entre le militant sans aucune info et celui qui a discuté toute la semaine avec tout le monde du sujet. C'est au groupe d'assumer et de gérer cette inégalité.**

**Sans se lancer dans un procès stalinien – au contraire – cela peut permettre à l'organisation d'en sortir par le haut et contribuer à impliquer plus de monde dans les prises de décisions. Des mécanismes existent (« bidule a du pouvoir parce qu'il fait ça ») que mettons-nous en place pour partager ces tâches techniques, pour les faire tourner ? Inversement « machin ne s'exprime jamais en réunion », que mettons nous en place pour que tout le monde s'exprime ? Loin de nier l'existence de rapports de pouvoir, c'est en assumant leur réalité que nous avancerons, et en rendant visible ce pouvoir qu'on le combattra plus facilement dans nos groupes, mais plus important encore, dans la société. *Gildas***

# ABCDAIRE RÉVOLUTIONNAIRE

## ON A TOUJOURS BESOIN/RAISON DE SE RÉVOLTER CONTRE…

### L'ÂGISME

« Le stéréotype du vieillard impotent, entravé, se traînant sur sa canne ou grabataire, tremblotant (sucrant les fraises), ratatiné, dur de la feuille, n'y voyant plus très clair, sert de repoussoir par rapport au modèle de la jeunesse performante. »
(Suzanne Weber, *Avec le temps…*)

### L'ARGENT

« Tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura pas pour tout le monde. »
(Anonyme)

### L'ARMÉE

« La guerre serait un bienfait des dieux si elle ne tuait que les professionnels. »
(Jacques Prévert, *Fatras*)

### LA BAGNOLE

« Si jamais l'automobile venait à se généraliser, cela engendrerait un égoïsme terrible chez l'être humain. Cela entraînerait une violence dans des proportions que nous n'avons encore jamais connues. Ce serait la fin de la famille telle que nous l'avons connue : trois ou quatre générations partageant avec bonheur le même foyer. Cela anéantirait nos relations avec notre voisinage et l'idée même de la communauté. Nous verrions de gigantesques villes se créer comme des cancers, des banlieues résidentielles à la fausse opulence, une campagne aux paysages ruinés, des agglomérations encerclées par des usines destructrices pour la santé, des fermes industrielles spécialisées. Cela ferait de chaque homme un tyran. »
(R.A. Lafferty, chroniqueur de la fin du XIX[e] siècle)

### LA BIOMÉTRIE

« Au royaume des aveugles, les bornes biométriques… »
(Celia Izoard)

### LA BUREAUCRATIE

« Le moyen le plus rationnel que l'on connaisse pour exercer un contrôle impératif sur des êtres humains. »
(Max Weber, *Économie et société*)

### LE CAPITALISME

« Le Capital mourrait si, tous les matins, on ne graissait pas les rouages de ses machines avec de l'huile d'homme. »
(Jules Vallès, *Jacques Vingtras : l'insurgé*)

### LE COLONIALISME

«Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le droit de civiliser les races inférieures. »
(Jules Ferry, Discours devant la Chambre des députés, 29 juillet 1885)

### LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

« L'activité économique a une finalité. Elle doit permettre à une collectivité de satisfaire ses besoins, en fonction de ses ressources, de ses choix propres, de sa culture, etc. […] Le capitalisme industriel a changé les données du problème. […] Il a fait naître une illusion, qui a engagé l'humanité entière dans la plus stupide des aventures. Il a amené tous les "pouvoirs" à croire que le problème de n'importe quelle société est de former de la richesse par les moyens qu'il emploie lui-même (la technologie) afin de satisfaire, grâce à cette richesse, les besoins de la société. »
(François Partant, *Que la crise s'aggrave !*)

### LA CULTURE DE MASSE

« Tenant à leur discrétion les mass média, dont la capacité de suggestion ne cesse de croître, les publicitaires sont en mesure de gérer, en permanence et selon leurs intérêts propres, tout le fonds de l'imaginaire dans les cultures occidentales. »
(Pascal Lainé, *B. comme Barabbas*)

### LA CHASSE

« La chasse, c'est le défouloir national, c'est la Villette des frustrés, la chasse, c'est la guéguerre permise aux hommes en temps de paix. »
(Tachan)

### L'ETAT

« L'État est le plus froid des monstres froids. Il ment froidement ; et voici le mensonge qui s'échappe de sa bouche : "Moi l'État, je suis le peuple." »
(Friedrich Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*)

### L'EXPLOITATION ANIMALE

« Au vu de ses conséquences extrêmes, l'exclusion de la nature et des autres espèces du domaine de l'éthique laisse perplexe. La souffrance imposée sans nécessité aux animaux […] créent une dangereuse accoutumance à la permissivité »
(Serge Latouche, *Justice sans limite*)

### LE FASCISME

« Les notions de citoyen et de soldat sont inséparables. »
(Benito Mussolini, *Fascisme*)

### LA GUERRE

« C'est avec les pauvres que les riches se font la guerre. »
(Louis Blanc, *Organisation du travail*)

### LA HIÉRARCHIE

« C'est comme les étagères, plus c'est haut moins ça sert ! »
(Anonyme)

## L'IMPÉRALISME

« Un mouvement irrésistible emporte les grandes nations européennes à la conquête de terres nouvelles. [...] La politique coloniale est fille de la politique industrielle. »
(Jules Ferry, *Tonkin ou la mère patrie*)

## L'INDUSTRIE

« La structure économique et technologique d'une société est de loin plus importante que la structure politique pour déterminer la façon dont l'homme moyen vit. »
(Theodore Kaczynski, *La Société industrielle et son avenir*)

## LA LESBO-GAY-BI-TRANSPHOBIE, L'HOMOPHOBIE

« L'homophobie, en raison de sa fonction sociopsychique, préserve, tel un condom, les hétérosexuels de la féminité en empêchant toute forme d'intrusion masculine extérieure : c'est une douanière du genre masculin. Nous pourrions dès lors supposer que l'homophobie est constitutive de la psychogenèse de tout individu masculin. »
(Christophe Gentaz, *La peur de l'autre en soi*)

## LES MÉDIAS DOMINANTS

« Les médias reflètent ce que disent les gens, les gens reflètent ce que disent les médias. Ne va-t-on jamais se lasser de cet abrutissant jeu de miroirs ? »
(Amin Maalouf, *Le Premier siècle après Béatrice*)

## LES NANOTECHNOLOGIES

« Contributions grenobloises à l'automatisation du cheptel humain. »
(Pièces et Main d'œuvre)

## LE NUCLÉAIRE

« L'industrie atomique peut supporter des catastrophes comme Tchernobyl tous les ans. »
(Hans Blix, président de l'AIEA, 1986)

## LE PATRIARCAT

«Je n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Tout ce que je sais, c'est qu'on me traite de féministe chaque fois que mon comportement ne permet pas de me confondre avec un paillasson. » (Rebecca West, 1913)

## LES PATRON-NE-S

« Les grands patrons ne sont jamais trop payés. La limite, c'est l'acceptabilité sociale. »
(Claude Bébéar, PDG d'AXA, 2005)

## LA POLICE

« Des terroristes avec de bons états de service »
(Bob Black, *Thèse sur le Groucho Marxisme*).

## LES POLITICIEN-NE-S

« Nul médecin ne fera du choléra un état agréable et nul politicien ou sociologue ne bannira la lutte et la souffrance du monde. »
(Alexandra David-Neel)

## LA POLLUTION

« Les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico [...] Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés [...] et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir l'âge de cinq ans [...] Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. De ce point de vue, une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où ce coût est le plus faible, autrement dit où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable. »
(Lawrence Summers, alors vice-président de la Banque Mondiale, actuel président de Harvard)

## LA PRISON

« Quoi d'étonnant si la prison ressemble aux usines, aux écoles, aux casernes, aux hôpitaux, qui tous ressemblent aux prisons ? »
(Michel Foucault, *Surveiller et punir*)

## LA PUBLICITÉ

« La publicité est l'industrie de promotion de l'industrie. »
(Mouvement Autonome de Réflexion Critique à l'Usage des Survivants de l'Économie)

## LE RACISME

« Le racisme est la valorisation, généralisée et définitive, de différences, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de légitimer une agression. »
(Albert Memmi)

## LA RELIGION

« Opération consistant à sectionner certaines fibres nerveuses du lobe frontal du cerveau. »
(*Dictionnaire encyclopédique Larousse*, article « lobotomie »)

## LE TRAVAIL ALIÈNE

« Le travail, c'est le goulag plus la clim'. »
(tag sur un mur du quartier latin durant le mouvement anti-CPE, 2006)

## LE SPORT

« Ainsi, des millions de corps entraînés au sport, imprégnés d'amour pour la patrie et remplis d'esprit offensif pourraient se transformer, en l'espace de deux ans, en une armée. »
(Adolf Hitler, *Mein Kampf*)

## LA TECHNOLOGIE

« La technologie est une force sociale plus puissante que l'aspiration à la liberté. »
(Theodore Kaczynski, *Le Progrès, c'est mal !*)

## LA TECHNOSCIENCE

« La science moderne consiste à construire des faits à partir de machines. »
(Dominique Pestre, conférence publique)

## LA TÉLÉVISION

« La télévision joue avec le réel et met entre la vie et nous un écran sur lequel ne s'agitent que des ombres. »
(Jacques Ellul, *Le bluff technologique*)

## LE TOURISME

« Le tourisme est l'industrie qui consiste à transporter des gens qui seraient mieux chez eux, dans des endroits qui seraient mieux sans eux. »
(Jean Mistler, *Faubourg Antoine*)

luttes

# SI J'AVAIS UN MARTEAU...

## LUDDISME ET BRIS DE MACHINES

**ANTONIUS BLOK A PARTICIPÉ À L'ACTION AYANT ABOUTI AU BRIS DE MACHINES BIOMÉTRIQUES DANS LA VALLÉE DE CHEVREUSE ET DRESSE ICI UN PANORAMA DES RACINES ET DE L'HÉRITAGE DU LUDDISME.**

**OÙ EST DONC LE GÉNÉRAL LUDD ?** Au détour d'une rue parisienne, vers les quartiers nord, quelqu'un avait inscrit cette question au pochoir. Pas un slogan ni une déclaration d'intention, non plus un appel à se rallier à de nouvelles armées, là formées et ouvrant leurs rangs, mais plutôt une bouteille à la mer. Roi Ludd, général ou capitaine Ludd est le nom qui rassemble, de 1811 à 1815, la résistance aux nouvelles technologies du textile dans les comtés du Centre et du Nord de l'Angleterre, en particulier celle des tondeurs de laine qui s'attaquaient systématiquement aux tondeuses mécaniques. « Ce chef à qui ils ont juré de vaincre ou de périr », selon un magistrat [1], a d'abord angoissé les autorités parce qu'elles croyaient à son existence et le cherchaient en vain. Vint ensuite le moment où elles furent d'autant plus alarmées de s'apercevoir qu'il n'existait probablement pas. Ludd revêtait un caractère d'autant plus menaçant qu'on réalisait qu'il y avait là bien plus qu'une affaire de personne, que Ludd recouvrait en réalité, dans ces régions, l'affaire de tout le monde. « C'est le fait qui intriguera le plus les ministres, ils ne peuvent trouver d'agitateurs. C'est un mouvement du peuple lui-même », soulignait Cobbett. Éponyme toujours relancé avec une pointe d'ironie, satisfaction renouvelée d'épouvanter et de berner les magistrats, le général Ludd désigne à la fois une identité et une expérience de lutte, un peu comme on dit « la Commune » ou « le maquis ». Il y a là toute une tradition cachée à mettre au jour, qui consiste en une résistance aux innovations imposées d'en haut et en une culture de l'autonomie, dont le bris de machines constitue l'un des traits dominants. Face à la course à l'innovation délirante qui innerve aujourd'hui toutes les structures de pouvoir, que pouvons-nous nous réapproprier de cette expérience ?

On aurait tort de résumer le luddisme à un bref épisode d'audacieuses destructions menées par des ouvriers déjà réduits à la condition de travailleurs en usine, tentant furieusement de s'arracher aux chaînes de la grande industrie. Le moment luddite à proprement parler n'est que le point d'orgue et la fin d'un demi-siècle de résistance des communautés locales à la mécanisation de l'activité textile. Frome, 1767 : cinq cents émeutiers détruisent une apprêteuse, machine servant au finissage de la laine ; Shepton Mallet , 1776 : une foule détruit une dizaine de *spinning-jennies*, détruit la maison d'un manufacturier et résiste aux charges des dragons à coups de pierres ; Bradford on Avon, 1791 : la foule détruit une briseuse de laine sur le pont de la ville ; Gloucestershire, 1795 : émeutes de la faim et bris de machines dans toute la région ; Wilshire, 1802 : campagne de destruction systématique des moulins à lainer, lettres de menace, incendies. Pendant toute la fin du siècle, à l'Ouest, « la première phase de la mécanisation de la laine s'est faite à l'ombre de la protection coercitive de l'armée. » [2]. Dès lors qu'elle quittait la zone, les destructions reprenaient.

### ORGANISATION CONTRE INDUSTRIALISATION

À partir de la fin du XVIII[e] siècle, la modernisation attaque les ouvriers de la laine sur trois fronts. D'un côté, les nouvelles machines : elles « falsifient » les produits et donc ruinent la réputation des producteurs ; elles divisent par trois ou quatre le nombre d'ouvriers requis ; elles transforment le travail d'atelier, où les maîtres travaillent avec les ouvriers et partagent leur mode de vie, en travail d'usine : surveillance, horaires et monotonie – et bien souvent, exode. Parallèlement, certains industriels ou maîtres drapiers adeptes de la modernisation battent en brèche la réglementation de l'apprentissage en employant des *colts*, jeunes sans formation payés moins cher, étrangers à la communauté de travailleurs déjà existante et à leurs règles. Les machines, comme le *colting* (et les *colts* seront naturellement les premiers à travailler sur elles), font insulte aux savoir-faire multiples de l'activité textile, déqualifiant les ouvriers et vidant le travail de son sens : fabriquer un bel objet, s'approprier et transmettre une technique complexe et, partant, ne pas être substituable dans un atelier. Enfin, tout ceci, à quoi il faut ajouter la naissance d'un marché international, renforce la concurrence entre drapiers qui tendent à baisser les salaires.

1. Cité par Kirkpatrick Sale, **La Révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation**, trad. Celia Izoard, L'échappée, 2006.

2. A. Randall, **Before the Luddites**, Cambridge University Press, 1991, p. 103-104. Les populations ouvrières étaient très faiblement gouvernées jusqu'au milieu du XIX[e] siècle, un simple coup d'œil sur ces pages d'histoire permet de mesurer notre aliénation. La police n'existait pas, les magistrats recrutaient des agents dans la population, généralement très réticente à s'enrôler. La présence des soldats était donc à la fois le seul et l'ultime recours de cet État en cours de modernisation.

3. A. Randall donne un très bon résumé de la bataille idéologique qui préside à la modernisation, montrant que, de même qu'aujourd'hui, les arguments des premiers passent progressivement de l'éloge des bienfaits apportés par les machines à la menace de ce qui adviendra si l'on s'y refuse : « Il est très significatif qu'à mesure que la première vision euphorique touchant aux bienfaits des machines cédait le pas à une argumentation fataliste sur les dangers de ne pas mécaniser la production, (les menaces de délocalisation) se multipliaient. », **Before the Luddites**, p. 234.

Face au *colting* et à la diminution des salaires, la grève était efficace. En 1803, à Leeds, les tondeurs de laine s'organisent contre le *colting* par un système de souscriptions et de serments, ils éditent une liste noire de tous les *blacklegs* (jaunes) travaillant au rabais, ils les encouragent vivement à intégrer la corporation ou les intimident. Ils parviennent à contraindre le patron de l'atelier à négocier à l'issue d'une longue grève qu'ont permis les fonds récoltés. En revanche, pour contrer l'arrivée des machines, les ouvriers s'aperçoivent rapidement que la négociation forcée les dessert plus qu'autre chose : en leur absence, les maîtres remplacent les ouvriers par les machines ou font faire le travail dans des ateliers mécanisés, plus loin. D'autre part, négocier sur les machines, ne serait-ce qu'une fois, signifie les laisser pénétrer dans les ateliers. Il ne sera alors plus possible de lutter sur le terrain juridique en faisant valoir certains textes de loi anciens qui les interdisent : comment ne pas céder la fois suivante ? Aussi l'action directe, bris de machines et incendie des maisons des patrons, s'avère-t-elle plus efficace que la grève et le boycott des produits « falsifiés ». Surtout contre les manufacturiers plus importants, moins ancrés localement, moins effrayés par l'ostracisme, et donc moins prêts à négocier. Les machines représentent un investissement lourd que la menace de casse rend encore plus hasardeux. Enfin, le bris de machines s'appuie sur les émeutes de la faim, courantes à l'époque, ce qui diminue le besoin de clandestinité et inscrit cette pratique dans une mise en scène de la justice populaire, réalisée collectivement sur la place publique.

Peu à peu, l'ancrage local qui faisait la force de la résistance – la solidarité, la connaissance des alliés, des ennemis et des enjeux régionaux, la dépendance des maîtres à l'égard des ouvriers qualifiés – doit être repensé en fonction d'un paramètre nouveau : pour peu qu'elle ne rencontre pas de résistance, la grande industrie peut s'implanter n'importe où, puisqu'elle est coupée de la tradition de production, des savoir-faire et des matières premières, qui lui sont attachés. Les entrepreneurs faisaient valoir aux habitants des bourgs que leur refus des machines les perdrait, que la production déserterait les lieux [3], et certains maîtres envoyaient effectivement l'ouvrage ailleurs. Vers 1800, les apprêteurs de laine mettent en place la *Brief Institution*, un redoutable système d'association fédérale regroupant toutes les corporations locales sur des bases minimales, sans pouvoir exécutif chapeautant le tout, laissant donc aux apprêteurs de chaque zone une totale liberté d'action en fonction de la situation locale. La *Brief Institution* regroupait presque tous les apprêteurs de laine du pays, de l'Ouest au Yorkshire en passant, semble-t-il, par le Gloucestershire. Elle témoigne d'une solidarité que les manufacturiers ne pouvaient égaler, eux-mêmes rivaux et très divisés sur la question des machines. Elle finançait les actions en justice jusqu'en 1809, date de la révocation des lois sur l'apprentissage qui marque le choix du Parlement d'appuyer les nouveaux industriels, en même temps que l'abandon, pour une grande partie des ouvriers et pour un temps, de la voie légaliste. À tout cela succédera la révolte plus connue des « Hommes de Ludd », quinze mois d'attaques de manufactures, assorties d'incendies, de vols d'armes dans les arsenaux et d'émeutes. Elle s'appuie sur toutes ces expériences préalables qu'elle précipite, pour ensuite céder le pas à une organisation insurrectionnaliste clandestine.

## LA TRADITION DU BRIS DE MACHINES

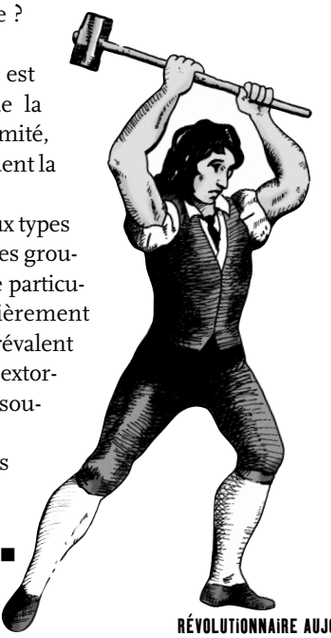
On est alors tenté de dire que les luddites n'ont pas constitué l'exception, mais bien plutôt la norme. Car le bris de machines, en Angleterre, s'appuie sur une tradition politique bien ancrée :

**1°** On y trouve une volonté constante de protéger la maîtrise de la production et l'indépendance résultant de la puissance de négociation des ouvriers, elle-même liée à la qualité de leur travail. Il ne s'agit pas d'une opposition aux machines en tant que machines (par exemple, les tondeurs ont accepté la tondeuse mécanique de façon marginale, pour le finissage de certains tissus épais, etc.), mais en tant qu'instruments de la nouvelle économie politique, à laquelle ces populations sont clairement opposées. Pourquoi produire plus et plus vite ? À quoi bon une croissance illimitée ?

**2°** La résistance des briseurs de machines est largement comprise par les habitants de la région, qui en sont partie prenante. La proximité, la solidarité, une sociabilité florissante rendent la communauté de lutte quasi évidente.

**3°** Le bris de machines est l'un des nombreux types d'action directe dont usent les syndicats et les groupes informels, il n'est ni considéré comme particulièrement « violent » ni comme particulièrement « radical », à la différence d'aujourd'hui. Prévalent le pragmatisme et la réactivité : incendies, extorsions de fonds et destructions complètent souvent les recours en justice et les pétitions.

Les machines de production sur lesquelles s'est bâti le capitalisme industriel entretiennent une parenté évidente avec les nouvelles technologies d'aujourd'hui, le ■■■



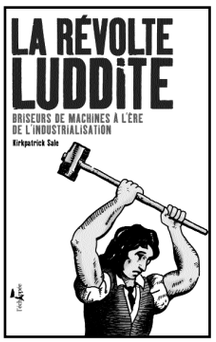
## AGiR

**Groupe Oblomoff**
*21ter, rue Voltaire*
*75011 Paris*
*oblomoff@no-log.org*

**Coordination contre la société nucléaire**
*c/o CNT-AIT, BP 46,*
*91103 Corbeil cedex*
*ccsn@no-log.org*

**L'isolement, la rivalité et le déracinement suscités par la concrétisation des thèses du libéralisme ne suffisent pas à bannir tout à fait le jeu des sensibilités, et donc la vie politique. Il s'agit donc maintenant d'automatiser toutes les activités humaines qui nécessitaient encore des rencontres et des discussions.**

## A LIRE




**La Révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation,** Kirkpatrick Sale, 360 p., L'échappée, 2006

## AGIR

**Soutenez les inculpé-e-s de la biométrie**, accusé-e-s d'avoir brisé deux machines biométriques à la cantine du lycée de Gif-sur-Yvette. *Dons au Cheval Noir, 63, rue Georges Boisseau, 92110 Clichy (chèques à l'ordre du Cheval Noir).*

■■■ *high-tech*, issu entre autres du développement de l'informatique. Plus encore qu'alors, l'innovation scientifique et technologique est aux avant-postes de la guerre économique. C'est le moteur de la croissance et surtout, le principe de ce changement perpétuel que l'on nomme « progrès », plus justement appelé par David Noble « débandade historique ». Une histoire humaine imposée suit son cours hors de notre portée, à mesure que les désastres engendrés ouvrent de nouveaux marchés et suscitent l'affairement des chercheurs dans les laboratoires : manipulation génétique, nucléaire, nanotechnologies, conquête des autres planètes, etc. D'autre part, on parle beaucoup des « technologies de surveillance électronique » oubliant parfois qu'à l'instar des machines du XVIII[e] et XIX[e] siècles, c'est toujours en première instance le gain de productivité qui motive leur diffusion, puisque notre industrie repose sur la vitesse de transmission de l'information et la vitesse de circulation des marchandises et des personnes. Enfin, bien que le démantèlement des formes de vie autonomes soit presque consommé, les nouvelles technologies accroissent de la même façon qu'au cours de la première révolution industrielle, mais de manière incomparable, notre dépendance aux experts de l'État, des entreprises, des organismes supranationaux. La question de l'autonomie politique des communautés étant réglée, c'est l'autonomie individuelle que l'on tente de réduire. Des dispositifs toujours plus nombreux transforment le corps en interface de la transmission d'informations (micro-puces RFID, biométrie, implants) et mettent en place une forme de gouvernement automatisé, indépendant de la pensée et de la parole. L'isolement, la rivalité et le déracinement suscités par la concrétisation des thèses du libéralisme ne suffisent pas à bannir tout à fait le jeu des sensibilités, et donc la vie politique. Il s'agit donc maintenant d'automatiser toutes les activités humaines qui nécessitaient encore des rencontres et des discussions.

## S'AUTONOMISER DU CAPITALISME

Il y a continuité, donc, dans la nécessité de lutter contre l'innovation technologique telle qu'elle se fait, compte tenu du type de monde qu'elle construit. Néanmoins, c'est justement dans la mesure où le luddisme signifie bien plus que le bris de machines, mais une unité de lieu et de fins, un monde à défendre et des modes de vie à protéger, que le luddisme semble aujourd'hui hors de notre portée. Lutter contre le capitalisme industriel aujourd'hui requiert justement une nouvelle pratique du bris de machines, dont l'objectif serait de recréer certaines conditions de possibilité du luddisme : autonomie politique, solidarité et compréhension du rôle que jouent les nouvelles technologies dans notre assujettissement. Quelle sera alors la pratique qu'appelle notre propre situation politique ?

**1° Convaincre.** Les populations luddites étaient d'accord sur les nuisances des nouvelles technologies. Le bris de machines servait moins à convaincre de leur nocivité qu'à les faire très concrètement disparaître du paysage, et c'était possible. Aujourd'hui, c'est à l'engouement que se diffuse le mieux le *high-tech* : il pourvoit des satisfactions compensatoires non négligeables, les portables palliant l'isolement et le sentiment d'abandon, les RFID et la biométrie offrant des super-pouvoirs au milieu de l'impuissance générale. Le marketing, d'ailleurs meilleur client des nouvelles technologies, sait répandre des images et des usages en moins de temps qu'il ne faut pour s'en rendre compte. La lutte contre le *high-tech* ne peut donc pas se permettre de rester muette, de faire confiance à la symbolique du marteau, qui passera aisément pour du « vandalisme » ou de l'« obscurantisme ».

**2° Briser un tabou.** La destruction elle-même est intégrée au processus économique, et les promoteurs des nouvelles technologies ont plus que les moyens non seulement de les diffuser à toute allure, mais aussi de les remplacer. Mais la casse peut servir à désacraliser notre rapport aux technologies. C'est violent, de taper sur de la ferraille et de l'électronique ? Une atteinte aux bien des personnes, quand la machine appartient à Sagem, Thalès et autres marchands de canons ? Où est la violence réelle ? Où est ce qu'il faut protéger ?

**3° Interrompre.** L'assujettissement marche à la vitesse et au fait accompli : « C'est inéluctable », « Ça va trop vite », « C'est déjà là ». Notre meilleure arme, pour réinsuffler le temps du politique, c'est l'interruption des processus naturalisés : le changement, la croissance, l'innovation. Montrer que c'est possible, le faire parce que c'est nécessaire. Partant de l'extrême vulnérabilité d'un pouvoir qui repose sur des écrans et des microcircuits, la casse est un bon moyen, symboliquement et pratiquement, de tout arrêter. **Antonius Blok**

# S'OPPOSER À LA BIOMÉTRIE

**MARS 2006, l'Association Formation Coiffure (AFC) met en service trois appareils d'accès biométrique à reconnaissance digitale dans l'un de ses établissements : appareils installés sans l'autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), sans en informer ni consulter le Comité d'Entreprise. En mai, la CNIL enregistre une plainte par un salarié. Elle lui conseille de ne pas faire trop de vagues car l'employeur risque de se mettre en conformité avec la réglementation ! En septembre, des salariés arrivent à mettre à l'ordre du jour du comité d'entreprise la question de la biométrie. La non-conformité de la déclaration à la CNIL est soulevée. Puis, un salarié informe la presse et en particulier l'AFP. Cette dernière joint la direction qui ne souhaite pas répondre. Mais la perspective d'une exposition médiatique inquiète les dirigeants. Ces derniers prennent prétexte d'un avis négatif des élus au Comité d'Entreprise pour annoncer le retrait des appareils en service et le renoncement à installer le même dispositif à Toulouse. C'est bien la première fois que la direction tiendrait compte de l'avis du CE !**

# ENRACINEMENT ET LUTTES

**LA RÉVOLUTION NATIONALE DE PÉTAIN AVAIT FAIT DE L'ENRACINEMENT UN DE SES THÈMES DE PRÉDILECTION. C'EST AINSI QU'ON A LONGTEMPS, ET SURTOUT À GAUCHE, REFOULÉ LE SUJET. POURTANT, À L'ÈRE DE LA VIRTUALISATION ET DE LA DÉMATÉRIALISATION NUMÉRIQUE, ON EN VIENT À DEVOIR S'INTERROGER SUR LES CONDITIONS MATÉRIELLES QUI PERMETTENT OU FACILITENT LA VIE EN SOCIÉTÉ.**

**VIVRE QUELQUE PART,** c'est adopter, au moins en partie, le temps et l'espace commun à une collectivité : si je ne partage ni cardinalité ni calendarité avec autrui, je me sens étranger quelque part (comme lorsque je ne puis lire, à l'étranger, les panneaux indicateurs ou le nom des rues, lorsque les horaires de vie collective sont différents des miens, etc.) [1]. Mais si un temps et un espace communs sont nécessaires pour cimenter l'appartenance communautaire et sociétale, ils sont absolument indispensables à l'élaboration de toute lutte sociale. La révolte luddite [2] en est un exemple flagrant. La résistance acharnée qui s'est organisée dans les Midlands britanniques pendant les années 1811-1813 était fondée sur des communautés villageoises extrêmement soudées (quasiment aucun luddite n'a trahi ou vendu ses compagnons), qui partageaient un mode de vie et des savoir-faire précis. À une époque où le téléphone n'existait pas encore, des centaines de raids visant les implantations industrielles ont pu s'organiser, et ce, au sein d'une population largement acquise à la cause [3] (quand bien même les participant-e-s aux actions n'en représentaient qu'une infime part) qui couvrait les activistes face aux soldats.

Plus près de nous, le mouvement dit « anti-CPE » nous rappelle qu'aucune lutte d'ampleur n'émerge sans cardinalité et calendarité partagée. Si le mouvement a démarré dans les universités, c'est aussi parce que, face à la déferlante de précarisation (et donc d'atomisation) des travailleurs-ses, les facultés restent l'un des rares lieux de socialisation collective de masse et sur la durée. Que les AG aient été nombreuses et sans doute parfois poussives, c'est certain, mais il est indéniable qu'elles ont aussi participé à cet apprentissage du partage collectif de temps et de lieux, nécessaire à l'émergence de luttes.

## RELATIONS SOCIALES = LUTTES SOCIALES

Christopher Lasch théorise cette question [4]. Pour lui, « la persistance des appuis communautaires dans certaines régions et à certaines époques fut à la source de mouvements démocratiques originaux et salutaires » [5]. Il analyse ainsi la force du mouvement des Droits civiques au Sud des États-Unis dans les années 1970 (cohésion communautaire forte), en comparaison de son échec relatif au Nord (inexistence d'appuis communautaires autonomes).

L'enracinement ne peut donc pas être réduit au retour à la terre réactionnaire promu par Vichy. Il constitue une condition nécessaire (mais pas pour autant suffisante) à l'émergence de mouvements sociaux et de luttes politiques puissantes et durables. Si l'enracinement peut ne pas être l'avatar d'un pétainisme dégénéré, c'est aussi parce qu'il ne doit pas nécessairement figer l'identité, fermer l'individu-e sur une essence qui lui serait préexistante, mais bien parce qu'il est aussi la condition nécessaire d'une co-création, d'une transformation et d'un partage collectifs. Si mon identité est ouverte sur d'autres personnes, problématiques, cultures, etc., prétendre être Breton (ou Basque, ou…) ne fait pas de moi un fasciste en puissance. C'est toujours lorsque la lutte (et l'identité) s'enferme sur elle-même que la tentation réactionnaire se profile à l'horizon [6].

À l'inverse, penser la dissolution des communautés dans le creuset républicain, national, européen, etc., est en soi aliénant, puisque la tentative à l'origine même de la Ire République ne visait rien d'autre que la destruction des communautés politiques, autrement dit l'abdication de la puissance politique des groupes au profit de la souveraineté nationale.

Révolutionnaire, mais monarchien antidémocratique, le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre voulait défendre à sa façon les juifs lors de la Révolution française, puisqu'il disait qu'il fallait leur accorder « tout comme individus, leur refuser tout comme nation ». Il dévoilait ainsi, dès les premières heures de la Constituante, la nature du pacte républicain : le pouvoir central est descendant, et les individu-e-s ne doivent s'adresser à lui qu'une fois ségrégués. Comme l'écrit Alèssi dell'Umbria [7], « c'est l'isolement de l'individu, qui, dans la République, fait de celui-ci un citoyen. La simple somme de tous ces individus isolés, accomplie dans l'élection [i.e. dans l'isoloir (sic)], constitue la République : autrement dit, la désintégration de toute communauté concrète entre ces individus fonde la communauté abstraite de la politique ».

Il est alors possible de penser (à l'inverse des technocrates et technophiles fanatiques qui jubilent à l'idée de voir disparaître le lien social et la confrontation politique) le fédéralisme anarchiste à la fois comme terreau pour l'utopie d'une société égalitaire et libertaire, mais aussi comme moyen concret et quotidien de lutter. L'existence de communautés où les individu-e-s se sentent enraciné-e-s est vectrice de sens, et sans doute aussi à l'heure actuelle d'émancipation et de démocratie. Exister quelque part, c'est aussi lutter. Pour lutter, il faut exister quelque part. **Guillaume Carnino**

1. Bernard Stiegler, **Aimer, s'aimer, nous aimer**, éd. Galilée, 2003, et, pour plus de précisions : **La Technique et le Temps** (cinq tomes, dont deux à paraître), éd. Galilée.
2. Kirkpatrick Sale, **La Révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation**, trad. fr. Celia Izoard, L'échappée, 2006, voir article en p. 28.
3. Tout au moins jusqu'aux premiers meurtres d'industriels.
4. Christopher Lasch, **Le Seul et Vrai Paradis. Une histoire de l'idéologie du Progrès et de ses critiques**, Climats (Sisyphe), 2002.
5. Julien Mattern, « Raison et démocratie chez Christopher Lasch », in **Notes et Morceaux choisis. Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle**, n° 7, La Lenteur, 2006, p. 61. À ce sujet, on ne peut que conseiller la lecture intégrale de cet excellent article.
6. Voir article sur l'identité, p. 16.
7. Alèssi dell'Umbria, **C'est de la racaille ? Eh bien j'en suis !**, L'échappée, 2006, p. 93.

luttes

# SYNDICATS OU GROUPES POLITIQUES ?

**LES LUTTES AUTOUR DE LA QUESTION DU TRAVAIL SONT SOUVENT DÉCONNECTÉES DES AUTRES LUTTES, LES SYNDICATS LES MONOPOLISANT. IL FAUT EN FINIR AVEC LA DISTINCTION ENTRE POLITIQUE ET SYNDICALISME POUR ARRIVER À DES ACTIONS PLUS GLOBALES.**

**ON CONSTATE CHEZ LES MILITANT-E-S** une séparation entre l'activité politique et le travail : les révolutionnaires sont de moins en moins ancré-e-s politiquement dans le prolétariat. Nous menons des luttes de manière « hors-sol », comme le dit René Riesel. Pourtant, la recherche d'une construction quotidienne dans le monde du travail est un point fondamental dans la perspective de création d'un véritable front libertaire de lutte des classes. C'est aussi en comprenant les nouvelles modalités de l'exploitation salariale que nous pouvons adopter des stratégies efficaces pour nos luttes au sein de la classe laborieuse.
Depuis quelques années, la critique du syndicalisme en tant qu'élément d'intégration et intermédiaire entre le capital et le travail semble être de moins en moins présente. Sinon, cette critique s'accompagne quasi systématiquement d'un mépris pour les luttes économiques dites revendicatrices.
Bien qu'il faille aussi comprendre l'histoire et le rôle du syndicalisme comme représentatif d'une volonté émancipatrice des exploité-e-s, la recherche de l'autonomie prolétarienne est un enjeu majeur pour la révolution sociale. Ce texte se veut donc être une introduction à la réflexion sur les modalités d'intervention sur nos lieux de travail.

## A VOIR

**Les groupes Medvedkine,**
Coffret 2 DVD, 2006,
Éd. Montparnasse

Les films réalisés par les groupes Medvedkine sont une démarche militante à eux seuls. Plus que des films sur des luttes, ces films sont réalisés par ceux qui luttent. 14 films qui retracent les conflits ouvriers entre 1967 et 1970 à l'usine Rhodiaceta de Besançon, puis de 1970 à 1974 dans les ateliers Peugeot de Sochaux.

## LA QUESTION SYNDICALE

Le syndicalisme est issu de la manifestation quotidienne du conflit de classe sur le lieu de travail. Mais l'organisation des travailleurs-euses sur une base de classe est dangereuse pour le capital. C'est pour cela qu'il a voulu absorber l'activité syndicale dans la gestion des modalités de l'exploitation, ce depuis la loi de Waldeck-Rousseau, en 1884, jusqu'aux délégations d'heures pour les délégués syndicaux, puis à l'institution des partenaires sociaux dans la gestion des différentes crises sociales. On le voit encore aujourd'hui, suite au mouvement sur le CPE, le président Chirac propose un texte de loi pour officialiser la consultation des syndicats avant les grandes réformes, afin que ceux-ci puissent négocier… pour éviter une nouvelle crise !

**LA RECHERCHE D'UNE CONSTRUCTION QUOTIDIENNE DANS LE MONDE DU TRAVAIL EST UN POINT FONDAMENTAL DANS LA PERSPECTIVE DE CRÉATION D'UN VÉRITABLE FRONT LIBERTAIRE DE LUTTE DES CLASSES. C'EST AUSSI EN COMPRENANT LES NOUVELLES MODALITÉS DE L'EXPLOITATION SALARIALE QUE NOUS POUVONS ADOPTER DES STRATÉGIES EFFICACES POUR NOS LUTTES AU SEIN DE LA CLASSE LABORIEUSE.**

Le rôle contre-révolutionnaire, et donc antisocial, des bureaucraties syndicales est donc évident. Pour autant, il semble que beaucoup de camarades semblent se résigner au syndicalisme. Bien qu'il ne faille pas confondre les bureaucraties de la base militante, le constat est à faire.
De manière récurrente, les organisations syndicales sont des freins à la lutte. Dans chaque mouvement social ou lutte forte, on se retrouve à batailler contre le(s) syndicat(s). Même quand ce sont eux qui lancent une lutte, il bloquent l'autodétermination des mobilisé-e-s et bataillent pour la fin de la grève, par exemple. Dans le quotidien, on ne bénéficie que très peu des avantages que permettent les grandes structures.

**LE SYNDICALISME ALTERNATIF** Finalement, il semble que les SUD reproduisent les mêmes problèmes que le syndicalisme institutionnel : structures hiérarchiques, séparation politique/syndicalisme, faibles effectifs, etc. Ils surfent sur les mêmes problématiques d'aménagement de l'exploitation (emplois stables, CDI comme perspective). Les luttes inter-organisationnelles, les jeux de pouvoir, les bureaucraties qui vivent au sommet de ces syndicats et de Solidaires sont des démarches avant-gardistes. Seule la « couleur » de la bureaucratie a changé. Et la stratégie de certains libertaires, qui interviennent dans ces syndicats en acceptant des délégations, des postes de permanents, en travaillant prioritairement au développement du syndicat lui-même et à la prise de poste de direction n'est finalement pas différente de celles des trotskistes.

**LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE, LA CNT** Après un « boum » (peut-être plus subjectif qu'objectif), le développement stagne finalement autour de mille adhérents et la CNT n'a qu'une faible implantation en dehors des grosses entreprises publiques et des administrations.
Le fait que la CNT ne présente pas les mêmes avantages en termes de protection, d'influence et de capacité de mobilisation bloque son développement comme structure syndicale. Du coup, à chaque tentative d'implantation, l'activité tourne essentiellement à la quête de reconnaissance juridique par l'État… qui, bien sûr, n'arrive jamais. En général, les syndicats CNT ne font pas long feu en dehors d'un mouvement. Comme exemple, on peut citer la section CNT de la Redoute, à Lille, qui, suite à de nombreux procès en représentativité, a disparu au bout de quelques mois (la plupart des syndiqué-e-s soit sont passé-e-es à SUD ou à la CGT soit ont quitté la boîte à la suite de pressions).
La mise en avant d'une hypothétique théorie « syndicaliste révolutionnaire/anarcho-syndicaliste » entraîne le refus d'assumer des positions politiques. Ajouté à la volonté de devenir un syndicat de masse, cela revient à reproduire les travers du syndicalisme institutionnel. On y retrouve des jeux de pouvoirs entre courants politiques (que certains résolvent à coups

de poings), des hiérarchies (le côté fort peu démocratique du bureau international, par exemple), des pratiques fort éloignées de nos conceptions anarchistes (obligation de prendre sa carte pour être défendu-e, dans les sections du nettoyage ou de l'ANPE, par exemple). L'absence de formation, de réflexions stratégiques à plus ou moins long terme et la diffusion de préjugés anti-anarchistes (basés sur du vent théorique) fait qu'axer toute son intervention dans le développement de cette structure est une perte de temps… malgré un certain nombre de camarades très intéressants et sincères.

**Photos**
Grève à Mac Donald en 2002.

## LA PRÉCARITÉ, LA MODERNISATION : LES NOUVELLES MODALITÉS DE L'EXPLOITATION SALARIALE

**LA FIN DU COMPROMIS** Avec la crise du capital (la fameuse croissance qu'il faut relancer), le rôle des syndicats, qui doivent trouver un compromis entre travail et capital (congés payés contre productivité, meilleurs salaires contre meilleure consommation, productivité, 35 heures contre flexibilité), est remis en cause.

La précarité n'est pas un phénomène en soi, c'est juste une nouvelle forme d'exploitation salariale, ou plutôt un retour au travail journalier du XIX[e] siècle. Face à la crise, le capital ne peut fournir du boulot à tout le monde dans les conditions d'exploitation du moment. Il lui faut organiser la concurrence entre les travailleurs et la mise en attente temporelle de la main-d'œuvre (la fameuse « armée de réserve ») : le chômage, l'université, etc.

De même, le capital doit re-fluidifier le « facteur travail », pour assurer en permanence la plus-value maximale (= « être compétitif »). L'intérim en est un bon exemple. Les conséquences au niveau de la lutte sont la difficulté de l'ancrage local, géographique, temporel, et donc social. Il en découle une difficulté à se concevoir en tant que classe aux intérêts spécifiques. Un copain qui bosse dans une usine de mise en bouteille de vin disait : « De toute façon, on peut rien construire avec les intérimaires, ils viennent au boulot avec leur walkman, empochent leurs 10 % de prime de précarité et se cassent ». C'est la même chose dans tous les secteurs de production. On divise les travailleurs-euses par la multiplication des statuts (CDI, CNE, CDD, contrat de mission, stage, etc.) et des entités de production (sous-traitance, délocalisation, parcellisation des sites de production, administrative, de stockage et de gestion).

**RESTRUCTURATIONS** Dans le cadre même de la production, tout est fait pour diviser. Il y a une volonté de destruction des lignes de solidarité, par exemple, le fait d'obliger les salarié-e-s à aller à la cantine à des heures précises et tournantes, à prendre des pauses alternées, etc. ■■■

■■■ Le développement des certifications qualité (ISO, etc.) incarne totalement cette dynamique. Les services qualité (qui dépendent directement de la direction) organisent la dépossession de l'outil de travail, la normalisation des tâches, etc. Tout cela sous prétexte d'hygiène, de sécurité, de souci de l'environnement, de la santé, etc. Le but est toujours de maintenir l'extraction de plus-values et de prévenir tout risque de conflit.

## LES QUESTIONS SOCIALES

En même temps que les salaires (pouvoir d'achat !) ont augmenté, le capital a organisé la dépendance des travailleurs-euses vis-à-vis de la production. Donc, on a plus de fric, mais on en a de plus en plus besoin (pour reproduire sa force de travail). Le capital a presque totalement rentabilisé les périodes de loisir qui ont augmenté : ce sont des périodes de consommation, donc de reproduction du capital. Ce fut l'idée de Ford que d'augmenter les salaires pour que les ouvriers puissent acheter les bagnoles qu'ils produisaient. Nous entrons ainsi dans la marchandisation totale de la société et de tous les rapports sociaux. Par ailleurs, ces moments « de loisir » sont aussi le moment d'une lutte idéologique visant à empêcher toute contestation (médias, publicité, consommation « citoyenne », etc.).

**NON-HIÉRARCHIE DES LUTTES, LIENS ENTRE LES LUTTES** C'est pour cela que tous les fronts de combat de la domination du capital sont importants. Mais dedans, il faut adopter une analyse de classe et libertaire, et surtout faire le lien avec les autres luttes. Contre la globalité de la domination, il nous faut construire la lutte totale, soit une résistance globale.
Dans les luttes d'entreprises, il est nécessaire d'avoir une réflexion sur la finalité, le contenu de la production. En effet, dans des secteurs comme le nucléaire, ou dans des services de vente, on peut remettre en cause l'existence même de son travail. Ces réflexions sont importantes et nécessaires puisqu'elles sont sources de changement social. C'est de là que peut naître le communisme (la concertation par la collectivité toute entière des finalités de la production, de son utilité, de son organisation et de sa distribution).

## MANAGEMENT VERSUS LUTTE

**DANS LES FAST-FOODS, la production est ultra rationalisée et cela a de larges conséquences sur les possibilités d'organisation des travailleurs et travailleuses. On y produit à la commande en heure creuse : pas beaucoup de personnel, chacun est occupé à fond. Plus on est en période de pointe, plus il arrive de travailleurs-euses : on produit à des cadences infernales. Dès que la demande diminue, on envoie certains à d'autres tâches (ménage, stock, etc.). On n'a pas le temps de se parler et, dès que la période de pointe se termine, les travailleurs-euses débauchent petit à petit. La direction a su jouer sur le fait que le travail est ressentit par les employé-e-s comme temporaire, ce qui fait que l'on prend moins facilement la peine, le courage de lutter pour ses conditions de travail, son salaire, etc. En plus, les contraintes de la production ne sont pas seulement imposées par la volonté de la direction. C'est en fait une contrainte extérieure, celle du nombre de clients. Elle est d'autant plus acceptée du fait de la position de client-e potentiel des salarié-e-s. Aussi, chacun-e s'impose plus ou moins des cadences car, sinon, on pénalise ses collègues. C'est une forme de production hyper vicieuse qui est tout simplement à détruire.**

Dans les luttes, il faut favoriser une conscience plus large que le seul rapport économique direct. Les syndicats restent dans la problématique de l'aménagement des conditions de travail. Politiquement, et surtout socialement, cela n'offre pas de perspectives de changement.
Pourtant, c'est de la lutte sur le lieu de travail que peut le mieux apparaître la conscience de la question sociale dans son ensemble. On y fait facilement le lien entre le profit du capital financier et les flics, les loyers chers, les transports chers et pourris, l'urbanisme, et toutes les questions sociales. C'est à cela que nous devons nous atteler : faire le lien avec les autres luttes est indispensable. Le travail ne doit plus être un lieu séparé dans le jeu social.

**RECRÉER DES PERSPECTIVES SOCIALES...** L'intervention des révolutionnaires peut s'articuler autour d'axes clairs : construire le rapport de force, contribuer à visibilité les deux camps, l'affrontement de classes, favoriser l'unité et la communication entre les luttes, populariser l'idée de révolution sociale et être le moteur de démarches collectives. Notre perspective est de favoriser la lutte de classes sous toutes ses formes plutôt que de développer une orga. Les luttes de pouvoirs, entre organisations « représentatives », ou entre les orgas et le patron, ne nous concernent pas. Nous luttons pour le communisme libertaire.
**Groupes anarcho-communistes** Pour relocaliser nos luttes, il faut qu'on ré-intervienne en tant que force politique organisée sur nos lieux de travail. Les groupes anarcho-communistes doivent être vus comme des structures solidaires au sein desquelles des révolutionnaires se regroupent. C'est-à-dire se filer des coups de main, échanger des infos, coordonner des actions communes, rédiger des tracts, se former, etc. Par exemple, on peut faire des bulletins de boîte (comme LO ou le PCF en leur temps...), differ nos tracts devant l'école où bosse un copain, faire une table de presse devant une cantine d'entreprise, etc. Mais contrairement aux collectifs de soutien, il ne s'agit pas d'avoir une démarche extérieure à la lutte. La question du rapport aux syndicats est finalement secon-

**Photos** Manifestation contre le WEF (?) à Bern le 22 janvier 2005.

daire… être dedans ou non est une question de tactique locale, s'opposer frontalement ou non est aussi une question de tactique : l'essentiel est de pouvoir faire un travail révolutionnaire, au moins en parallèle. Mais il ne doit pas s'agir de tenter de prendre la direction du syndicat ou d'en influer les décisions, car on ne remet pas son rôle en cause de cette façon. En termes de protection, il peut être avantageux d'être dans un syndicat, à condition de pouvoir y développer une lutte politique avec comme perspective l'autonomie des mobilisé-e-s en période de lutte. Ce n'est donc pas toujours la peine de se brouiller avec les syndicalistes.

Comme forme d'organisation, la structure par bassin d'emploi (les unions locales et les bourses du travail de l'anarcho-syndicalisme) paraît être la plus efficace. D'abord, parce que c'est le meilleur moyen de passer de l'atomisation à la conscience globale. Ensuite, c'est une solution avantageuse aux problèmes posés par la précarité et l'intérim. Il faut chercher les points de regroupement locaux (bistrot, métro/gare, restaurant, etc.).

### … EN CRÉANT DES SOLUTIONS CONCRÈTES

**Comité de base et réseau d'entraide** Notre but est l'auto-organisation à la base. Il faut donc sortir des logiques intersyndicales pour arriver à des logiques assembléistes (AG, conseils, etc.). Il n'est pas nécessaire d'attendre un mouvement pour appeler à l'auto-organisation, on peut partir de l'auto-organisation pour arriver au mouvement. C'est-à-dire qu'il faut partir des réalités concrètes de l'oppression sur le lieu de travail et des résistances quotidiennes spontanées. Il ne faut pas inventer des revendications à la place des gens (type un CDI pour tous). Il faut être le moteur de l'expression autonome des gens. C'est là que des luttes auto-organisées, qui répondent surtout aux aspirations concrètes, peuvent aboutir. Ça veut dire ne pas se borner aux questions salariales mais aborder tous les champs (luttes contre l'autorité, les petits chefs, les transports chers, les privatisations, les politiques industrielles, etc.).

Trouver des solutions concrètes, ce n'est pas seulement se mettre en lutte, c'est aussi construire des alternatives collectives. Par exemple, développer des coopératives d'achat ou de récupérations de bouffe, des réseaux de partage de savoir, etc. On trouve une grande source d'inspirations dans les pratiques des IWW aux USA ou dans les mouvements autonomes italiens ou allemands des années 1970.

### LA QUESTION DE LA LÉGALITÉ

La loi est une mesure prise par la bourgeoisie pour se protéger. Chercher à être reconnu légalement (= la représentativité), reviens à jouer selon leurs règles. Donc, c'est la question des structures de lutte « illégales » ou plutôt « non légales » qu'il faut se poser. Beaucoup de sections CNT du privé ont été démantelées dès qu'elles sont devenues trop dangereuses (souvent dès leur création). On ne peut pas s'organiser en se référant à l'État (et donc à SA légalité) que nous combattons. Soit cela restreint notre action, soit on se fait absorber, piège auquel il est difficile d'échapper. Notre rupture avec l'institution doit être clairement posée d'emblée.

**POUR FINIR…** La relocalisation dans la réalité sociale ne passe évidemment pas uniquement par l'activité sur le lieu de travail. Ancrer notre activité militante dans le quartier est aussi essentiel. Finalement, c'est pratiquement les mêmes questions et les mêmes réponses qui se posent en termes d'organisation. On touche juste d'autres problématiques : logement, vie chère, développement de la vie locale (culture, éducation, sport, fêtes, etc.). On peut s'appuyer notamment sur ce que développent les camarades des collectifs anti-autoritaires en Grèce ou dans les mouvances squats de par le monde.

**Seba et le Ch'ti – OCL Paris ; novembre 2006.**

*NB : Ce texte empirique paraît n'être qu'une suite d'introductions, mais seule la lutte de classes écrit l'histoire…*

### SOURCES


Revue Libertaire de réflexion et de combat, **La Question sociale**, n°1, 2 et 3, avec pour dossier central respectifs, « Le droit de grève », « Le syndicalisme institutionnel » et « Le syndicalisme alternatif », 2004-2006.

OCL, **Pour en finir avec le travail salarié**, Acratie, 1997.

Stéphane Beaud, **Retour sur la condition ouvrière**, 10/18, 2004.

Robert Linhart, **L'Établi**, Éditions de minuit, 1978.

Giachetti/Scavino, **La Fiat aux mains des ouvriers, l'automne chaud de 1969 à Turin**, Les Nuits Rouges, 2005.

K.Marx, **Salaire, prix et profit**, disponible sur marxisme.org

UJCML, « Vingt-cinq points sur les comités d'atelier à Renault », disponible sur www.etoilerouge.org

# TOUT CA POUR DES CLOUS ?

**QU'EST-CE QUI PEUT FAIRE QU'À CERTAINS MOMENTS ET EN CERTAINS LIEUX DES GENS SE METTENT SUBITEMENT EN MOUVEMENT, ET S'ENGAGENT DE FAÇON DÉTERMINÉE ET RÉSOLUE DANS L'AFFRONTEMENT DE CLASSES ? TENTATIVE DE RÉPONSE AUTOUR D'EXEMPLES ARDENNAIS.**

luttes

**COMME VIENNENT ENCORE DE NOUS** le rappeler les « Thomé-Génot » durant le conflit social de la fin de l'année 2006, la classe ouvrière ardennaise a ceci de spécifique qu'elle défraie périodiquement la chronique par des luttes dures et sans concessions : il y eut, entre autres, les sidérurgistes de la Chiers à Vireux en 1982-1983 [1], les chimistes de Cellatex à Givet en 2000 [2], et, en novembre 2006, ces ouvriers de Nouzonville, sous-traitants du secteur de l'automobile, qui ont fait la « une » des rubriques économique et sociale des quotidiens.

## DU SCHISTE ET DE LA LUTTE DES CLASSES

Dans chacune de ces situations, les restructurations industrielles de secteurs et la liquidation des unités de production locales sont à l'origine des conflits. Ainsi, le plus souvent, la détermination ouvrière est interprétée comme une ultime manifestation de l'énergie du désespoir. En ceci, les sursauts de la combativité ardennaise seraient comparables aux « Levi's », « Mossley », « Moulinex », « Danone »... et à tant d'autres luttes de prolétaires réduits au nom de leur exploiteur, et laminés au nom de la réduction tendancielle du taux de profit, en dépit d'une résistance acharnée.

Pas si sûr, ni si simple bien entendu. Car dans le cas ardennais, ces résistances se situent toutes au nord de Charleville-Mézières, dans « la pointe de Givet », territoire spécifique du vieux massif ardennais qui se découpe ici en vallées, qu'elles soient de Meuse ou de Semoy. Pourtant, le laminage économique concerne tout aussi bien le reste du département, et l'on pourrait citer l'agonie du fabriquant de matériel agricole Bennes Brimont, à Rethel, ou encore la concentration de l'industrie agro-alimentaire, qui fait disparaître l'une après l'autre les « petites » sucreries, comme à Attigny... Mais le fait est que les populations des plaines de la vallée de l'Aisne subissent sans grande protestation les effets des restructurations du capital, quand celles du massif schisteux et des « boucles » de Meuse s'insurgent lorsque leur existence est en cause. Il y a là une réalité qu'il peut être intéressant d'interroger.

## L'INDUSTRIALISATION POUR DES CLOUS

Les prémices de la sidérurgie ardennaise remontent à l'époque gallo-romaine du fait de la présence des trois éléments de base que sont le bois, l'eau et le minerai de fer et, dès la Renaissance, forges et hauts fourneaux s'installent dans les vallées au nord de Charleville. Ces premières infrastructures connaîtront un développement avec l'apport de techniques de clouterie à main et autres fabrications de fer forgé et, au XVIII[e] siècle, la clouterie est répandue dans toutes les vallées du Nord des Ardennes. L'activité permettait aux familles paysannes de compléter et de diversifier une économie d'autosubsistance agro-forestière très rudimentaire. Chaque maison, ou presque se voyait accolé un appentis, une « boutique » dans laquelle se tenait le travail de forge des clous. Des « facteurs » sillonnaient les villages pour le compte des marchands basés à Charleville, qui se chargeaient de la commercialisation d'une production de plus en plus spécialisée : la Meuse les clous à ferrer, la Semoy les clous de cordonnerie et de soufflet. D'après les estimations historiques, pendant la Révolution française, 3 500 ouvriers dépendaient ainsi des marchands de Charleville, et ils étaient 8 000 en 1823, compte tenu du développement de l'activité. Les cloutiers se groupaient par boutique de quatre ou cinq partageant le même local, travaillant au même feu, mais chacun à son compte, avec partage des charges communes.

L'embellie du clou artisanal connut son agonie à compter de 1827, quand un industriel de Charleville mécanisa la produc-

**Photo**
Givet, usine Cellatex

1. cf **Courant alternatif** n° 16, mai 1982 et suivants...
2. **Courant alternatif** n° 102, octobre 2000 ou Cellatex. Quand l'Acide a coulé, Syllepse/VO pour la vision cgtiste.
3. Manceau Henry, **Des luttes ardennaises**, Éditions Sociales.

tion ? Il s'ensuit des émeutes répétées en 1830, 1837 et 1847, avec une culture de l'affrontement et du bris de machine qui s'instaure chez ces ouvriers qui n'en demeurent pas moins des paysans-forestiers sûrs de leur bon droit à vivre sur leur terre et de leur travail. Avec pour partie le soutien des autorités locales qui, face au développement de la misère, lancent des politiques de grands travaux. Ainsi, la commune de Braux qui : « 1) considérant que le commerce de la clouterie, la principale occupation du pays, est depuis longtemps en souffrance et qu'il baisse de plus en plus depuis l'établissement de nombreuses mécaniques à clous, 2) qu'il faut rechercher le moyen d'occuper les ouvriers et leur procurer des moyens d'existence, » 3) que la quantité de terres labourables que la commune possède est loin d'être en rapport avec la taille de la population, 4) qu'une partie des terrains boisés qui lui appartiennent peuvent être avantageusement défrichés et livrés à l'agriculture… entame une politique de défrichement et d'aménagement des routes reliant les villages des vallées. Cependant, seul l'essor de la boulonnerie comme industrie de substitution permit d'éviter le naufrage économique au tournant du XIX[e] siècle grâce aux besoins du rail, alors en plein développement.

**LE FAIT EST QUE LES POPULATIONS DES PLAINES DE LA VALLÉE DE L'AISNE SUBISSENT SANS GRANDE PROTESTATION LES EFFETS DES RESTRUCTURATIONS DU CAPITAL, QUAND CELLES DU MASSIF SCHISTEUX ET DES « BOUCLES » DE MEUSE S'INSURGENT LORSQUE LEUR EXISTENCE EST EN CAUSE.**

## QUAND LES BOUTIQUES S'ENFLENT…

« Dans la vieille Ardenne cloutière, ce sont de simples forgerons de boutique qui se mettent à monter des usines, d'abord faiblement outillés, ainsi à Bogny, Alexandre Joseph associé à son beau frère Maré ; ainsi à Nouzon-les-Crépel, Hardy-Capitaine, Génot, Thomé (…) tous avaient réussi avant 1870. On se rappellait qu'en leur jeunesse, compagnons pauvres, ils allaient sur les routes vendre leurs hottées de clous, là où ils trouvaient, loin [3].

Cependant, l'essor économique fit que ces quelques cloutiers, anciennement compagnons pauvres, devinrent rapidement des capitaines d'industrie, peu soucieux de leur ancienne condition, et encore moins de celle de leurs ouvriers.

Dès 1885, l'histoire ouvrière va connaître un tournant avec la rencontre des ouvriers boulonniers et du syndicalisme naissant. Cette année-là, la loi Waldeck-Rousseau autorise la syndicalisation. Aussitôt, les ouvriers de « la grosse boutique », principale unité de boulonnerie de Bogny-sur-Meuse (Château-Regnault à l'époque) créent un syndicats. La réponse patronale est immédiate : les 352 métallos qui viennent de se syndiquer sont virés le 25 avril 1885. La grève est aussitôt la réponse ouvrière, mais la pression patronale est d'importance : la caisse de secours refuse l'aide aux grévistes, l'impossibilité d'embauche provisoire dans les autres établissements métallurgiques de la localité prive les grévistes de salaire de substitution, et les menaces d'expulsion pèsent sur les ouvriers, incapables de payer leur loyers. Le patron gagne ainsi la première manche, et la plupart des ouvriers retournent leur carte syndicale et reprennent le chemin de l'usine.

Seuls 125 boulonniers refusent le diktat patronal et poursuivent la grève, ne reculant pas devant les affrontements avec les gendarmes appelés à la rescousse. La popularité du conflit devient rapidement nationale, grâce au renfort de syndicalistes et de socialistes révolutionnaires tel l'emblématique Jean-Baptiste Clément, qui durant deux mois met ses talents de parolier et de propagandiste au service des grévistes. La solidarité et les réflexes d'autosubsistance de ces boulonniers-paysans permirent à la grève de tenir quatre mois et d'être finalement victorieuse : non seulement le syndicat fut autorisé et reconnu, mais le patronat local se lança dans une politique sociale d'aménagement de cités ouvrières autour de l'usine (crèches, jardin, économat), avancée sociale certes, mais dont le contre-coup visait à étendre son contrôle sur l'ensemble de la vie de l'ouvrier-e, du berceau à la tombe.

Une seconde grève, en 1926, vint achever de convaincre la classe ouvrière ardennaise que seule la détermination sans faille et l'action directe permettaient d'obtenir satisfaction. En 1926, les ouvriers de la grosse boutique de Bogny réclament une augmentation de dix sous de l'heure, vu que leurs salaires sont gelés depuis 1920. Le patronat, coutumier de la chose, répond par le lock-out et renvoit l'ensemble du personnel. La grève durera neuf mois et les ouvriers reprendront finalement le travail pour une augmentation de cinq sous l'heure.

Ainsi, la rencontre du prolétariat ardennais avec le syndicalisme révolutionnaire s'est établie lors de la première grève d'importance en 1895, puis s'est confirmée avec celle de 1926, ce qui marqua durablement les esprit au point que l'on en ressent encore les prolongement aujourd'hui. **Philippe**

## SOURCES


Révolte des cloutiers ardennais en 1847, in **Études ardennaises** n° 25, avril 1961.

Boulonneries, boulonniers des Ardennes, in **Cahiers d'études ardennaises** n° 16, 1994.

**1881-1910. Syndicalisme révolutionnaire et libertaire dans le mouvement ouvrier ardennais**, 1993.

1911 **Émeutes contre la vie chère dans les Ardennes**, 2004.

(Brochures éditées par **La Question Sociale**, *BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse*)


## A LIRE

**La Question Sociale**
BP 5
08 150 RIMOGNE

## DE LA PARCELLE AU CRÉDIT

**« JUSQU'À LA FIN DU XIX[E] SIÈCLE certains ouvriers attendent encore l'arrivée de la saison des travaux des champs pour revendiquer » explique Sirot [1]. Les ouvriers entretiennent encore des parcelles qui sont en cas de conflit une sorte de caisse de grève. Elles permettent de tenir en cas de conflits. Aujourd'hui, les salariés n'ont plus de parcelles mais on un crédit sur le dos : des crédits d'accès à la propriété mais aussi à la consommation. Le taux d'endettement ne cesse d'augmenter, notamment avec la hausse du coût de l'accès à la propriété. Du coup, la difficulté en cas de grève n'est pas seulement de pouvoir acheter la bouffe, mais aussi de rembourser les créanciers. La mise à crédit de nos vies contribue largement à étouffer les velléités contestataires.**

1. Stéphane Sirot, **La grève en France**, Odile Jacob, 2002

LE MOUVEMENT ANTIROUTES BRITANNIQUE A MENÉ DE LONGUES LUTTES VICTORIEUSES IMPLIQUANT LA POPULATION LOCALE. IL A MÊME INSPIRÉ DES LUTTES DANS D'AUTRES PAYS ANGLO-SAXONS.

luttes

# ASSEZ DE ROUTES !

## LE MOUVEMENT ANTIROUTES EN GRANDE-BRETAGNE

**LES ANNÉES 1990** ont vu émerger en Grande-Bretagne un mouvement d'action directe s'opposant à des projets routiers, et plus largement au système capitaliste et industriel. A l'annonce du « plus grand programme de construction routière depuis les Romains » par les conservateurs en 1989, des gens se sont mobilisés dans tout le pays pour défendre des sites écologiques ou des quartiers menacés. Malgré une première opposition légaliste, les chantiers ont démarré. Des groupes se sont alors formés pour s'y opposer directement, par l'occupation du terrain.

### LES PREMIÈRES CAMPAGNES

C'est autour d'une colline à Twyford (Hampshire) que la première grande bataille a eu lieu [1]. L'autoroute M3 devait être prolongée à travers un site écologique abritant des vestiges de l'âge de bronze. Des activistes s'y sont installés début 1992 pour empêcher l'ouverture du chantier. La nouvelle de leur expulsion brutale dans la presse alternative a incité un grand nombre de personnes à les rejoindre dans de nouveaux campements, pour empêcher la construction de la route. La campagne a culminé par l'invasion massive du chantier par plus de mille personnes en juin 1994. Si les travaux ont été menés à terme à Twyford, l'opposition rencontrée a incité à annuler un autre projet à Oxleas Wood (près de Londres) par crainte d'une résistance similaire. La résistance antiroutière pouvant avoir un effet dissuasif, les activistes ont persévéré.

Une deuxième grosse campagne a eu lieu en bordure de Londres, dans des quartiers menacés par un projet de route de raccordement à la M11 [2]. La bataille a commencé à Wanstead, en 1993-1994, autour d'un parc abritant un arbre bicentenaire, puis de maisons occupées de la « Zone libre indépendante de Wanstonia ». Il fallut des interventions policières massives pour que les destructions prévues aient lieu malgré l'opposition des activistes et des riverains. La lutte s'est poursuivie à Claremont Road, dernier bout de rue intact à Leyton. Les maisons et la chaussée ont été squattées et aménagées pour résister à une expulsion : fortifications, tours de guet, tunnels, etc. L'expulsion de la rue, fin 1994, dura plusieurs jours.

La campagne anti-M11 fut l'une des plus longues du mouvement et mobilisa des milliers de personnes, dont beaucoup découvraient l'action directe.

### STRATÉGIES ET TACTIQUES ANTIROUTIÈRES

La méthode des antiroutes consistait à retarder les travaux et à en accroître le coût au maximum (matériel à remplacer, surveillance, etc.) pour arrêter les chantiers en cours et dissuader d'en ouvrir de nouveaux ailleurs. Les activistes commençaient généralement par s'installer sur un site menacé et par le faire reconnaître comme leur lieu d'habitation [3], faisant ainsi de la lutte antiroutière une expérience de vie collective au quotidien. La procédure juridique d'expulsion laissait le temps d'aménager les lieux pour compliquer l'expulsion physique : construction de perchoirs et de cabanes dans les arbres, creusage de tunnels et de terriers barricadés, fortification de maisons, etc. De véritables villages étaient construits dans les arbres et des réseaux de galeries creusés sur des dizaines de mètres. Pour compliquer les expulsions, plusieurs camps pouvaient être installés contre un même projet, nécessitant chacun une procédure d'expulsion distincte [4]. D'autres actions avaient lieu : manifestations, occupations de bureaux, invasions de chantiers, vols et sabotages nocturnes [5]. Lors des occupations de chantiers et des expulsions, les activistes pouvaient s'attacher aux machines ou aux arbres avec divers ustensiles pour retarder leur évacuation.

Dès le départ, les constructeurs et les forces de l'ordre ont utilisé les grands moyens contre les antiroutiers. Cela s'est d'abord traduit par de gros effectifs policiers et d'importants moyens techniques lors des expulsions. Le *Criminal Justice Act* adopté en 1994 comprenait des dispositions visant particulièrement les travellers et les activistes en facilitant les expulsions et la répression des manifestations non déclarées. Des professionnels de la répression des antiroutiers sont apparus : détectives spécialisés dans l'espionnage des camps, conseillers antiantiroutiers, mineurs et grimpeurs mercenaires pour les expulsions... Chaque campagne contre un projet routier a été une bataille dans une guerre d'usure plus vaste contre l'ensemble du programme routier. Si les plus grosses batailles ont souvent été perdues sur le terrain, l'élévation générale des coûts causée par la résistance antiroutière a entraîné l'abandon de la majeure partie du programme routier au cours de la décennie [6]. Les derniers projets du programme de 1989 ont été suspendus par les travaillistes en 1997. L'adaptation des forces de l'ordre aux tactiques antiroutières, l'épuisement des activistes,

1. Sur Twyford Down : www.schnews.org.uk/sotw/twyford-down-plus10.htm

2. Sur l'opposition à la M11 : www.schnews.org.uk/sotw/claremont-rd.htm

3. La fameuse « Section 6 » du Criminal Law Act de 1977 permet de faire reconnaître assez facilement un bâtiment ou un lopin de terre squatté comme un lieu d'habitation dont l'expulsion nécessite un passage au tribunal. Affaiblie par l'introduction du Criminal Justice Act en 1994, cette disposition continue de fonctionner dans la pratique.

4. Une trentaine de campements ont ainsi vu le jour en 96 lors de la campagne contre l'A34, à Newbury.

5. Ces dégâts étaient généralement attribués à des « elfes », pixies et autres lutins nocturnes.

leur passage à d'autres luttes (notamment contre les OGM et la mondialisation) et la suspension des constructions ont fait que le mouvement s'est tassé après 1998.

## ORIGINE ET DEVENIR DU MOUVEMENT

Le mouvement antiroutier est apparu dans le prolongement d'autres luttes. Des projets autoroutiers avaient déjà été fortement contestés dans les années 1960-1970 aux Etats-Unis, tandis que, dès 1985, les groupes nord-américains d'Earth First ! occupaient des arbres pour défendre des forêts. En Grande-Bretagne, les années 1980 avaient vu de nombreux camps pacifistes permanents [7]. Les groupes britanniques d'Earth First ! [8] ont été parmi les premiers à participer au mouvement antiroutier. Par ses pratiques, le mouvement était également proche des travellers et des squatters. Tous ces groupes ont influencé les modes d'action antiroutiers et la façon de vivre dans les campements. Les activistes se sont aussi parfois appuyés sur des associations plus intégrées (Alarm UK, Transport 2000, Friends of the Earth).

Si ce contexte général fertile a favorisé la naissance du mouvement antiroutes, il a lui même contribué au développement d'un mouvement d'action directe plus large, car beaucoup d'activistes qui ont débuté en s'opposant aux routes ont ensuite utilisé des méthodes similaires contre d'autres cibles : OGM, extensions d'aéroport, carrières de tourbe, projets immobiliers, industrie nucléaire ou pétrolière, institutions mondialistes, etc. De nombreux groupes sont apparus ou ont grandi avec le mouvement antiroutier : la tribu Dongas [9], UK Earth First !, Road Alert, Schnews [10], Reclaim the Streets, etc. Que leur orientation politique soit plutôt sociale ou écologique, ces groupes ont en commun de ne pas se cantonner à une vision localiste de la lutte, mais de s'opposer plus largement au développement capitaliste et à la destruction planétaire.

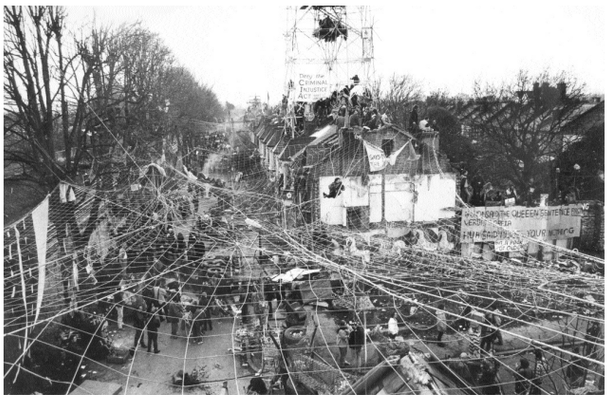
Le mouvement antiroutier a touché d'autres pays anglo-saxons (Irlande, Australie) et s'est étendu (plus modestement) en Europe continentale. Certaines luttes en France se sont inspirées des méthodes britanniques, par exemple en vallée d'Aspe ou au parc Mistral, à Grenoble, mais ces cas restent relativement isolés.

## DÉBATS AU SEIN DU MOUVEMENT

Dans l'ensemble, l'adoption de méthodes non-violentes a fait consensus dans le mouvement [11], par principe ou pragmatisme : adopter une attitude ouvertement violente aurait été le meilleur moyen de faire fuir les riverains et d'inciter la police à intervenir encore plus brutalement. Or, pour tenir sur la durée, la participation ou le soutien des gens du coin était nécessaire, pour faciliter le ravitaillement du camp comme pour obtenir du renfort en cas de coup dur. Cela a aussi permis de montrer à des personnes extérieures aux cercles militants qu'on peut s'opposer de façon directe à des projets imposés d'en haut sans passer par les instances représentatives habituelles (associations, médias ou politiques). L'attitude générale de non-violence concerne bien sûr les rapports entre personnes : le sabotage a été largement pratiqué, avec la discrétion qui s'imposait. La question des limites de la non-violence a tout de même suscité des débats en certaines occasions, à propos notamment de la nécessité de se défendre contre un vigile coupeur de corde ou d'une manifestation paisible tournant au saccage de chantier.

Si le mouvement a toujours su diffuser l'information par ses propres moyens, le nombre d'activistes antiroutiers et la démesure des moyens déployés contre eux ont rapidement attiré l'attention des grands médias. Cette médiatisation croissante a fait découvrir le mouvement hors des cercles militants, a contribué à le faire grossir et a fini par faire pencher l'opinion publique contre les projets routiers. Cela a poussé certains activistes à faire de la médiatisation un but prioritaire dans leur lutte, mais d'autres ont été plus circonspects, cette médiatisation favorisant aussi la déviation d'une partie du mouvement : on sort de l'action directe quand on cherche juste à signaler un problème aux autorités par le biais des médias. Cela a probablement profité aux travaillistes quand ils ont commencé à se dire opposés au programme routier des conservateurs. Les médias ont également favorisé une forme de dépolitisation du mouvement en le présentant de préférence sous un angle culturel (le « style de vie activiste ») et en le personnifiant au travers de quelques activistes starisés [12]. En donnant de la visibilité au mouvement tout en en donnant une image déformée, les médias ont donc aussi contribué à éroder ce qu'il pouvait avoir de politiquement subversif [13].

**Khadavali**



6. D'après un article de Do or Die (n° 7, p.1-4) sur six cents chantiers prévus en 1989, environ cinq cents avaient été abandonnés en 1997 (voir www.eco-action.org/dod).

7. Le campement pacifiste de Greenham Common est souvent évoqué par les antiroutiers.

8. Formés à partir de 1990, les groupes britanniques de EF ! diffèrent des premiers groupes nord-américains par leurs préoccupations plus sociales.

9- Groupe informel de tendance anarcho-païenne né à Twyford Down.

10. Feuille « d'information pour l'action » hebdomadaire publiée sur papier et sur www.schnews.org.uk

11. Les questions de la violence et de la légalité dans le mouvement antiroutes sont traitées plus en détail dans un texte de Aufheben : http://libcom.org/library/m11-anti-road-aufheben

12. Comme le fameux Swampy lors de l'expulsion du camp de Fairmile, en 1997.

13. La question de la médiatisation est traitée plus en détail dans un article de Do or Die (n° 7, p.35-37) consultable sur www.eco-action.org/dod

**Photo page de gauche**

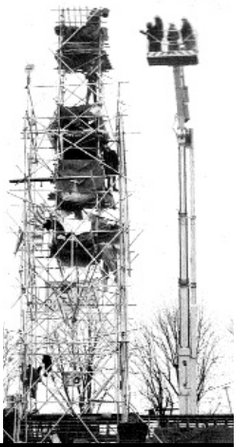
1996, Newbury est une grosse campagne. Un dernier récalcitrant.

**Photos page de droite**

• Une vue d'ensemble de la rue. On voit le pied de la grande tour, les filets de cargo, des banderoles anti-CJB.

• La photo montre comment certains passages ont été bloqués avec des carcasses de voitures et des gravats.

• La fameuse tour de 30 m de haut (avec la super nacelle des flics à côté).



## LE MOUVEMENT AUJOURD'HUI

**LE SUCCÈS DES ANTIROUTIERS des années 1990 n'a été qu'un répit. Après avoir suspendu les derniers projets routiers des conservateurs en 1997, les travaillistes ont annoncé en 2000 un nouveau programme valant bien le précédent. Mais des activistes antiroutiers des années 1990 étaient encore là, prêts à repartir en guerre contre les routes et à transmettre leur savoir à une nouvelle génération d'activistes.**

**Parmi les campements antiroutiers actuels, on peut citer Titnore Woods (West Sussex) (www.protectourwoodland.co.uk) et Camp Bling (Essex) (www.dragonnetwork.org/campaigns/bling, actuellement menacés d'expulsion, ou Bilston Glen (près d'Edimbourg) (www.bilstonglen-abs.org.uk) et Nine Ladies (Derbyshire) (www.nineladies.uklinux.net), moins directement menacés.**

**D'autres campagnes sont en cours contre des extensions d'aéroports ou contre la construction d'un gazoduc géant au pays de Galles.**

**On peut avoir des infos régulières sur le mouvement antiroutier sur les sites www.roadalert.org.uk**

luttes

# POUR EN FINIR AVEC LES CATÉGORIES D'OPPRESSION

**L'EXPLOITATION A TOUJOURS ÉTÉ JUSTIFIÉE PAR LA CRÉATION DE CATÉGORIES ANTAGONISTES. COMBATTRE CETTE LOGIQUE DE CATÉGORISATION EST ESSENTIEL POUR LUTTER CONTRE L'EXPLOITATION.**

« LE SOCIOLOGUE ALAIN TOURAINE, peu de temps après l'émeute de Vaulx-en-Velin, avait sorti cette perle : "Le problème d'aujourd'hui n'est pas l'exploitation, mais l'exclusion". Comme si l'exclusion n'était pas la condition même de l'exploitation, l'existence d'une armée de réserve permettant aux patrons de faire pression sur les salaires. » [1]

Plus encore, toute exploitation sociale [2] nécessite une exclusion permettant de mettre en rapport des groupes sociaux dès lors antagonistes et aux intérêts divergents. Les patrons de multinationales qui s'ancrent pour quelques temps dans un pays à la main-d'œuvre bon marché savent fort bien que pour chaque salarié-e qui se rebiffe, une foule de cinq cents miséreux-ses se bousculera au portillon, afin de travailler dans des conditions atroces pour un salaire de misère.

Quel que soit le type d'exploitation socialement orchestrée, son organisation nécessite une exclusion, c'est-à-dire une catégorisation hiérarchique et asymétrique entre dominant(e)s et dominé-e-s. Pour que des patrons puissent employer des ouvrier-e-s, il faut bien qu'il y ait des gens qui possèdent les moyens de production, et d'autres qui n'aient rien de plus que leur force de travail à vendre. Pour que les hommes puissent bénéficier du travail domestique gratuit des femmes, il faut que l'on ait déterminé qu'il n'y a dans notre société que des hommes et des femmes [3], et que toute femme doit vivre seule avec un homme. Pour que des non-blancs puissent être discriminé-e-s, il faut bien que tout le monde s'entende sur le fait qu'il y a plusieurs types d'humanité : des gens de couleur et... des gens « sans couleur » (?).

## CATÉGORIES ET EXPLOITATION

Les catégorisations apparaissent souvent au moment où l'exploitation les rend indispensables. Ainsi, le nègre n'est-il au départ qu'un simple statut social, signifiant « esclave travaillant dans les plantations » (il existait donc des nègres blancs) [4]. Montesquieu, dans ses *Lettres persanes*, se moque des mœurs exotiques du souverain étranger (il entend ainsi ironiser sur les mœurs de sa propre culture), mais la couleur de sa peau n'est pour lui le motif d'aucun étonnement, et il n'en infère aucune conclusion, puisque ce critère n'est alors pas encore un réceptacle socialement chargé de significations négatives. C'est l'esclavage qui rendra nécessaire la production d'un discours sur l'inégalité biologique des races.

Le recours à la naturalisation, à l'essentialisation et à la biologisation des catégories opprimées est souvent un ressort essentiel à l'exploitation. Des biologistes de haut niveau comme Richard Levontin ont ainsi montré à quel point le recours au biologique pour justifier la catégorisation raciale

était idéologique, puisque le taux de mélanine définissant la couleur de la peau est un facteur continu : il n'existe pas de catégories de race déterminées par des gènes [5].

Ainsi, la question n'est jamais de savoir s'il existe un fondement biologique aux catégories de la domination (certains hygiénistes pensaient ainsi qu'il y avait hérédité de certains caractères ouvriers…), mais de penser que la mise en œuvre de catégories relativement étanches est toujours une nécessité de l'exploitation. La question n'est donc jamais de savoir si la biologie a ou non partie liée à la détermination de ces catégories, mais simplement de penser que le fait de traiter différemment des pans entiers de la population nécessite de délimiter les frontières des catégories, et que vouloir la fin d'une oppression nécessite de faire exploser cette catégorisation. Non pas pour rendre les individus identiques (au contraire, puisqu'ils pourraient se construire en dehors des stéréotypes de leur groupe opprimé), mais bien pour que l'appartenance ou non à un groupe n'ait pas de signification (et d'inférence) sociale. L'important n'est pas de savoir s'il existe biologiquement ou non des hommes et des femmes, des Noirs et des Blancs, des ouvriers et des patrons, mais bien que le maintien de ces catégories figées est la condition de perpétuation de l'exploitation. Vouloir la fin de l'exploitation implique de penser à en finir avec les catégorisations qui la sous-tendent. Que des différences existent ou non, le propos est bien qu'elles n'aient plus d'implications sociales en terme de différences de traitement, ce qui revient à dire qu'elles ne devraient plus être signifiantes, donc perçues, ou plutôt mises en valeur, soulignées à chaque instant de notre vie (par nos comportements, notre langage, notre habillement, etc.).

La stratégie du pouvoir et des dominants est double. D'une part, il faut ancrer la catégorisation dans les pratiques, les objets, les modes de vie, etc. D'autre part, il faut affirmer une égalité de principe et masquer l'inégalité dans les discours. La lutte contre l'oppression doit prendre cette stratégie à contre-pied : il faut d'un côté affirmer et démasquer plus que jamais l'existence des catégories en vigueur et souligner les lieux de l'inégalité, et de l'autre lutter pour que dans les habitudes, les productions matérielles, etc., les différences de traitement disparaissent. Le pouvoir produit actuellement les catégories et l'inégalité, tout en affirmant l'universalité et l'égalité de son exercice. L'émancipation doit affirmer l'actualité des catégories et de l'inégalité, tout en visant à produire l'universalité et l'égalité.

Lutter pour les droits des femmes, pour les salaires ouvriers, etc., ne signifie pas qu'il faille penser que ces catégories sont indépassables. Les grandes utopies anticapitalistes ont toutes posé la société sans classe comme aboutissement de la lutte. Les utopies féministes les plus radicales ont toutes posé la fin des sexes (reconnus socialement, et non la castration !) comme objectif antisexiste ultime. Le parallèle n'est pas abusif, et la faiblesse des mouvements d'aujourd'hui nous fait parfois dire qu'il manque la foi en l'horizon d'utopies jadis mobilisatrices et aujourd'hui jugées irréalistes. La fin de la catégorisation sociale liée à l'exploitation nous semble quelque chose d'incroyable, tant celle-ci forme l'armature même de nos identités. Pourtant, c'est souvent dans des utopies (ces non-lieux d'élaboration de mondes meilleurs car pas encore réalisés) radicales et a priori inimaginables que les mouvements trouvent aussi la force de leur mise en branle. C'est sans doute dans l'éloignement de la réalité de l'oppression quotidienne, et dans l'invraisemblance d'un monde égalitaire, qu'il nous sera possible d'imaginer un monde meilleur et de se battre pour celui-ci. **Guillaume Carnino**

## PAS DE DÉTERMINANT SEXUEL GÉNÉTIQUE ?

**APRÈS AVOIR LONGTEMPS CRU à la détermination du sexe par le chromosome Y, les scientifiques ont trouvé (contrairement à ce que l'on apprend au lycée) de nombreux contre-exemples infirmant son rôle déterminant (syndrome de Turner, de Klinefelter, etc. : les anomalies génétiques où le sujet est homme alors qu'il ne possède pas le chromosome Y sont nombreuses, tout comme celles où une femme physiologique possède ledit chromosome). Les recherches se sont donc ensuite portées vers l'antigène HY, puis vers les gènes SRY et ZFY. À chaque fois, des contre-exemples ont été trouvés. Aujourd'hui, la version officielle des scientifiques consiste à dire que le sexe est une « moyenne » constituée par cinq facteurs : le sexe génique (SRY ou ZFY), le sexe chromosomique (chromosomes « sexuels » XX ou XY), le sexe gonadique (ovaire, testicules ou ovotestis, que possèdent les hermaphrodites), le sexe hormonal et le sexe phénotypique (ou physiologique). Il est raciste de parler de races puisqu'elles constituent un continuum biologique, et, alors même qu'un continuum identique est mis en évidence dans le cas du sexe, il ne serait pas sexiste de dire qu'il existe biologiquement uniquement et rien que deux sexes ?**


**SOURCES**

**Michèle Fonton, Joëlle Wiels et Évelyne Peyre, « Sexe biologique et sexe social », in Marie-Claude Hurtig, Michèle Kail et Hélène Rouch, *Sexe et Genre*, CNRS Éditions, 1991, p. 27-50.**

**Cynthia Kraus, « La bicatégorisation par sexe à l'"épreuve de la science" », in Delphine Gardey et Ilana Löwy, *L'Invention du nature. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Éditions des Archives Contemporaines, 2000, p. 187-213.**

**Guillaume Carnino, *Pour en finir avec le sexisme*, L'échappée, 2005, p. 80-82.**


1. Alèssi Dell'Umbria, **C'est de la racaille ? Eh bien j'en suis !**, L'échappée, 2006, p. 88.
2. C'est-à-dire toute exploitation ayant une dimension massive, socialement régulière et reproduite, et non simplement individuelle, contingente et fortuite.
3. Dans certaines sociétés, notamment amérindiennes, il existe des berdaches, des personnes que nous jugerions en situation d'intersexualité, jouant à la fois des rôles masculins et féminins. L'anthropologie fournit de nombreux exemples de « troisième sexe » (voir Nicole-Claude Mathieu, **L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologie du sexe**, Côté-femmes, 1991).
4. Collette Guillaumin, **L'Idéologie raciste,** Gallimard (Folio), 2002.
5. Contrairement à ce qui est enseigné dans les cours de biologie au lycée, c'est aussi le cas pour les hommes et les femmes, puisque le déterminant sexuel génétique n'est pas le chromosome Y, et qu'il n'a toujours pas été trouvé par les scientifiques à l'heure actuelle (voir encadré).

# À PROPOS DES MANIFESTATIONS

**CHAQUE FORME DE MANIFESTATION A SON UTILITÉ À UN MOMENT OU UN AUTRE. IL S'AGIT DE RÉFLÉCHIR AU CAS PAR CAS, POUR DÉFINIR LA STRATÉGIE À ADOPTER.**

**IL EN EST DES MANIFESTATIONS DE RUE** comme du reste, on n'en juge pas l'intérêt à la seule vue d'une photo instantanée, hors de tout contexte, interprétable à l'identique en tout temps et en tout lieu, mais en considérant le sens de la dynamique qui s'y attache.

Une manifestation peut paraître radicale à cause de la violence qui se déroule le long du parcours, qui n'est peut-être que le symptôme d'un désespoir latent, les dernières cartouches d'un mouvement en train de décliner.

En revanche, une manifestation très calme, joyeuse et déterminée, peut être interprétée comme un moment de montée d'un mouvement, au départ peu combatif et peu massif, mais en évolution. Doit-on le radicaliser artificiellement par l'intervention factice d'une minorité, alors qu'une évolution, même jugée faible, est en train de se faire collectivement ? Et s'il faut intervenir quand même, par quels moyens ?

Autre exemple, une manif traîne-savates qui suit une lutte ayant atteint un degré élevé de contestation et de détermination peut être le signe d'un essoufflement ou, pire, d'une volonté de récupération. Et alors oui, certaines initiatives pour « débloquer une situation » peuvent se justifier. Lesquelles ? Une manif très violente peut parfois être lue comme un moment où un mouvement est en pleine ascension, un lieu où la conflictualité s'exacerbe en renforçant l'ensemble.

Bien entendu, il n'existe pas de réponses idéales et uniques à toutes ces questions. Mais la « santé» d'un mouvement, d'un groupe, d'une organisation, d'un milieu militant est indiquée par le fait que ces questions s'y posent publiquement, qu'elles y sont débattues et reconnues par toutes et tous comme un élément déterminant d'une façon correcte de poser les rapports entre fin et moyens, de ne pas tomber du mauvais côté, celui du pouvoir, de l'avant-gardisme et de l'Organisation pour l'Organisation. Et poser ces questions, sans cesse et systématiquement, est aussi important que les réponses que l'on y apporte.

## MILITANT-E-S ?

**CE MOT EST LE SUBSTANTIF** du verbe *militer* qui a pour origine *miles*, soit soldat en latin. La notion de combat et de sacrifice individuel et collectif pour la défense et le développement d'une idée, d'une opinion, d'un parti, d'une organisation, etc., est donc présente dans l'étymologie militaire de ce terme. Cela peut engendrer un refus de son utilisation pour se démarquer de courants politiques où la survie du groupe (le Parti), d'une idéologie et de sa figure emblématique (Staline et le stalinisme, Mao et le maoïsme, etc.) est plus importante que le bien-être des individu-e-s qui les défendent.

La notion de professionnalisme, et donc le statut de permanent, pose également problème. La figure du permanent ou de la permanente syndical-e, du politicien ou de la politicienne nous viennent ici à l'esprit. Ils-elles peuvent facilement se retrouver dans une position de (co-)gestionnaire de notre misère. Par exemple, ces personnes seront amenées à un moment ou un autre à devoir défendre leurs heures de délégation, leur gagne-pain, donc à faire des compromis importants avec celles et ceux qu'ils-elles combattent. De plus, le fait qu'il ne travaille plus à proprement parler avec les personnes qu'ils-elles doivent défendre peut les amener à se couper d'elles, à un décalage avec la réalité des salarié-e-s. Les précaires ne sont que peu compris-es et pris-es en compte par les militant-e-s professionnel-le-s. Ils-elles ne savent plus les défendre car ils-elles ont oublié comment mener des combats contre les patrons. De plus, les précaires ne rapporteront pas ou peu de cotisations sur la durée au syndicat, ils-elles ne les intéressent donc pas, ou peu. Il arrive, dans certaines boîtes, que les syndicalistes institutionnels ne veuillent pas prendre une partie de leurs temps « libre » pour organiser de réunion hors les murs, en dehors du temps de travail, ce qui permettrait aux précaires de s'organiser. En effet, les précaires ne peuvent généralement se permettre de se déplacer aux heures syndicales classiques, de peur des représailles de la direction.

Nos comportements quotidiens et les rapports humains créés dans un groupe en lutte sont aussi importants que le résultat d'un combat. Cela passe donc par le refus de toutes les séparations et la critique du militantisme séparé et professionnel. Finalement, la question de savoir si nous devons nous définir comme militant-e-s ou non est secondaire. Rimso !

# RÉVOLUTIONNAIRES SUR LE TERRAIN

**luttes** **À PARIS, LA LUTTE MENÉE POUR LE LIBRE ET ÉGAL ACCÈS AUX TRANSPORTS MONTRE QUE LES LUTTES DE TERRAIN NE SONT PAS INCOMPATIBLES AVEC UNE CERTAINE RADICALITÉ.**

**LE RÉSEAU** pour l'Abolition des Transports Payants (RATP), créé en 2001, a toujours refusé de se transformer en lobby qui négocierait avec le pouvoir et le légitimerait implicitement. Le RATP se distingue par là des collectifs dits NIMBY pour *Not In My Back Yard*, une expression qui désigne les groupements d'habitant-e-s défendant leur seul intérêt : « Je ne veux pas de l'aéroport à côté de chez moi, mais ça ne me dérange pas s'il est ailleurs ». Leur méthode est de faire pression sur le pouvoir par tous les moyens possibles. En refusant d'aller négocier avec les instances de décision, le RATP n'adopte pas une position de principe, de type anarchiste pur et dur. Il souhaite éviter les logiques de pouvoir qui vous placent dans la posture de l'avant-garde en proposant des solutions « qui vont faire votre bonheur ». Une revendication politique n'a de sens que si la population s'en empare (et la transforme).

Le collectif a développé une série de pratiques le liant avec les voyageurs des transports en commun et quelques collectifs d'usagers. D'abord, en usant de formes de luttes traditionnelles, comme la distribution de tracts à la sortie du métro. Distributions accompagnées de tickets arborant le slogan « transports gratuits », pastiches de ceux de la RATP. Souligner cette pratique banale n'est pas anodin. La distribution de tracts à la sortie du métro est une pratique largement abandonnée par les « nouveaux militants ». Internet est devenu un simulacre de prise de parole, on entend des militants dire : « Tu n'as pas lu mon texte, je l'ai mis sur Internet ». Eh ben non ! En même temps, les tracts servent plus à se positionner sur un échiquier politique qu'à informer le badaud. Démarche désabusée bien souvent, comme si seuls les militants étaient capables d'avoir une pensée et une action politiques.

L'action directe est aussi employée par le RATP pour mettre en pratique, au regard de tous, les transports gratuits. Le collectif, par des actions portes ouvertes, ouvre ainsi l'accès d'une station de métro. Il laisse passer des milliers d'usagers. Moments symboliques au regard des millions de voyageurs quotidiens mais qui sont l'occasion de discussions avec les voyageurs sur l'écologie, le service public... Cet espace recrée du politique là où il a disparu. Il dit : « Vous payez les transports, à vous de décider ce qu'ils doivent être ». Une pratique développée aussi lors d'actions trottoirs payants. En simulant la mise en place d'un accès payant pour les piétons, le collectif pousse la prise de position du passant : « Le service public des trottoirs doit rester gratuit ! ». Loin des sondages et autres statistiques, qui construisent de toute pièce une opinion publique... pour le RATP l'opinion publique est faite de ces rencontres précieuses qui aboutissent inévitablement à des discussions au sein même du collectif.

Des indices laissent à penser que cette action originale porte ses fruits. Entre les premières distributions de tracts et aujourd'hui, la surprise est moindre chez les usager-e-s. Des personnes ont déjà eu le ticket « transports gratuits » entre les mains par d'autres biais. On imagine mal que cette remise de ticket ne fut pas accompagnée d'une discussion autour du libre et égal accès aux transports.

Au niveau du pouvoir, un élu communiste à la région nous expliqua qu'au cours des réunions pré-électorales des personnes réclamaient les transports gratuits. Avant de conclure : « Sans doute des membres de votre collectif ». *Que nenni* ! Nos quelques membres ne sont pas adeptes de ce genre de réunions. Mais visiblement, des usager-e-s avaient repris les revendications à leur compte. Au niveau des médias, on sentit aussi un basculement. Alors qu'au début les journalistes nous sommaient de justifier cette idée saugrenue de transports gratuits, ils vont petit à petit voir les preneurs de décision en leur demandant pourquoi les transports ne sont pas gratuits. La peur a changé de camp ! À tel point que le conseil régional a mis en place les transports gratuits pour une partie des chômeurs-euses, alors que nombre d'entre eux étaient depuis 2001 passibles de prison ferme s'ils fraudaient. Faire reculer le pouvoir sans le légitimer ni le reconnaître, quelle victoire ! **Gildas**

## MUTUELLE DE SANS-TICKET

**DEPUIS UN AN, des fraudeurs et non fraudeurs ont créé à Paris une mutuelle. Le fonctionnement est simple : chacun verse une cotisation de sept euros par mois (loin des cinquante euros du coupon mensuel). Ce montant peut être révisé à la baisse en fonction de la situation particulière de chacun. Une fois qu'une personne est verbalisée, la mutuelle se charge de rembourser la contravention. Ce système est une première réponse à la loi de sécurité quotidienne qui condamne à la prison les fraudeurs par habitude.**

**AGIR**

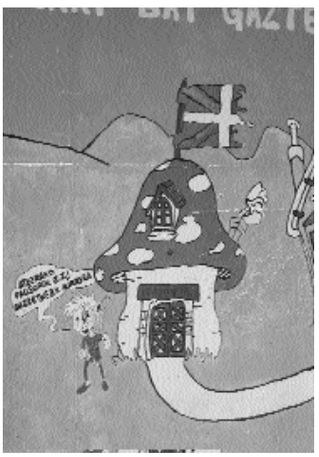
**Réseau pour l'Abolition des Transports Payants**
*145 rue amelot*
*75011 Paris*
*gratuit@samizdat.net*
*http://ratp.samizdat.net*

# LES GAZTETXE
## AUTOGESTiON AU PAYS BASQUE

alternatives

**AU PAYS BASQUE, LES JEUNES OUVRENT DES LiEUX QUi SERVENT D'APPUi AUX LUTTES QU'iLS PEUVENT MENER, LES GAZTETXE. CES ESPACES LiBRES PERMETTENT À CHACUN-E DE METTRE L'AUTOGESTiON EN PRATiQUE.**

**LES EXEMPLES D'AUTO-ORGANiSATiON** sont très nombreux au Pays basque. Cela tient à la dynamique particulière à ce pays où faire vivre son identité contre ceux qui l'agressent ou cherchent à l'étouffer et faire vivre son territoire d'une façon radicalement différente de celle des décideurs et des gestionnaires au pouvoir sont les fondements essentiels de l'action collective. Aussi, peu de domaines échappent à l'auto-organisation : enseignement, radios, télévision, journaux, fêtes, agriculture, coopératives ouvrières, associations de toutes sortes...



Le cas des Gaztetxe est très intéressant. Ce mot se traduit littéralement par « maison des jeunes », mais la réalité de la mise en place des Gaztetxe, de leur fonctionnement et de leurs objectifs n'a rien à voir avec les institutions que sont les maisons des Jeunes et de la Culture, converties en maisons de la Vie citoyenne. En effet, les Gaztetxe sont des locaux autogérés par et pour les jeunes.

Les Gaztetxe sont un phénomène massif et généralisé : on en compte environ 135 dans tout le Pays basque, leur existence étant bien plus importante au sud de la frontière (123) qu'au nord (douze), où la lutte politique et sociale est plus faible.

Ils existent depuis la fin des années 1970, ayant pris leur essor après la disparition de Franco, et sont liés à une dynamique de luttes populaires très intenses.

Les générations se sont succédé, chacune reprenant le flambeau de la création de Gaztetxe, dont la durée de vie varie, de quelques jours à plusieurs années, en fonction de la tolérance ou de la répression des pouvoirs municipaux.

Il est difficile d'en faire une présentation synthétique, car chaque Gaztetxe a son autonomie et ses particularités qui dépendent des acteurs de la lutte et des conditions de leur environnement.

Cependant, il est possible de mettre en évidence leurs caractéristiques principales qui, à de rares exceptions près, sont des traits qu'ils ont en commun.

Le processus qui conduit à l'ouverture d'un Gaztexte est souvent le même. Au départ, l'initiative est prise par une assemblée de jeunes qui se crée dans le quartier d'une grande ville, un bourg ou un canton rural, pour dénoncer publiquement les conditions faites aux jeunes (système éducatif archaïque, manque de logement, chômage, précarité, militarisme, etc.) et faire entendre collectivement leurs besoins et leurs revendications. Une de ces revendications est l'attribution d'un local dans lequel les jeunes pourront se retrouver, organiser les activités qu'ils veulent, dynamiser la vie du quartier ou du bourg, – « étancher notre propre soif », disent-ils. Une campagne est alors lancée, pour faire connaître publiquement le projet et ses objectifs : pétitions et/ou enquêtes auprès des habitants, fêtes et repas dans la rue, expositions, mobilisations (« Sortons dans la rue et revendiquons ce qui est nôtre », « Nous sommes vivants ! Pour vivre vivants, des Gaztetxe ! »)...

Souvent, les jeunes sollicitent d'abord les institutions municipales pour qu'elles leur cèdent un local qu'ils exigent de pouvoir gérer entièrement eux-mêmes, mais la plupart du temps, à l'exception des mairies tenues par la gauche indépendantiste (Batasuna), les maires, de la droite du Parti Populaire aux nationalistes modérés (PNB, Parti nationaliste basque), refusent.

L'action d'occupation (« Nous récupérons, contre le système capitaliste, un espace qui est nôtre ») est alors déclenchée. Elle se fait dans un local vide et désaffecté, quel qu'il soit (banque, cinéma, école, immeuble municipal ou privé, ancien monastère, caserne de la garde civile ou des pompiers, usine, gare, gymnase, etc.). Les jeunes investissent les lieux, y font les réparations et aménagements nécessaires (ce qui leur attire la sympathie du voisinage), organisent l'espace pour y mettre en place des activités d'une grande diversité : salle de concert, bar, radio libre, fanzine, ateliers de toutes sortes, imprimerie, informatique, répa-

**LA DÉMARCHE DES GAZTETXE REPOSE SUR UN CERTAIN NOMBRE DE REFUS : REFUS DE L'UNIFORMISATION, REFUS DE LA CULTURE OFFICIELLE QUI EST CONSIDÉRÉE COMME UN PRIVILÈGE ET QUI EST CONTRÔLÉE, REFUS DE CONSIDÉRER L'ARGENT COMME UNE VALEUR, REFUS DU CONSUMÉRISME, DE LA COMPÉTITION, DE LA HIÉRARCHIE.**

ration de bicyclettes, vidéo, cinéma, théâtre, cirque, bibliothèque, débats, conférences, expositions, repas à prix libre, jardinage bio, troc de matériel, etc. Le mouvement populaire étant fertile, le Gaztetxe est aussi un outil important pour les associations et les collectifs qui y trouvent un lieu de réunion. Le local est ouvert sur le quartier et les jeunes cherchent à entretenir des relations cordiales avec les habitants.

En revanche, les jeunes trouvent la plupart du temps face à eux la mairie, épaulée par la police. Les institutions municipales n'acceptent pas que les jeunes aient l'opportunité de se rassembler, de se politiser, ni qu'ils occupent illégalement un lieu où ils peuvent mettre en pratique leurs idées et leurs rêves. Elles voudraient s'immiscer dans leurs activités pour les contrôler, faire disparaître les germes de subversion que constitue leur auto-organisation.

## AUTOGESTION ET ESQUISSE D'UNE AUTRE SOCIÉTÉ

La démarche des Gaztetxe repose sur un certain nombre de refus : refus de l'uniformisation, refus de la culture officielle qui est considérée comme un privilège et qui est contrôlée, refus de considérer l'argent comme une valeur, refus du consumérisme, de la compétition, de la hiérarchie. Les Gaztetxe sont aussi l'expression d'un désir, celui d'organiser par soi-même et collectivement un espace libre, afin de susciter la créativité et les initiatives et de mettre en pratique les capacités auto-organisationnelles de chacun-e.

Les Gaztetxe se présentent comme une alternative, qui s'oppose au capitalisme et défend des valeurs non économiques. Ce sont des lieux ouverts à toutes et tous, qui participent activement à la vie du quartier et à changer sa réalité. Ce sont des points de rencontre pour les jeunes du quartier et au-delà, des espaces libérés, des lieux de vie. Ce sont aussi des lieux de conscientisation politique où, par l'autoformation, les jeunes cherchent à ce que la culture (basque, populaire, intergénérationnelle, non-conformiste, la contre-culture et les luttes radicales et marginalisées) se transmette. Les jeunes essaient d'agir sans l'aide des institutions, veulent être totalement autonomes et autofinancent leurs activités.

Le fonctionnement des Gaztetxe est fondé sur l'autogestion (participation de tous aux décisions et à la gestion) et sur l'assembléisme : l'assemblée générale est décisionnelle, l'avis de toutes et tous est pris en compte, le consensus est préféré au vote. « Pas de chef, d'horaires ni de police. » Ce qui compte, c'est « une façon de vivre et d'être », dans l'égalité, le respect et la solidarité, selon un fonctionnement qui se pense, se décide et se fait de façon libre.

« Nous essayons de combattre les comportements et les situations dans notre vie de tous les jours qui sont liés à la société capitaliste, tels que l'individualisme, l'absence de solidarité, l'oppression sexiste, raciste, tout en étant conscients que nous devons effectuer un sérieux travail d'autocritique. Nous faisons notre possible pour mettre à bas les anciens modèles sociaux, pour travailler ensemble aussi bien entre individus qu'entre groupes, pour montrer qu'on peut changer cette société, ce système, et que l'autogestion n'est pas l'utopie irréalisable que certains prétendent. Le Gaztetxe est, en quelque sorte, l'esquisse de la société plus juste que nous souhaitons, une société où nous soyons libres et où personne ne nous contrôle, ne nous opprime, ni ne nous exploite. »

## UNE LUTTE SANS RELÂCHE

Les autorités municipales déclenchent le début des hostilités contre les Gaztetxe souvent par des interdits (contre les fêtes, les concerts), puis les menaces suivent, les pressions policières, les campagnes de marginalisation et de criminalisation, et enfin les expulsions. Les prétextes invoqués peuvent être la gêne occasionnée par le bruit des concerts et des fêtes, la vétusté des locaux entraînant des problèmes de sécurité, la drogue. Mais le plus souvent, ce sont des projets immobiliers spéculatifs qui déclenchent l'ordre d'expulsion (ici de ■■■

### AGIR

**Euskal Herriko Gaztetxe eta Gazte Asanbladen Gida**, édité par Gazte Sarea

Toutes les citations sont extraites de ce livre, qui fait l'historique des Gaztetxe jusqu'en 2005.

www.gaztesarea.net

# HABITER SON PAYS

**LES COMBATS, menés dans les années 1980 contre la touristification du Pays basque, ont repris de plus belle, depuis 2000, en s'orientant contre l'activité immobilière. Quel type de politique foncière voulons-nous pour notre pays, comment la mettre en place dès aujourd'hui ? Trois militant-es, actifs dans les luttes antispéculation, expriment successivement leurs positions dans l'ouvrage Habiter son pays. Les deux premiers textes incitent à la sensibilisation et à la mobilisation « citoyennes » pour faire pression sur « la puissance publique » afin qu'elle tente de « prioriser l'intérêt général ». Le troisième texte, écrit par un militant révolutionnaire actif dans le Collectif contre la spéculation [1], replace le problème dans un contexte plus global de sectorisation capitaliste des territoires et de leurs rôles. Il fait une analyse de classe de la propriété privée et des règles qui favorisent les intérêts des possédants. Il invite à retrouver ou à réinventer « des systèmes solidaires et collectifs d'utilisation des terres » ainsi que « de nouveaux modes de décision collective ».**

1. On peut se procurer la brochure diffusée largement par ce Collectif : S'opposer à la spéculation en Soule, une lutte nécessaire et urgente, en s'adressant à Sohaki Elkartea, BP 8, 64470 Atarratze.

***Habiter son pays. Question immobilière et foncière en Pays basque Nord*, Peio Etcheverry-Ainchart, Maite Goyhenetche, Pierre Vissler, Gatuzain, 2006**
**Éditions GATUZAIN, BP 2, 64480 Larresoro**
**gatuzain@wanadoo.fr, www.gatuzain.com**

■■■ construction d'un garage pour des ambulances, là d'un parking, ou bien d'une résidence privée pour personnes âgées, ou encore d'un centre culturel…).

Presque tous les Gaztetxe ont connu, dans leur parcours, une ou plusieurs expulsions. Les forces policières (municipales, régionales), et parfois même la garde civile, interviennent alors, en accord avec la mairie. Les jeunes s'y préparent selon une double stratégie : ils organisent la résistance passive à l'intérieur (en se barricadant, en s'enchaînant jusque sur les toits) – celle-ci peut durer de quelques heures à plusieurs mois – et, en même temps, ils mobilisent à l'extérieur, en alertant les habitants du quartier, les associations, les collectifs et les autres Gaztetxe afin que s'organisent des rassemblements et des manifestations, des campements devant la mairie, ou des occupations de locaux municipaux. Les expulsions se font souvent avec une grande violence de la part des flics. Beaucoup de jeunes sont interpellés, gardés à vue, jugés (78 jeunes d'un Gaztetxe de Bilbao), condamnés à des amendes. Ils sont rarement accusés d'usurpation de locaux ou d'occupation illégale, car l'illégitimité de l'occupation d'un local vide aurait du mal à leur être opposée. Les sanctions se prennent plutôt par des voies détournées, en ciblant les manifestants arrêtés dans la rue pour « désobéissance », « atteinte à l'autorité », « violences » et « désordre sur la voie publique »… Ce sont alors des peines de prison ferme qui sont requises (par exemple, 6 à 14 ans contre des jeunes de Pampelune). Là aussi, la défense juridique passe par la rue : le soutien populaire et la protection des habitants sont prioritaires ; aussi l'information, l'explication des faits, la dénonciation des acteurs de la répression ainsi que les actions et mobilisations de solidarité priment-elles.

Mais, une fois qu'ils sont expulsés, les jeunes ne s'avouent pas vaincus, selon ce mot d'ordre qui s'est généralisé : « Une expulsion, une autre occupation ! ». Si le local n'a pas été muré (ou brûlé, comme ce fut le cas à Bilbao), ils réoccupent le même. Sinon ils s'emparent d'un autre lieu. À Pampelune, il est arrivé, après une expulsion, que quatre autres locaux soient occupés simultanément dans la ville. Le cycle occupation/expulsion/répression/nouvelle occupation, etc., s'avère être le processus le plus fréquent. Les jeunes arrivent parfois, à force de discussions et en s'appuyant sur la pression des habitants, à un accord de cohabitation avec la mairie, mais s'ils parviennent à une sorte de contrat, celui-ci s'avère le plus souvent provisoire et temporaire.

L'occupation d'un local n'est pas considérée comme un but en soi mais, dans les faits, elle s'avère indispensable pour avoir un lieu. Au-delà, cependant, il s'agit de faire naître des espaces pour une autre organisation sociale : « Il est nécessaire de s'appuyer sur des lieux libres pour libérer des espaces de vie et mener des luttes de toutes les couleurs ». Et les Gaztetxe sont en effet des lieux où s'élaborent et d'où se mènent de nombreuses luttes sociales, que ce soit contre la précarité, contre le militarisme, contre la spéculation immobilière, pour le logement [1]…

Ce qui fait la force des Gaztetxe, c'est bien évidemment leur nombre et la détermination des jeunes qui les créent, mais aussi le fait qu'ils se sont organisés en un réseau structuré sur l'ensemble du Pays basque : des coordinations et des rencontres se font régulièrement entre eux et avec les assemblées de jeunes, qui permettent des débats (tels que « Le gaztetxe, moyen ou but ? », « Faut-il ou non des permanents ? »), l'organisation de mobilisations et de ripostes générales contre les expulsions et la répression, des échanges d'expériences afin de s'approprier des actions et des objectifs de lutte.

**Christine, Pays Basque**

1. Les Gaztetxe résistent et se multiplient d'année en année, même si les conditions socio-économiques ont changé : alors que les quartiers des centres-villes étaient façonnés par les mouvements populaires, ils se sont à présent nettement embourgeoisés. Le prix du sol, des immeubles, des locations a grimpé d'une façon faramineuse. L'industrie touristique s'est intensifiée, modifiant terriblement l'accès à la terre et au logement. Certains quartiers sont devenus des zones-dortoirs. L'urbanisation a gagné le pourtour des villes. Ces transformations de l'espace et ces nouvelles conditions faites aux habitants, et en particulier aux jeunes, sont un des déclencheurs de la mobilisation pour les Gaztetxe et une des luttes sociales importantes au Pays basque.

**AU-DELÀ, CEPENDANT, IL S'AGIT DE FAIRE NAÎTRE DES ESPACES POUR UNE AUTRE ORGANISATION SOCIALE : « IL EST NÉCESSAIRE DE S'APPUYER SUR DES LIEUX LIBRES POUR LIBÉRER DES ESPACES DE VIE ET MENER DES LUTTES DE TOUTES LES COULEURS ». ET LES GAZTETXE SONT EN EFFET DES LIEUX OÙ S'ÉLABORENT ET D'OÙ SE MÈNENT DE NOMBREUSES LUTTES SOCIALES, QUE CE SOIT CONTRE LA PRÉCARITÉ, CONTRE LE MILITARISME, CONTRE LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE, POUR LE LOGEMENT.**

# LES MILIEUX LIBRES
## VIVRE EN ANARCHISTE À LA BELLE ÉPOQUE

**L'EXPÉRIENCE DES MILIEUX LIBRES AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE NOUS RAPPELLE QUE LES MOUVEMENT SQUATS OU LES COMMUNAUTÉS ONT UNE FILIATION DANS LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.**

**AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE,** plusieurs dizaines d'anarchistes, issus principalement des milieux ouvriers parisiens se lancèrent dans la création de « milieux libres », des lieux de vie en commun, à la ville, en banlieue ou à la campagne tandis que d'autres privilégiaient alors le syndicalisme révolutionnaire ou même la création de partis et la participation au gouvernement. « Vivre en anarchiste », telle fut leur ambition principale qui prit des formes différentes d'un lieu à l'autre.

Le premier milieu libre, fondé à Vaux (Aisne) en 1902, met en avant la nécessité de démontrer la viabilité économique des idées anarchistes : « prouver que des individus groupés sur un fonds commun dans la liberté absolue, en camaraderie, peuvent produire au moins autant qu'ils consomment » [1] et cela « sans le concours de rouages capitalistes existant » [2]. Car outre les écrits appelant à construire un lieu exemplaire ou une cellule initiale de la société future, d'autres considèrent le milieu libre comme un moyen pratique et collectif pour se libérer de l'usine, de l'atelier ou de la tutelle maritale. Une volonté de vivre sa vie également dictée par la nécessité : difficile de trouver un emploi lorsque l'on rechigne à accepter l'autorité ou simplement les conditions de travail. Ce qui explique ce désir de s'associer, mais aussi ici l'apparition d'une théorie de réductions des besoins qui mêle arguments politiques, éthiques ou hygiéniques aux nécessités de la survie quotidienne. Fumer c'est engraisser l'État, aller au cabaret c'est faire le jeu des patrons tandis que le végétarisme ou le végétalisme seraient un mode d'alimentation sain et économique. Fausse monnaie, vols à l'étalage ou cambriolages sont aussi un moyen d'améliorer l'ordinaire. Enfin, se permettre, par des moyens de contraception et d'avortement, d'avoir moins ou pas d'enfants est

une façon de mieux choisir la vie que l'on veut mener.

### UN MILIEU OUVERT

Toutes ces pratiques, certaines plus largement partagées que d'autres, dans et hors des milieux libres, constituent une base matérielle sur lesquelles se greffent d'autres perspectives : le milieu libre est ouvert aux camarades et au voisinage, notamment pour une causerie, un pique-nique, un bal avec chansonniers. S'y trouvent parfois une école, souvent une bibliothèque et une imprimerie, pour diffuser brochures, journaux, papillons ou affiches. À Aiglemont (Ardennes), le milieu libre sert de base aux luttes ouvrières locales par la recréation de la CGT et la réalisation d'un journal. À Saint-Germain-en-Laye, on s'amuse à effrayer les bourgeois. Et les habitants de la rue de la Barre à Montmartre parviennent à animer tout le quartier, d'après les rapports inquiets des policiers.

C'est ainsi que le milieu libre est de plus en plus conçu comme un lieu où hommes et femmes se regroupent par affinité et accroissent leur capacité de puissance, de nuisance. Le milieu libre « ne constitue pas non plus un moyen infaillible d'amener la révolution. Il permet simplement à des hommes d'intensifier la propagande dont ils sont capables, de la faire avec une liberté d'allures qu'ils n'ont pas dans la Société actuelle et chaque fois qu'une injustice est commise, qu'une révolte les appelle, ils n'ont pas, grâce au milieu libre le souci de ce qu'ils laissent derrière eux. Il en résulte une puissance d'activité et de propagande qu'on ne saurait acquérir dans aucun autre milieu » [3]. Vivre en anarchiste, c'est également amorcer des changements individuels et collectifs en élaborant une « camaraderie effective », premier pas vers une mise en œuvre d'un communisme – qui ne peut être uniquement matériel –, vers une critique de la société capitaliste prenant en compte tous les aspects de la vie et vers une façon de s'organiser rendant possible une lutte quotidienne et permanente. Ces milieux libres furent peu nombreux et ne résisteront pas aux difficultés matérielles, interpersonnelles, mais également contextuelles. Face à des conflits de travail et des mouvements sociaux récurrents et dynamiques, l'Etat impose alors la paix sociale par l'armée mais aussi, puisque cela ne suffit pas, par une législation s'intéressant aux travailleurs. Ceux qui tentèrent alors coûte que coûte de vivre la vie qu'ils avaient choisi, les Bandits Tragiques, furent éliminés et nombreux furent ceux qui tombèrent avec eux. Enfin, la guerre mit un dernier et puissant coup d'arrêt à toutes ces révoltes. Malgré tout, ces milieux libres, mêlant velléités de vivre et de lutter, réapparaissent régulièrement sous d'autres noms, plus nombreux et n'ont, a fortiori, pas fini d'exister. **Céline Beaudet**, auteure de *Les milieux libres, Vivre en anarchiste à la belle époque en France* (2006, Ed. libertaires)

### A LIRE

**Les milieux libres, Vivre en anarchiste à la belle époque en France**
Céline Beaudet
2006, Ed. libertaires

**Expérience de la vie communautaire anarchiste,**
Tony Legendre, 2006,
Ed. libertaires

1. Manifeste de la « Société instituée pour la création et le développement d'un milieu libre en France », 1902
2. PROST Francis, « Autonomie et Liberté », **Le Réveil de l'Esclave**, n° 5, décembre 1902
3. MOUNIER André, **En Communisme, Publications de la Colonie Communiste d'Aiglemont**, avril 1906, n° 3

alternatives

# LE LOCAL

## UNE EXPERIENCE MILITANTE À NANTES

**DE 1993 À 1999, LE LOCAL, À NANTES, A CONSTITUÉ UN LIEU OÙ ANTI-AUTORITAIRES ET LIBERTAIRES, ORGANISÉ-E-S OU NON, ONT TENTÉ DE FONCTIONNER COLLECTIVEMENT DANS LA TRANSPARENCE ET L'EXIGENCE ÉTHIQUE, POUR FAVORISER DES DYNAMIQUES SOCIALES DE RÉSISTANCE ET DE LUTTE.**

**À LA FIN DES ANNÉES 1980,** les libertaires actifs participent à plusieurs initiatives politiques, indépendantes de la sphère PS dirigée par J.-M. Ayrault, maire de Nantes depuis 1988. La majorité municipale nantaise préfigure la « gauche plurielle » de Jospin avec, en plus, d'anciens anars et pro-situ (Guin, Chotard) comme « conseillers du prince » qui donnent au PS une image moderniste, célébrant bien volontiers la glorieuse mémoire ouvrière nantaise (pour mieux l'enterrer…) et exhumant le honteux passé négrier de la bourgeoisie nantaise, mais s'accommodant du CAC 40 et du libéralisme triomphant. La municipalité offre subventions, locaux et salles publiques aux associations nantaises compréhensives et limite ainsi les velléités contestatrices : on ne mord pas la main qui vous nourrit.

Quand Mitterrand organise à La Baule, en juin 1990, un sommet franco-africain, c'est l'occasion pour les libertaires nantais (FA, OCL) de sortir de la confidentialité. Avec eux, des antimilitaristes, des membres de la JOC (dans l'Ouest, les cathos de gauche existent…), le Groupe communiste révolutionnaire (issue de l'OCT) décident de refuser l'initiative nationale de la LCR : *Ca suffat comme ci* est si timorée dans ses prises de position que même le PS le signe… (*Courant Alternatif* n° 1, nouvelle série, été 1990). Notre campagne locale, *Ras la Baule de la misère du Sud*, est modeste mais nous permet de constituer un petit milieu, indépendant de la sphère démocrate et gauchiste, éternels satellites et rabatteurs du PS. Quand la première guerre du Golfe commence, en janvier 91, le Groupe de résistance et d'Opposition à la Guerre (GROG) regroupe de nouveau cette mouvance. Pendant trois mois, l'activisme nous donne un certain écho local, alors que le camp de la gauche s'est fracturé, en pleine implosion de l'URSS : le PS est pour la guerre, le PC se mobilise contre. Pendant toute l'intervention occidentale, nous étions une bonne trentaine en réunion, organisions des cortèges de plusieurs centaines de personnes en menant des actions collectives dénonçant l'armée, le pouvoir, les médias, la guerre, le capitalisme. Nous avions alors le sentiment qu'une partie de la population nantaise pouvait répondre à des appels en rupture et qu'il était possible de rompre le dispositif de verrouillage que la gauche et l'extrême gauche politique, syndicale et associative maintenaient sur toute expression contestatrice.

### LA PROBLÉMATIQUE

L'objectif de l'OCL n'est pas de construire l'ORGANISATION mais de renforcer des mouvements de lutte. Mais le propre des mouvements étant d'être éphémères, nous risquions fort, face aux dispositifs institutionnalisés des gauches, de retomber dans la confidentialité après avril 1991. L'idée d'un lieu public, suffisamment grand, sur la base de l'adhésion individuelle, comme il en existait à Lyon ou à Bayonne, nous parait adéquat et nécessaire pour renforcer un « milieu » de rencontres, propices à mener d'autres contestations. Le seul lieu existant, l'Atelier, association d'autoréparation mécanique qui accueille le GROG, refuse les réunions publiques. Certains antimilitaristes et les camarades de la FA nantaise sont alors partants pour créer un nouveau lieu.

Ce projet a trois axes. Créer des situations pour favoriser des rencontres et rompre l'isolement face au système, échanger

critiques et informations pour une réflexion collective, enfin, constituer une base pour lancer des initiatives de résistance et de contestation. Nos propositions ne feront pas l'unanimité, mais nous sommes une bonne vingtaine à commencer à réfléchir à la plate-forme de ce qui deviendra les statuts du local. Après deux ans de tergiversations, de départs et d'arrivées, de cotisations et de fêtes de soutien au projet, le Local ouvre ses portes en décembre 1993.

Aujourd'hui, dans l'ambiance de reflux et de méfiance qui s'est peu à peu installée dans les milieux militants libertaires nantais, il apparaît étonnant que nous ayons pu, à l'époque, rassembler autant de personnes différentes dans une perspective d'intervention. Malgré quelques grincheux qui n'y croyaient pas, cela s'est fait et a permis d'agir, en affirmant une présence politique libertaire révolutionnaire sur la ville, dépassant les chapelles.

## EN GUISE DE BILAN RAPIDE

Un projet né sous de tels auspices ne pouvait que déclencher méfiance ou hostilité de tout ce qui de près ou de loin traîne ses guêtres dans les franges de la sociale-démocratie. Notamment en affirmant la viabilité d'un fonctionnement collectif non confidentiel (pas de chefs incontournables, de trésorerie verrouillée…), transparent (cahier d'AG consultable par toutes et tous), une *glasnost* en rupture avec le gauchisme traditionnel avec une volonté d'accueillir la presse et les livres d'un large spectre politique – de la LCR aux situ en passant par les anars individualistes et les abondancistes. Le rythme de fonctionnement était exigeant, avec un minimum de deux réunions par semaine, pour dégager un loyer, partiellement payé par les cotisations. S'il y a eu des centaines de passages dans l'association, seul un noyau d'une trentaine de personnes est resté jusqu'à la fin, en majorité non organisé dans des groupes hexagonaux.

Le Local a été particulièrement en phase avec des mouvements nantais comme lors de la lutte anti-CIP en mars 1994, sous le gouvernement Balladur, contre le plan Juppé en décembre 95 (des journaux locaux d'intervention, à prix libre, furent produits à ces deux occasions).

L'antirépression et la solidarité ont été une constante, notamment suite aux arrestations en Bretagne de réfugié-e-s basques et de leurs hôtes, la réunion entre Basques (Herri Batasuna, Gestoras) et Bretons pour la mobilisation du procès parisien (novembre 1995) eut lieu au Local. La lutte antinucléaire du Carnet, en 1996-1997, a fortement impliqué la mouvance du Local. De même pour le collectif Précaires et solidaires des chômeurs de 1997-1998.

## PAS D'ACCUMULATION DE FORCES…

Mais il n'y a eu que peu de renouvellement militant. La collectivité créée semblait ne pas pouvoir s'étendre. L'ouverture d'un autre lieu (le Courtois, en hommage à Georges C.), squatté celui-ci et permettant des concerts, ne renforça pas la dynamique, une sorte de « rivalité » s'instaurant entre le Courtois et le Local.

Surtout, notre engagement politique se détachait peu à peu du lieu. Pendant la lutte antinucléaire, où deux pôles (gauche plurielle contre antinucléaires indépendants) se disputaient le *leadership* en Loire-Atlantique, les réunions de fonctionnement se passaient à l'Atelier, considéré comme plus neutre. Le mouvement des chômeurs étant centré sur l'occupation d'un lieu (CCAS, Manufacture des Tabacs), les réunions s'y déroulaient. En fait, la mouvance du Local était suffisamment « homogène » politiquement et rôdée pour fonctionner en confiance, sans passer par la médiation d'un lieu…

## UNE EXCLUSIVITÉ OCL !?

Enfin, en 1998, seul-e-s des inorganisé-e-s et l'OCL s'impliquaient encore dans le Local. Les camarades de la FA du début, toujours présents et actifs, avaient quitté leur organisation, qui s'était recomposée en utilisant d'autres locaux pour faire des réunions publiques spécifiquement FA. Le Scalp et la CNT Vignoles, constituées par d'ex-membres du GCR (côtoyés dans le GROG en 1991), se réunissaient à l'Atelier. Le collectif breton Fulor avait fait long feu.

Bref, le projet d'un lieu nantais anticapitaliste et antiautoritaire, creuset où les individu-e-s, organisé-e-s ou non, pouvaient se rencontrer, réfléchir, agir, était devenu, pour l'extérieur, le lieu de l'OCL, avec toutes les conséquences partidaires inhérentes que nous refusions…

De plus, il nous apparaissait que ce n'étaient plus les confrontations, mais bien plus les appartenances à tel ou tel lieu, la fidélité à tel groupe ou le patriotisme d'organisation, qui devenaient déterminants pour le positionnement des individus dans les mouvements. Loin de déployer une mouvance, nous risquions de faire une chapelle de plus. Il était temps de mettre les pouces…

Depuis, l'Atelier a modifié ses statuts, ses locaux sont administrés par une association séparée et des réunions publiques s'y déroulent. Les collectifs peuvent s'y domicilier officiellement et y conserver leur matériel. Si le Local a pu contribuer d'une certaine façon à l'ouverture d'un tel lieu, ce sera au moins ça à verser à son bilan. **Gérald**

## AGIR

**Quilombo**

*23 rue voltaire*
*75011 Paris*
*quilombo@globenet.org*
*www.librairie-quilombo.org*

Plus qu'une librairie, Quilombo est un espace d'échanges et d'informations sur les luttes, l'actualité militante et contre-culturelle. Ouverte depuis cinq ans, elle organise régulièrement des débats ou accompagne en faisant une table de presse avec des rencontres organisées. Elle publie chaque année un catalogue de ressources regroupant près de 1000 références militantes.

alternatives

# MILITER UN SPORT D'EN

**S'INSCRIRE COMME MILITANT-E** dans la réalité sociale, c'est chercher à changer celle-ci. Tout processus (et en particulier tout procès de changement social) prend par définition du temps. Vient s'y surajouter pour les militant-e-s libertaires le facteur « aggravant » du refus du « raccourci » illusoire de la prise de pouvoir qui implique pour eux et elles la nécessité d'une politique de participation, d'implication et d'enracinement dans les luttes et les mouvements. Il s'agit d'une politique de longue haleine, avec et pour les gens, condition *sine qua non* d'un changement radical de société « par en bas ».

Dans ces conditions, tout-e militant-e, et en particulier tout-e militant-e libertaire ne peut éviter de se poser la question des conditions auxquelles son engagement pourra s'inscrire dans la durée. Chacun-e connaît en effet d'excellent-e-s camarades qui ont « mal fini », entre dérive politique plus ou moins rapide, retrait vers une hypothétique « sphère privée », mais aussi « carrière » psychiatrique, alcoolisme ou toxicomanie, voire suicide…

Pour être clair, je ne pense pas qu'il y ait de « recettes » ou de solutions miracles applicables à tout-e militant-e libertaire. D'abord, si de telles solutions existaient, cela se saurait et ensuite, la diversité même des réponses pratiques apportées par les militant-e-s libertaires qui réussissent à s'inscrire dans la durée interdit toute réponse simpliste.

Le vieux Marx disait que ce sont les conditions d'existence qui déterminent la conscience. Pour autant que l'on veuille bien éviter les interprétations réductrices et économicistes, je pense qu'il nous livre là une clé quant aux réponses individuelles et collectives à trouver et à inventer. Deux champs au moins sont au cœur de ces conditions, je veux parler de l'insertion professionnelle et du tissu social et relationnel. Plus ceux-ci sont congruents et compatibles avec un engagement politique et social, et plus ils contribuent à un équilibre et une réalisation personnels, plus les chances sont grandes que cet engagement puisse s'inscrire dans la durée, gage d'une action efficace.

C'est sous cet angle que je plaide pour inclure le quotidien dans notre pratique politique. Si, en effet, des approches collectives peuvent être mises en place et développées (avec toutes les limites liées au cadre général et au « marché » dans lesquels elles s'insèrent et auxquels elles se confrontent, la révolution n'étant pas faite, mais bel et bien à faire), non seulement ces approches sont susceptibles d'amener des éléments de réponse pratiques à la question de la durabilité de l'engagement militant, mais elles peuvent également devenir autant de relais, d'amplificateurs, d'outils de celui-ci.

Pour peu qu'ils ne s'abandonnent pas à l'illusion d'une possible « sortie du système » à l'échelle microsociale, coopératives, communes, collectifs, entreprises et projets autogérés peuvent devenir autant d'outils, de bases d'agitation sociale qui renforcent à la fois les militant-e-s impliqué-e-s, le mouvement dans son ensemble et la critique sociale en général, sans même parler de leur production principale, celle de lien social, loin d'être négligeable dans un contexte où le capital individualise et isole de plus en plus les êtres humains, pour mieux les dresser les un-e-s contre les autres, les dominer et les exploiter.

Pour concrétiser mon propos, j'aimerais citer ici quelques exemples ancrés dans une expérience personnelle de près de trente-cinq ans de militantisme, deux des projets qui constituent aujourd'hui encore ma « base arrière », en même temps qu'autant de champs de pratique sociale.

## LA COOPÉRATIVE PFLASTERSTEIN (« LE PAVÉ », EN FRANÇAIS)

Ce projet est issu d'une lutte de quinze ans contre un grand projet spéculatif en plein centre-ville, dont la réalisation fin 1996 a entraîné la disparition de onze immeubles qui accueillaient logements, communautés, galerie d'art, cinéma d'arrière-cour et bar associatif. Au cours de ce long affrontement mené à coups d'actions, de fêtes de quartier et de procédures judiciaires en droit des constructions, nous avions déjà fait une offre publique d'achat sur un immeuble « stratégique» qui aurait bloqué le projet de centre commercial, bureaux et logements. Quand, en 1996, la défaite est devenue inéluctable, nous avons donc décidé la création de la coopérative, destinée à permettre le rachat d'un immeuble pour y « recaser » au moins une partie des activités menacées. Le contexte économique y était favorable, puisque la bulle spéculative du marché immobilier avait éclaté, entraînant une baisse des prix. À signaler que la coopérative présente une particularité organisationnelle : son comité (structure exécutive prescrite par la loi) est constitué de l'ensemble des locataires.

Les difficultés inhérentes à un tel projet (sabotage par l'administration municipale des immeubles, hostilité des milieux immobiliers, difficultés à boucler le financement et à obtenir une hypothèque) ont fait que nous avons mis trois ans à finaliser l'achat d'un immeuble de cinq étages, situé dans la vieille ville sur une surface au sol de cent soixante mètres carrés, rue

**REPÈRES**

**Biel-Bienne (Suisse)**

Ville suisse bilingue de 50 000 habitant-e-s, située au pied du Jura, à 30 kilomètres de Berne. Construite au bord du lac du même nom, cet ex-centre industriel est aujourd'hui recyclé dans les *call centers*. Ex-bastion du mouvement ouvrier, la ville est gouvernée par une majorité rose-verte (très pâle).

## ORGANISATION SOCIALISTE LIBERTAIRE (OSL, SUISSE)

**L'ORGANISATION SOCIALISTE LIBERTAIRE vise à mener un débat théorique et politique pour élaborer et mettre en pratique une stratégie libertaire dans les luttes de classes et dans l'ensemble des luttes sociales anticapitalistes et anti-autoritaires. Nous nous réclamons de la tradition des organisations et de l'ensemble des expériences libertaires liées aux luttes du prolétariat pour son émancipation. Nous nous battons pour une société autonome, c'est-à-dire une société socialiste et libertaire, autogérée, sans bureaucratie étatique ni pouvoir séparé d'aucune sorte. Nous cherchons à promouvoir et nous appuyons toutes les pratiques, les luttes et les objectifs qui intègrent la dynamique de l'auto-organisation, de l'action directe et de l'autonomie du prolétariat et de l'ensemble des sujets sociaux porteurs de combats anti-capitalistes et anti-autoritaires.**

**www.rebellion.ch**

# DURANCE

**UNE LUTTE, QUELLE QU'ELLE SOIT, EST UNE ENTREPRISE DE LONGUE HALEINE. POUR QU'ELLE SOIT VICTORIEUSE, IL FAUT FAIRE EN SORTE QU'ELLE S'INSCRIVE DANS NOTRE QUOTIDIEN.**

du Bourg 4. Celui-ci accueille aujourd'hui un bar (malheureusement aujourd'hui encore largement étranger au projet), une communauté d'habitation de huit personnes, une colocation de deux personnes et l'infokiosque Chat noir, qui sert d'accès commun aux étages. L'infokiosque fait partie du réseau du Centre autonome de jeunesse (voir note), dont il accueille les archives et dont il est le « point info ». Les fonctions de l'infokiosque sont multiples : librairie, bibliothèque, réunions diverses, ordinateur et accès internet publics, informations sur les campagnes politiques et activités culturelles en cours, archives politiques thématiques, ventes de tee-shirts, badges et autocollants à caractère politique. Pour ses ouvertures, l'infokiosque profite du partage de son espace avec l'association Encre noire, qui y offre des services en matière de mise en page, prépresse, traduction et comptabilité.

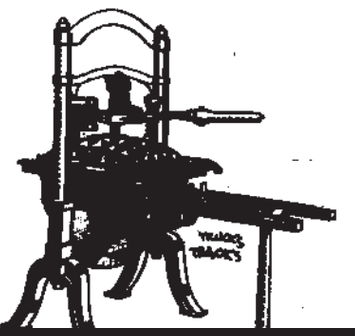
**CE PROJET EST ISSU D'UNE LUTTE DE QUINZE ANS CONTRE UN GRAND PROJET SPÉCULATIF EN PLEIN CENTRE-VILLE, DONT LA RÉALISATION FIN 1996 A ENTRAÎNÉ LA DISPARITION DE ONZE IMMEUBLES QUI ACCUEILLAIENT LOGEMENTS, COMMUNAUTÉS, GALERIE D'ART, CINÉMA D'ARRIÈRE-COUR ET BAR ASSOCIATIF.**

La communauté a connu depuis l'ouverture du projet, en 1999, pas mal de « roulement ». Les participant-e-s actuel-le-s ont entre 19 et 51 ans, avec une majorité de femmes. Seul-e-s trois d'entre eux-elles sont des militant-e-s libertaires. Toutes et tous sont soit en formation, soit plus ou moins précaires (voir les deux à la fois). Le quotidien s'articule autour d'un repas du soir, partagé par celles et ceux qui le peuvent, dont la responsabilité est tournante.

Sans en faire une condition pour participer à la communauté, nous soulignons face aux personnes intéressées la place de l'activisme politique et culturel en son sein.

## COMMUNE AUTONOME (CA)

Créé sous le nom de Communauté de travail de jeunes au début des années 1970, CA se constitue comme telle en 1979 sur deux piliers : une imprimerie offset et une communauté d'habitation. Après quatre ans d'exil campagnard, le projet se renouvelle et redémarre en ville en 1982. Les participant-e-s se sont retrouvé-e-s au sein du Centre autonome de jeunesse (CAJ, voir note) sur la base de convergences politiques dans les luttes internes qui se déroulent sur fond d'émeutes dans la plupart des villes suisses, sur la revendication de centres autonomes autogérés par les participant-e-s. Le projet redémarre sur un accord commun formalisé (le « Texte CA »), inscrivant la démarche dans une remise en question radicale des conditions dominantes (hiérarchie, pouvoir séparé, rôles, travail aliéné, etc.). Celui-ci fondera un collectif d'une exceptionnelle longévité qui interviendra politiquement pendant une décennie, tout en ouvrant un espace de critique pratique des rapports quotidiens. Cette période s'achève progressivement au cours des années 1990, du fait de différences au sujet des rapports amoureux multiples et des questions d'organisation. Le collectif perd de sa centralité pour les participant-e-s et les trajectoires individuelles divergent de plus en plus, entraînant des départs successifs. Subsistent à ce jour l'imprimerie, dans laquelle trois personnes travaillent à temps partiel au service des acteurs politiques et sociaux, et une communauté d'habitation « classique », le tout dans un immeuble en propriété collective à la Route de Boujean 33. À souligner que l'imprimerie ne s'inscrit pas seulement comme outil à l'utilité évidente pour des militant-e-s politiques, elle présente également l'avantage de contacts personnels avec l'ensemble des gens qui « bougent » sur la ville, ce qui s'avère souvent être un avantage de poids quand il faut prendre une initiative politique, lancer un projet de manifestation, d'action ou de campagne… **Mark, militant OSL**



## CENTRE AUTONOME DE JEUNESSE (CAJ)

**NÉ DE LA VAGUE de 1968, celui de Bienne est le seul centre autonome de l'époque à avoir survécu, c'est aujourd'hui un réseau regroupant une dizaine de projets autogérés, dont l'imprimerie commune autonome, l'infokiosque Chat noir et une salle de concerts de huit cents places, la Coupole. Les libertaires y sont hégémoniques depuis 1983. www.caj.ch**

# offensive

**POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS** 3 euros (+ 0,5 euros) par exemplaire, chèque à l'ordre de Spipasso, avec vos coordonnées à envoyer à : OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13 001 Marseille

## OFFENSIVE N°1
**trimestriel** | 36 p. | 3 euros

DOSSIER **POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION**

## OFFENSIVE N°2
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **LA GRÈVE À RÉINVENTER**

## OFFENSIVE N°3
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE**

## OFFENSIVE N°4
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **GENRE ET SEXUALITÉ**

## OFFENSIVE N°5
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **AU SERVICE DU PUBLIC**

## OFFENSIVE N°6
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **HOMO PUBLICITUS**

## OFFENSIVE N°7
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES**

## OFFENSIVE N°8
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **LIBÉREZ LES ENFANTS !**

## OFFENSIVE N°9
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **CULTURE DE CLASSE OU (IN)-CULTURE DE MASSE**

## OFFENSIVE N°10
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE**

## OFFENSIVE N°11
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **ON HAIT LES CHAMPIONS**

## OFFENSIVE N°12
**trimestriel** | 44 p. | 3 euros

DOSSIER **INTÉGRATION, ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL**

# courant alternatif

**POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS**
A commander à l'OCL Reims Egrégore BP 1213, 51058 REIMS Cedex

ÉPUISÉ

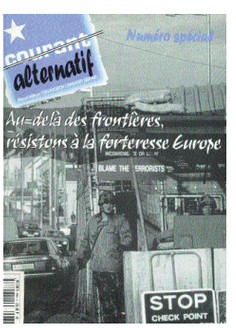
## CA hors-série
**1996** | 32 p. | 3,80 euros

**Il y a 60 ans, Espagne 36, guerre ou révolution ?**

ÉPUISÉ

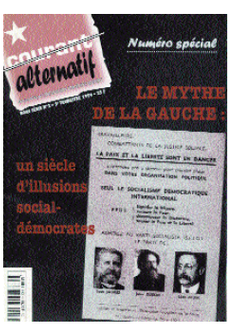
## CA hors-série
**1998** | 32 p. | 3,80 euros

**Il y a 30 ans : mai 68**




## CA hors-série 1
**1999** | 36 p. | 3,80 euros

**Au-delà des frontières : résistons à la forteresse Europe**




## CA hors-série 2
**1999** | 36 p. | 3,80 euros

**Le mythe de la gauche : un siècle d'illusions social-démocrates**

## CA hors-série 3
**2000** | 36 p. | 3,80 euros

**Contrôle social : tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes**

## CA hors-série 4
**2000** | 32 p. | 3,80 euros

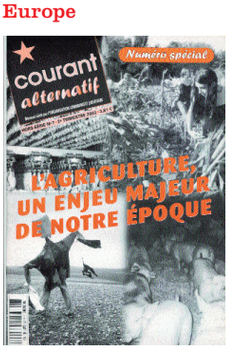
**Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire**

## CA hors-série 5
**2000** | 32 p. | 3,80 euros

**Libération sexuelle et émancipation sociale**

## CA hors-série 6
**2001** | 36 p. | 3,80 euros

**Unité des libertaires ? Mythes et réalités du mouvement anarchiste !**




## CA hors-série 7
**2002** | 32 p. | 3,80 euros

**L'agriculture un enjeu majeur de notre siècle**

## CA hors-série 8
**2002** | 32 p. | 3,80 euros

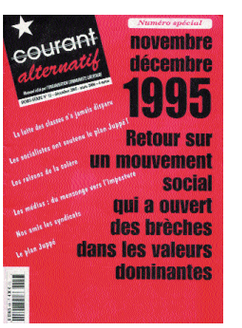
**Palestine solidarité !**

## CA hors-série 9
**2e tri. 2003** | 40 p. | 3,8 euros

**L'arnaque citoyenne**

## CA hors-série 10
**2e tri. 2005** | 44 p. | 4,5 euros

**La sécurité de qui ? Celle du capital !**




## CA hors-série 11
**mars 2006** | 40 p. | 4 euros

**Novembre-Décembre 1995 : retour sur un mouvement social**